

DOC EN POCHE

PLACE AU DÉBAT

Russie : vers une nouvelle guerre froide ?

Sous la direction de
Jean-Robert Raviot



La
documentation
Française

Russie : vers une nouvelle guerre froide ?

Jean-Robert Raviot

professeur de civilisation russe contemporaine
à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense

Taline Ter Minassian

professeur d'histoire de la Russie et du Caucase
à l'INALCO, Paris

Sophie Lambroschini

doctorante à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense

Kevin Limonier

maître de conférences en géopolitique
et en civilisation russe à l'université Paris-VIII Saint-Denis

Maxime Audinet

doctorant à l'université Paris-Ouest Nanterre La Défense

Responsable de la collection
Isabelle Flahault

Titre dirigé par
Christine Fabre

Secrétariat de rédaction
Martine Paradis

Conception graphique
Sandra Lumbroso
Bernard Vaneville

Mise en page
Dominique Sauvage

Édition
Julie Deffontaines
Ugo Bardeau

Promotion
Stéphanie Pin

Avertissement au lecteur

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.
Ces textes ne peuvent être reproduits sans autorisation.

Celle-ci doit être demandée à :

Direction de l'information légale et administrative

26, rue Desaix
75727 Paris cedex 15

« En application du Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992, une reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est strictement interdite sans autorisation de l'éditeur. Il est rappelé à cet égard que l'usage abusif de la photocopie met en danger l'équilibre économique des circuits du livre. »

© Direction de l'information légale et administrative, Paris, 2016.
ISBN : 978-2-11-145098-1

Sommaire

Préambule.....	5
----------------	---

Chapitre 1

D'une guerre froide à l'autre ? La Russie et l'Occident de 1989 à nos jours.....	17
<i>Jean-Robert Raviot</i>	

Chapitre 2

Le poutinisme, un modèle politique ?	49
<i>Jean-Robert Raviot</i>	

Chapitre 3

Post-Empire. La Russie au miroir de son voisinage	75
<i>Jean-Robert Raviot, Sophie Lambroschini</i>	

Chapitre 4

Le grand retour de la Russie au Moyen-Orient	103
<i>Taline Ter Minassian</i>	

Chapitre 5

Le cyberspace, nouveau lieu d'affirmation de la puissance russe	125
<i>Kevin Limonier</i>	

Chapitre 6

Un <i>soft power</i> d'État russe : la <i>miagkaïa sila</i>	149
<i>Maxime Audinet</i>	

Conclusion.....	175
-----------------	-----

Bibliographie et sitothèque.....	183
----------------------------------	-----

Préambule

En 1989, Gueorgui Arbatov, américainiste soviétique et conseiller diplomatique de Mikhaïl Gorbatchev, a lancé en s'adressant aux pays de l'Ouest une boutade qui a fait florès : « Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi ! » (Jonathan Power et Georgi Arbatov, "From Stalin to Putin, an Insider's View : Talking with Georgi Arbatov", *World Policy Journal*, vol. 24, n° 3, 2007). La formule s'est révélée prophétique. Deux ans plus tard, en 1991, le pacte de Varsovie, alliance militaire fondée en 1955 pour resserrer autour de Moscou les rangs du Bloc soviétique face à l'Otan, alliance militaire euro-atlantique instituée en 1949 sous la direction stratégique des États-Unis, était dissous, en conséquence de la réunification de l'Allemagne (1990) et de la dislocation du camp socialiste. Les anciens satellites européens de l'URSS prenaient le chemin de la transition vers la démocratie et l'économie de marché, avant de devenir une décennie plus tard membres de l'Otan et de l'Union européenne.

En cette même année 1991, l'URSS éclatait et les républiques qui la constituaient accédaient à l'indépendance. La Russie, la plus importante d'entre elles – par

son territoire, sa population, sa puissance économique et militaire – reprenait le lourd fardeau de l'héritage soviétique et héritait aussi de la responsabilité de succéder à l'URSS dans les relations internationales. L'Occident se retrouvait soudain privé d'un ennemi structurant sa vision du monde et la définition de ses priorités stratégiques.



La recomposition politico-stratégique de l'Europe après 1991

À la suite de la dislocation de l'URSS en 1991, quatre nouveaux pays – Russie, Ukraine, Biélorussie et Kazakhstan – deviennent *de facto* des États nucléaires, ce qui contrevient au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 1968, ratifié par l'URSS. Conformément au protocole au traité entre les États-Unis et l'URSS sur la réduction et la limitation des armements stratégiques offensifs (dit protocole de Lisbonne) du 23 mai 1992, la Russie est le seul État nucléaire issu de l'URSS, les trois autres s'engageant à lui transférer leurs armes.

Par ailleurs, une fois le pacte de Varsovie dissous (1^{er} juillet 1991), les anciennes démocraties populaires ainsi que les nouveaux États indépendants issus de l'URSS engagent le dialogue avec l'Otan. En 1994, tous ces pays ou presque signent le Partenariat pour la paix proposé par cette organisation. S'ensuivent trois vagues successives d'adhésion en 1999, 2004 et 2009. Parallèlement, cinq anciennes démocraties populaires et les trois États baltes deviennent membres de l'Union européenne (UE) le 1^{er} mai 2004.

Le déploiement de la politique de « partenariat oriental » de l'UE dans les États du voisinage immédiat de la Russie (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Géorgie, Arménie) fait monter la tension Est-Ouest d'un cran. Fin 2011, la Russie réactive sous le nom d'Union eurasiatique une organisation régionale d'intégration économique et politique. À partir des « révolutions de couleur » – la révolution des roses en Géorgie (2003) et la révolution orange en Ukraine (2004) –, Moscou perçoit la politique de coopération pratiquée par l'UE et les États occidentaux comme autant de manifestations d'hostilité à son égard dans une zone longtemps qualifiée par elle d'étranger proche. Si la Russie a toujours reconnu formellement l'indépendance de ces États issus de l'URSS, elle a toujours eu du mal à accepter qu'ils puissent se doter d'une politique étrangère qui ne recueille pas – fût-ce tacitement – son accord. Le sommet de l'Otan à Bucarest (2-4 avril 2008) marque sans doute le début de la nouvelle guerre froide. Lors de cette rencontre, les candidatures de la Géorgie et de l'Ukraine à l'Alliance atlantique furent finalement rejetées en raison de l'opposition vive de la France et de l'Allemagne. Toutefois, le soutien américain – ainsi que l'appui sans réserve de la Pologne et des États baltes – fut reçu à Moscou comme une illustration de la volonté de Washington de poursuivre son expansion stratégique vers l'Est, jusqu'aux frontières mêmes de la Russie. Ainsi, la révolution du Maïdan et le renversement du président Viktor Ianoukovitch en Ukraine (2014) ont été perçus à Moscou comme le franchissement par Washington d'une étape supplémentaire dans sa stratégie de conquête de l'hégémonie par la subversion et l'ingérence dans la politique intérieure des États voisins de la Russie.

////////////////////////////////////

La globalisation de l'Otan et ses conséquences

Vingt-cinq ans après la disparition de l'URSS et la dissolution du pacte de Varsovie, l'Otan s'est profondément transformée. Elle s'est élargie à tous les pays, ou presque, de l'ancien bloc soviétique et aux anciennes républiques baltes (voir encadré). Conçue pour défendre le monde occidental contre la menace expansionniste soviétique, cette organisation n'affiche plus désormais simplement un objectif défensif, mais elle vise l'intégration politico-stratégique (et militaro-industrielle) des États qui la composent, ainsi que le rappelle le communiqué final du sommet de l'Alliance qui s'est tenu à Varsovie les 8 et 9 juillet 2016 (consultable sur le site de l'Otan, <http://www.nato.int/>). En outre, l'Otan s'est dotée de nouvelles missions sur des théâtres d'opérations très éloignés de l'espace euro-atlantique. Ainsi, elle s'est vu confier par l'Onu le commandement de la Force internationale de sécurité et d'assistance en Afghanistan (ISAF) entre 2003 et 2014. Outre les partenariats pour la paix signés avec toutes les anciennes républiques de l'URSS qui n'avaient pas initialement vocation à être intégrées (ainsi qu'avec les États européens non membres, tels l'Autriche ou la Suède) – tous rassemblés dans le Conseil du partenariat euro-atlantique –, l'Alliance a conclu des accords dans le cadre du Dialogue méditerranéen, qui réunit plusieurs pays du Maroc à Israël en passant par l'Égypte. Quant à l'Initiative de coopération d'Istanbul (2004), elle met

en place une coopération bilatérale entre les pays du golfe arabo-persique et l'Otan dans le domaine de la sécurité. Certains autres États (Japon, Iraq, Australie...) ont également signé des partenariats avec cette organisation qui s'est ainsi « globalisée » (Mahdi Darius Nazemroaya, *The globalization of NATO*, 2012).

Cette stratégie de « globalisation » de l'alliance euro-atlantique *via* l'établissement de partenariats dans différentes régions du monde est connue sous le nom de « gestion des risques » (*risk management*). En vertu de cette vision plus sécuritaire que militaire, il ne s'agit plus tant de se défendre contre des menaces provenant d'ennemis que de diminuer le risque de la survenance de conflits. Mais la guerre, que les Européens croyaient avoir proscrite de leur continent après 1945, est un phénomène difficile à éliminer définitivement. Au monde bipolaire a succédé un monde éclaté, caractérisé par des conflictualités multiples qui font fi des clivages institués et bouleversent toutes les grilles de lectures établies. Comme on a pu l'observer dans les années 1990 et 2000 sur tous les théâtres d'opérations – ex-Yougoslavie, Caucase, Proche-Orient... –, il est devenu malaisé de distinguer guerre au sens classique et guerre civile, guerre régulière et guérilla. Les États se fragilisent, se disloquent et, en conséquence, le pouvoir régalien se transforme, l'exercice des fonctions sécuritaires et celui des fonctions militaires y sont de plus en plus indistincts (Christopher Coker, *Can war be eliminated?*, 2014).

Le flou conceptuel qui caractérise les textes officiels de l'Otan traduit bien toute la difficulté de l'alliance à définir clairement sa stratégie. Ainsi, le communiqué du sommet de Varsovie de 2016, dans plusieurs de ses articles, appelle l'organisation à « projeter la stabilité » à l'échelle mondiale. Toutefois, à la lecture de ce communiqué, on constate que la notion classique d'ennemi n'a pas été totalement effacée des grilles de lecture de l'Otan. Depuis le sommet de Bucarest en 2008 (voir encadré), la Russie est de plus en plus explicitement désignée comme le principal ennemi. C'est elle qui occupe, malgré la vague d'attentats qui frappent les États de l'Alliance atlantique, la première place au rang des sources de menaces. Le communiqué du sommet de Varsovie déclare que la Russie est à l'origine d'un « arc d'insécurité et d'instabilité [qui] s'observe à la périphérie de l'Otan et au-delà » (art. 5), et que – allusion à l'annexion de la Crimée en mars 2014 et à l'implication irrégulière de la Russie dans la guérilla en Ukraine orientale depuis le printemps 2014 – que « les actions agressives de la Russie, y compris ses activités militaires provocatrices à la périphérie du territoire de l'Otan [...], constituent une source d'instabilité régionale » et nuisent « à la sécurité euro-atlantique » (art. 5). Plus loin, on ajoute que « depuis plus de vingt ans, l'Otan s'emploie à bâtir un partenariat avec la Russie » et que « les activités et les politiques récentes de la Russie ont diminué la stabilité et la sécurité, accru l'imprévisibilité [...]. Alors que l'Otan respecte ses engagements internationaux,

la Russie a violé les valeurs, les principes et les engagements sur lesquels repose la relation Otan-Russie [...], elle a rompu la confiance [...] et elle a remis en cause les principes fondamentaux de l'architecture de sécurité tant mondiale qu'euro-atlantique » (art. 9).

Dans le discours qu'il a prononcé le 13 février 2016 à la conférence sur la sécurité de Munich, le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a vivement dénoncé la responsabilité occidentale – et en premier lieu américaine – dans le déclenchement d'une nouvelle guerre froide en Europe. À plusieurs reprises, il a exprimé le dépit des responsables de son pays devant ce qu'ils considèrent comme un refus des dirigeants occidentaux de mener avec eux un dialogue de fond sur l'architecture de la sécurité européenne. « Pour parler franchement, nous allons tout droit vers une nouvelle période de guerre froide. La Russie est présentée comme la plus grande menace pour l'Otan, l'Europe, l'Amérique. [...] Mais les vraies menaces dans notre petit monde sont bien différentes, vous voudrez bien l'admettre » (discours de Dmitri Medvedev, texte russe mis en ligne sur <http://government.ru>, traduit par l'auteur).

Dmitri Medvedev reproche au bloc euro-atlantique une stratégie expansionniste de poussée vers l'Est – les médias russes évoquent souvent un nouveau *Drang nach Osten*, par référence à l'expansionnisme allemand des années 1939-1941 – et de toujours ignorer les intérêts de la Russie : « Les responsables

européens ont pensé que la création d'une ceinture d'États amis à leurs frontières extérieures garantirait leur sécurité. Mais quels sont les résultats de cette politique ? Ce n'est pas une ceinture d'États amis, mais une zone d'exclusion avec des conflits locaux [...] à la fois aux frontières orientales (de l'UE – en Ukraine et en Moldavie) et aux frontières méridionales (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Libye et Syrie) » (discours de Dmitri Medvedev, *id.*).

La nouvelle guerre froide, prolongement de l'ancienne et phénomène nouveau

Dans cet ouvrage, nous reviendrons tout d'abord sur les origines de cette nouvelle guerre froide (chapitre 1) pour comprendre les motifs de la profonde désillusion des dirigeants russes à l'égard de l'Occident. Dans la mesure où le pouvoir russe est incarné dans la personne de Vladimir Poutine depuis 2000, il convient de livrer quelques clefs d'analyse du système politique russe et de l'impact de sa centralisation et de sa stabilité (aucune alternance n'est intervenue depuis la fin de l'URSS) sur la diplomatie et la politique étrangère (chapitre 2). État à la fois post-impérial et multiethnique, la Fédération de Russie a hérité, après la chute de l'URSS en 1991, des frontières administratives internes de la Russie, devenues frontières internationales. En conséquence, il faut s'intéresser aux processus multiples et complexes d'ajustement de la souveraineté et de l'influence de la Russie dans

son environnement régional. Dans cette perspective, la relation entre la Russie et l'Ukraine – première puissance issue de l'URSS après la Russie – est primordiale, tant elle mobilise, à Moscou, à Kiev et dans les capitales occidentales, des représentations géopolitiques fortes, réactivées par le conflit désormais ouvert entre les deux pays depuis 2014 (chapitre 3).

La nouvelle guerre froide est donc, par certains côtés, un prolongement de l'ancienne et, par de nombreux aspects, un phénomène nouveau. Pour la première fois depuis l'intervention soviétique en Afghanistan (1979-1989), la Russie déploie des forces armées hors de son voisinage post-soviétique. Ce faisant, elle renoue avec une politique extérieure « orientale » ancienne (chapitre 4). La tension Est-Ouest se manifeste par des guerres hybrides (combinant guerre classique, soutien à des guérillas, armes économiques et guerre de l'information) dans de nouveaux espaces, en particulier le cyberspace – dont la Russie est devenue une puissance majeure (chapitre 5) – et sur le terrain de la guerre des opinions publiques. La naissance d'un *soft power* russe – la *miagkaïa sila* (force douce) – constitue l'une des voies résolument nouvelles de la reconstruction de la puissance russe, quoique, par certains aspects, cette politique d'influence et de rayonnement de la Russie emprunte à la grammaire de la propagande soviétique des années 1960-1970 (chapitre 6).

Chapitre 1

D'une guerre froide
à l'autre ?

La Russie et l'Occident
de 1989 à nos jours

Jean-Robert Raviot

Sous le ministère Primakov (1996-1999) puis la présidence de Poutine, la Russie a reconstruit une doctrine de politique étrangère fondée sur l'affirmation de l'indépendance stratégique et le retour d'une forte volonté de puissance. La vision du monde développée par les dirigeants russes s'oppose à celle qui a pris corps en Occident depuis 1991. Plus que le simple prolongement de l'ancienne, la nouvelle guerre froide est donc une nouvelle forme d'antagonisme entre la Russie et l'Occident au sein d'un monde désormais globalisé.

L'Occident vu de Russie : la grande désillusion

Vu de Moscou, la nouvelle guerre froide découle de ce que l'Occident a trahi les promesses qu'il aurait faites au moment de la chute du camp socialiste. Cette interprétation de l'histoire des vingt-cinq dernières années inspire une vision du monde qui domine très largement dans la Russie d'aujourd'hui. Succédant à l'URSS après décembre 1991, la Russie a cru en la fin de la guerre froide. Ses dirigeants ont tablé sur l'avènement d'une nouvelle ère de coopération étroite avec l'Occident. Or, l'immense majorité de la classe politique et médiatique russe considère aujourd'hui que ce fut une grave erreur. Sergueï Karaganov, ancien président du Conseil pour la politique étrangère et de défense – équivalent du Council on Foreign Relations américain – est une voix forte et influente dans les

cercles dirigeants. Pour lui, les responsables russes auraient dû tout de suite comprendre qu'ils avaient perdu la guerre froide et en tirer les conséquences ("Time to End the Cold War in Europe", publié dans le journal en ligne *Russia in Global Affairs* le 28 avril 2014). Dans le rétroviseur de l'histoire de ce dernier quart de siècle, cette défaite leur apparaît comme le résultat d'une erreur stratégique : pendant la *perestroïka*, l'URSS a abandonné le camp socialiste dont elle était le chef de file – et pour lequel elle avait pourtant consenti beaucoup de sacrifices, notamment économiques –, et ce de façon unilatérale, sans contrepartie aucune. Liquidant d'un trait de plume tout l'édifice politique et sécuritaire qu'elle avait réussi à bâtir après-guerre, l'URSS aurait commis un suicide géopolitique, « trahissant sans que personne ne l'exige l'héritage sacré de la Victoire de 1945 » (Natalia Narotchnitskaïa, *Que reste-t-il de notre victoire ? Russie-Occident : le malentendu*, 2008).



D'une guerre froide à l'autre : quelques repères chronologiques

Dès la conférence de Téhéran en 1943, les tensions sont vives entre les futurs vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. À la conférence de Yalta, en février 1945, les États-Unis et l'URSS écrivent la partition d'un monde bipolaire qui ne se cristallisera qu'après l'entrée dans la guerre froide proprement dite. Celle-ci débute après l'adoption en 1947, par les États-Unis, de la doctrine Truman du *containment* (endiguement) pour lutter

contre l'expansionnisme communiste. L'URSS intervient dans les États d'Europe de l'Est libérés par l'Armée rouge pour imposer leur alignement sur Moscou – ces pays deviendront des satellites de l'URSS – et le rejet, par ces États, du plan Marshall de reconstruction de l'Europe, proposé par Washington à tous les pays européens. En 1949, l'Allemagne est divisée en deux États et l'Otan, première alliance militaire multilatérale de l'histoire, est instituée. À la suite des accords de Paris (1954), l'Allemagne fédérale entre dans l'Otan, ce qui permet son réarmement dans le cadre du commandement intégré de l'Alliance atlantique.

L'URSS présente la signature du pacte de Varsovie (14 mai 1955), alliance militaire du bloc socialiste, comme une réplique au réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. Les deux alliances, dirigées de Moscou et de Washington, se font face pendant un demi-siècle. Périodes de détente et de tension alternent.

La *perestroïka* (littéralement reconstruction) débute en 1985 après l'accession de Mikhaïl Gorbatchev au poste de Secrétaire général du parti communiste de l'URSS. Une nouvelle politique extérieure dont la priorité est le désarmement nucléaire est amorcée après le sommet de Reykjavik (octobre 1986). Le désengagement unilatéral de l'URSS en Europe de l'Est conduit au démantèlement du bloc socialiste, à la réunification de l'Allemagne (novembre 1990) et à la fin du pacte de Varsovie (1^{er} juillet 1991).

Par le traité de Biéloviège (8 décembre 1991), l'URSS « cesse d'exister en tant que réalité géopolitique et sujet de droit international » et la Fédération de Russie prend sa succession dans les relations internationales.

////////////////////////////////////

L'autre camp, celui de l'Otan, loin de prononcer son autodissolution par un effet de symétrie escompté un peu trop rapidement par Mikhaïl Gorbatchev, a non seulement survécu, mais s'est considérablement renforcé. L'Alliance atlantique a progressé vers l'Est en trois vagues successives (1999, 2004 et 2009), atteignant les frontières occidentales de la Russie, et pourrait bien s'étendre prochainement à deux autres anciennes républiques soviétiques, l'Ukraine et la Géorgie. Vingt-cinq ans après la fin de la guerre froide, le secrétaire général de l'Alliance atlantique parle toujours et encore de renforcer ses moyens pour se prémunir de la Russie, qu'il considère être redevenue, après l'annexion de la Crimée en 2014, la source des principales menaces pour la sécurité du continent européen, voire du monde entier...

Ainsi, c'est un malentendu aussi profond que jamais dissipé – du point de vue russe – qui fait le trait d'union entre la guerre froide et la nouvelle guerre froide. Dans le discours qu'il a prononcé le 10 février 2007 à Munich, Vladimir Poutine, évoquant en filigrane les propos tenus par ailleurs par Mikhaïl Gorbatchev, a affirmé que ce malentendu-là avait empoisonné et empoisonnerait pour longtemps les relations entre la Russie et l'Occident. Le président russe tient pour établi qu'en 1990 Gorbatchev a recueilli, en échange de l'acceptation par Moscou de l'adhésion de la future Allemagne réunifiée à l'Alliance atlantique, la promesse du secrétaire d'État américain James

Baker de ne jamais déployer les troupes de l'Otan (autres qu'allemandes) dans la partie orientale de l'Allemagne. Pour Poutine, cet engagement – certes verbal et informel – n'en fut pas moins solennel, d'autant qu'il fut, selon lui, corroboré par des propos tenus publiquement par le secrétaire général de l'Otan de l'époque, Manfred Wörner. Cette garantie de Washington, qu'aucune source documentaire disponible ne permet d'attester, a donc, aux yeux de Moscou été trahie.

Cependant, il semble que si promesse américaine il y eut, celle-ci se limitait à l'Allemagne et ne s'étendait pas à toute l'Europe orientale post-socialiste.

Aucun engagement n'aurait jamais été formulé – dit-on à Washington – de ne pas ouvrir l'adhésion à l'Alliance atlantique aux pays situés à l'est de la ligne Oder-Neisse. Ce n'était pas le sujet et Vladimir Poutine réécrit l'histoire : il extrapole – déclarait Hillary Clinton, alors candidate à la primaire démocrate, en réaction aux propos du chef du Kremlin. S'il extrapole, Poutine n'affabule pas : il se borne à interpréter des propos qui auraient été tenus par les responsables occidentaux dans un contexte historique qui fait l'objet d'une véritable controverse entre l'Est et l'Ouest quant à son interprétation, alimentant le terreau de la nouvelle guerre froide (Steven Pifer, "Did NATO Promise Not to Enlarge? Gorbachev Says No", 6 novembre 2004, en ligne sur www.brookings.edu/blogs/).

Aux origines de la désillusion russe

Le 7 décembre 1988, Mikhaïl Gorbatchev, secrétaire général du PCUS, annonçait dans un discours qui a fait date, prononcé à la tribune de l'Onu à New York, le retrait unilatéral des troupes soviétiques d'Europe centrale et orientale, l'abandon de la « doctrine Brejnev » de la souveraineté limitée des États membres du pacte de Varsovie et, par conséquent, la liquidation prochaine (elle interviendra officiellement le 1^{er} juillet 1991) du pacte. Gorbatchev justifiait ce véritable « pari pascalien » diplomatico-stratégique par sa volonté d'inscrire dans la réalité des faits la nouvelle politique étrangère de l'URSS fondée sur une « nouvelle pensée » (*novoe mychlenie*), rompant avec la ligne idéologique et stratégique précédente, marquée par la quête de la parité avec l'Occident au sein d'un monde bipolaire (voir encadré).



Novoe mychlenie et New World Order

La nouvelle pensée soviétique (*novoe mychlenie*) en matière de politique étrangère est fondée sur l'abandon définitif du paradigme de la guerre froide – la parité stratégique avec l'Occident – jugée insoutenable pour l'économie et la société de l'URSS. L'objectif est d'instaurer un nouvel ordre mondial fondé sur le désarmement, la reconversion des complexes militaro-industriels, le respect des droits de l'homme et de l'environnement, la prise de conscience de l'interdépendance d'un monde en voie de globalisation. Pour

Moscou, le destin des deux Grands serait de devenir des partenaires dans le gouvernement du monde. On veut croire à une coïncidence entre le *New World Order* appelé de ses vœux par le président des États-Unis George Bush et la *novoe mychlenie*, à une convergence historique profonde des évolutions des systèmes capitaliste et socialiste, autrefois rivaux. Or, à la fin de la guerre froide, le monde bipolaire n'est plus guère qu'une vue de l'esprit, la parité des arsenaux nucléaires entre les deux camps, un trompe-l'œil géopolitique. Les dirigeants soviétiques semblent ne pas voir que la domination américaine (économique, technologique, politique) du monde relève de l'évidence objective. Le discours sur le *New World Order*, prononcé devant le Congrès des États-Unis le 11 septembre 1990 par le président George Bush, célèbre le triomphe de l'ensemble euro-atlantique. Malgré des similitudes avec certains éléments du langage gorbatchévien, ce discours ne prône pas la transformation de l'ancien ordre bipolaire conflictuel en un nouvel ordre coopératif. Dans le nouveau monde qui s'esquisse dans l'esprit de Washington, la relation bilatérale américano-soviétique perdra de son importance et le rôle des États-Unis en Europe diminuera. Bush évoque même l'obsolescence programmée de l'Otan. Pour les États-Unis, le défi à relever est celui d'un redéploiement de la puissance à l'échelle globale, décidé à Washington par Washington, avec pour priorité les intérêts américains. Il ne s'agit pas de redessiner la carte du monde, mais de restructurer la puissance américaine.

////////////////////////////////////

Prisonniers d'un mode de pensée idéologique hérité du marxisme-léninisme, les dirigeants soviétiques ont écrit eux-mêmes le scénario de leur propre illusion. En se désengageant de la course aux armements, ils se sont persuadés que, ce faisant, ils ne se contentaient pas d'ajuster leur politique à leur situation objective de faiblesse dans le rapport de force avec l'Occident, mais qu'ils obéissaient au sens de l'histoire. La fin de la guerre froide s'inscrivait parfaitement dans une vision du monde développée, à partir du milieu des années 1970, par certains cercles académiques d'élite en URSS. Selon ces chercheurs très écoutés par la frange réformiste des dirigeants du Comité central du parti, parfois associés à certains cénacles internationaux – tel le Club de Rome –, la convergence des modèles socialiste et capitaliste était inéluctable. Par conséquent, la détente entre les deux blocs était dictée par des « conditions objectives ». Ce sont ces théories qui ont inspiré le tournant de la *perestroïka* qui, à l'origine, fut conçue comme un *aggiornamento* idéologique, et non comme une série de réformes politiques (Andreï Tsygankov, "Globalization: A Russian Perspective", in Arlene B. Tickner et David L. Blaney (eds), *Thinking International Relations Differently*, 2012).

En Occident, en revanche, le tournant gorbatchévien fut considéré de manière très pragmatique. La *perestroïka* fut d'abord observée avec suspicion – serait-ce une nouvelle tactique pour brouiller les pistes et

tromper l'ennemi ? –, puis, dès 1987, comme une mutation profonde du système soviétique offrant une réelle opportunité de « réunifier l'Europe » et d'étendre vers l'Est les territoires du marché et de la démocratie.

Primakov et le tournant de la politique étrangère russe

La recomposition politique et stratégique du continent européen au cours des années quatre-vingt-dix a fait progressivement évoluer la perception, dans les cercles dirigeants russes, de l'objectif stratégique poursuivi par Washington. L'idée avait un temps prévalu, à cette époque, que compte tenu du contexte socio-économique de la chute de l'URSS, la Russie n'avait guère d'autre choix que de s'associer à l'Occident au sein du *New World Order* (voir encadré), de sceller un partenariat ou de simplement aménager un voisinage pacifique avec l'ensemble euro-atlantique. En 1996, le remplacement d'Andreï Kozyrev, ministre des Affaires étrangères depuis 1991, par Evgueni Primakov (voir chapitre 4), marque une rupture.

Ce dernier, un homme d'État de grande expérience qui avait occupé de hautes fonctions pendant la *perestroïka*, remplace un jeune diplomate étiqueté « démocrate » que ses détracteurs avaient surnommé « Monsieur Da », par opposition à deux anciens ministres des Affaires étrangères de l'URSS, Viatcheslav Molotov et Andreï Gromyko, l'un et l'autre surnommés

« Monsieur Niet » par la presse occidentale (Julie Deschepper, « Le moment Kozyrev. Retour sur les fondements de la politique étrangère russe postsoviétique », *La Revue russe*, 2015, n° 45). Par la suite, Primakov sera nommé Premier ministre (1998-1999). L'avènement de la « doctrine Primakov » en politique étrangère sonne la fin d'une époque pendant laquelle la puissance russe avait été mise entre parenthèses, où la Russie, en quête d'elle-même, s'interrogeait sur sa vocation à être ou non une grande puissance.

Avec Primakov, ministre des Affaires étrangères de 1996 à 1998, la politique étrangère russe retrouve une orientation plus conforme à son héritage de près de deux siècles (depuis 1815). La Russie réaffirme haut et fort sa volonté de tenir son rang au sein d'un monde qu'elle affirme vouloir multipolaire. Sous l'égide de Primakov puis, après 1999, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, Premier ministre puis président de la Fédération de Russie, ce pays s'affirme en tant que puissance d'équilibre dont la vocation serait de s'opposer, seule et, lorsqu'elle le peut, avec d'autres, dans des alliances de circonstance, à l'unilatéralisme américain. Dans les cercles dirigeants russes s'exprime à haute voix l'opposition à ce qui est perçu et analysé comme une nouvelle hégémonie américaine.

Le tournant américain de la *full spectrum dominance*

Au tournant des années 1990-2000, la doctrine de *full spectrum dominance* est adoptée par les milieux stratégiques à Washington. Elle vient accompagner un aggiornamento néo-conservateur, inspiré de l'idée d'une « destinée manifeste » qui, sous les deux présidences Clinton (1992-1996, 1996-2000), légitime une Pax Americana à l'échelle globale, sur terre, sur les océans, dans l'espace et dans le cyberspace. Conformément à leur nouvelle vision du monde, les États-Unis doivent désormais poursuivre un objectif principal : celui d'empêcher l'émergence d'une puissance régionale susceptible de faire obstacle aux intérêts américains où que ce soit dans le monde (Project for the New American Century, "Rebuilding America's Defenses", <http://pnacinfo.us/doc/>, 2000). Confrontée à cette nouvelle doctrine stratégique, la Russie n'a guère imaginé d'autre choix que de rejeter l'alignement et d'opter pour l'éloignement.

« Aujourd'hui Belgrade, demain Moscou » ?

La campagne de l'Otan contre la Serbie (24 mars-10 juin 1999) constitue le prologue de la nouvelle guerre froide. Tout d'abord, considérée rétrospectivement, cette offensive est le tournant par lequel l'organisation euro-atlantique amorce sa mue profonde, poursuivie pendant toute la décennie 2000. Pour la première fois de son histoire, l'Otan emploie

la force sur le territoire d'un pays tiers. Elle le fait en l'absence d'une agression directe commise contre l'un des États membres (article 5 du traité de l'Atlantique nord d'avril 1949) et sans aucun mandat du Conseil de sécurité de l'Onu.

C'est surtout pour cette dernière raison que ces bombardements contre des cibles militaires et des infrastructures civiles serbes provoquent, pour la première fois de la décennie postsoviétique, une protestation spectaculaire de la Russie. Le 24 mars, le Premier ministre Evgueni Primakov apprend, dans l'avion qui le conduisait à Washington pour discuter de la situation en Serbie, le déclenchement des premières frappes sur Belgrade. Immédiatement, il donne l'ordre à l'avion de faire demi-tour au-dessus de l'Atlantique et de rentrer à Moscou. Justifiée par la nécessité d'appuyer une politique d'ingérence humanitaire – il s'agissait d'empêcher la survenance d'un génocide des Albanais du Kosovo par le « régime de Milosevic », selon les termes de James Shea, porte-parole de l'Otan –, cette intervention indigné l'opinion publique russe dans son immense majorité. Fait inédit depuis 1991, on se mobilise dans des défilés organisés dans les rues de Moscou et des métropoles russes. On y arbore en solidarité avec les Serbes des T-shirts marqués d'une cible et d'un slogan, « Aujourd'hui Belgrade, demain Moscou ! ». La vieille solidarité entre peuples slaves, qu'on croyait devoir être rangée dans les livres d'histoire, resurgit et fait apparaître la superficialité

de cet « atlantisme » qui, selon certains observateurs, caractérisait la politique étrangère russe de Kozyrev.

Paradoxalement, ces bombardements de Belgrade permettent à Moscou de revenir sur le devant de la scène internationale dans une posture classique. La « doctrine Primakov » prend corps et s'incarne dans l'histoire. Dans une interview télévisée accordée en marge d'une visite d'État à Pékin, deux semaines avant de quitter son poste de président de la Fédération de Russie, Boris Eltsine lui emboîte le pas. D'un ton menaçant, il accuse le président Clinton d'« oublier que la Russie est une puissance dotée d'un arsenal nucléaire complet » (Boris Eltsine, entretien télévisé de 1999, retranscrit (en russe) sur www.ng.ru/).

La riposte occidentale est immédiate. Elle s'enclenche de manière oblique. Dès le lendemain de l'interview de Pékin, le général Wesley Clark, commandant en chef des forces de l'Otan en Europe, dresse un parallèle entre la Russie et la Serbie et, plus précisément, entre les « dérives autoritaires » caractéristiques de la politique russe en Tchétchénie et de la politique serbe au Kosovo...

Hostilité russe *versus* hostilité euro-atlantique

En plaçant le curseur sur le terrain de la politique intérieure, les responsables occidentaux réhabilitent un mode opératoire classique de la guerre froide, celui de l'affrontement des modèles et des idéologies.

Sous l'étendard des valeurs démocratiques, l'Occident – en tout premier lieu les États-Unis – bataille désormais contre Moscou en visant Vladimir Poutine et les évolutions du système politique russe vers un autoritarisme que ce dernier favoriserait et incarnerait. Il faut atteindre la fin de la première décennie des années 2000 pour que les dirigeants russes réagissent et répliquent à cette stratégie oblique sur le terrain de la guerre des images et de l'information en orchestrant leur propre *soft power* (voir chapitre 6), en réactivant les réseaux d'influence idéologique et en remettant au goût du jour les techniques de propagande et de désinformation que l'URSS avait si bien su perfectionner pendant toute la guerre froide.

C'est à partir de 2003 que les responsables politiques et militaires américains et britanniques se mettent à dénoncer de plus en plus systématiquement la résurgence en Russie d'un « anti-occidentalisme » (voire d'un « anti-américanisme ») hérité de l'URSS, voire atavique. L'opposition affirmée de Moscou à l'intervention américaine en Iraq, la formation d'un « axe Paris-Berlin-Moscou » contre une nouvelle guerre menée sans l'aval du Conseil de sécurité de l'Onu, déclenche une réaction vive à Washington et à Londres. La solidarité transatlantique brisée prive les États-Unis d'un alignement total de tous les alliés de l'Otan derrière la campagne de Bagdad.

Cet épisode met un terme définitif à la « lune de miel » entre Moscou et Washington. Amorcée après les

attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, elle apparaît désormais dans toute sa réalité : il s'agissait, pour Moscou, de tirer parti de ce tsunami politico-stratégique pour essayer de rétablir une relation bilatérale forte avec Washington, tenter de reconstruire, dans le contexte nouveau, la bipolarité perdue dix ans plus tôt. Coïncidence de la chronologie ou conséquence de ce refroidissement russo-américain, l'arrestation du magnat Mikhaïl Khodorkovski, le 25 octobre 2003, donne le coup d'envoi de l'offensive anti-Poutine – côté occidental – et des campagnes à venir contre les « agents de l'étranger » et la « cinquième colonne » pro-occidentale, côté russe (voir chapitre 2).

Désormais, l'hostilité de la Russie à l'égard de la politique occidentale sera systématiquement présentée comme le produit de l'installation d'un régime autoritaire en Russie. Cet axiome prendra corps et deviendra la trame des discours des dirigeants politiques, militaires, économiques et des faiseurs d'opinion occidentaux. Ainsi, c'est parce que la Russie s'éloigne du « modèle occidental » qu'elle voit renaître en son sein de vieilles lunes impérialistes et isolationnistes. Sous cet angle, ce serait pour satisfaire les ambitions démesurées d'un Vladimir Poutine – toujours présenté comme « ancien du KGB » – qui ne viserait qu'à asseoir et à imposer son autorité tant à l'intérieur que dans sa politique extérieure, que la Russie s'opposerait à tout rapprochement avec l'Occident, par crainte d'une éventuelle « contagion démocratique ». Cette analyse

occidentale surestime les données de la politique intérieure russe (voir chapitre 2) et omet de considérer la perception extrêmement négative, par les dirigeants russes et une large majorité de citoyens, de l'évolution stratégique et politique du monde euro-atlantique, perçu comme un bloc hostile à la Russie.

Les craintes russes face à l'élargissement de l'Otan

Dès le milieu des années 1990, l'heure est, à l'Ouest, à la restructuration de l'Otan. Tout d'abord, on perçoit dès cette époque que l'Alliance atlantique est promise – sans que ses dirigeants l'affirment jamais de façon ouverte – à devenir la seule organisation de sécurité collective sur le continent européen, reléguant l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à un rôle de simple figurant. Or, cette organisation paneuropéenne, issue des Accords d'Helsinki (1975) signés en pleine détente Est-Ouest dans un esprit de coopération entre les deux blocs, avait toujours constitué, pour la diplomatie gorbatchévienne, le fondement d'une future architecture de sécurité européenne (incluant les États-Unis et le Canada) qui viendrait se substituer aux anciens blocs rivaux... L'élargissement de l'Otan à l'ensemble des États de l'ancien pacte de Varsovie et aux trois États baltes a anéanti tous les espoirs russes de pouvoir peser dans la construction de la sécurité du continent européen.

Un « Partenariat pour la Paix », structure de coopération proposée par l'Otan à la Russie, est signé en 1994. Il débouche, en 2002, sur un « Conseil Russie-Otan », dont les activités, mises en sommeil après 2008, ont été interrompues en 2014 à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie. Si l'objectif de l'adhésion éventuelle de la Russie à l'Alliance atlantique fut parfois évoqué, il ne fut en réalité jamais considéré sérieusement, ni à Washington, ni à Bruxelles, ni à Moscou.

L'un des motifs majeurs de l'annexion de la Crimée en 2014 par la Russie, outre l'effet d'opportunité créé par l'arrivée au pouvoir, à Kiev, de dirigeants ouvertement hostiles à Moscou, fut la crainte d'une adhésion rapide de l'Ukraine à l'Otan et la perte stratégique qu'elle aurait entraînée : abandon du port de Sébastopol et réduction substantielle de la capacité d'intervention russe en mer Noire. Jamais la Russie, depuis 1991, ne disparut du chapitre des menaces pour la sécurité euro-atlantique, et *vice versa* : l'Otan (avec la Chine) est toujours demeurée, pour les stratèges russes, le principal ennemi. Lors du sommet de l'Otan à Bucarest en avril 2008, l'Ukraine et la Géorgie, deux anciennes républiques soviétiques, voient leur candidature rejetée. À Moscou, on observe que, si la France et l'Allemagne se sont vivement opposées à cet élargissement, les États-Unis l'appuient sans réserve aux côtés de leurs alliés de la « Nouvelle Europe » – ces nouveaux membres

de l'Alliance atlantique, au premier rang desquels la Pologne, qui ont soutenu sans réserve l'intervention américaine en Iraq en 2003. Le sommet de Bucarest marque donc un jalon important de la nouvelle guerre froide. Lors d'une rencontre Russie-Otan organisée en marge du sommet, Vladimir Poutine a réaffirmé sa vive opposition au projet américain de déployer un bouclier anti-missiles en Europe de l'Est. Malgré l'hostilité, maintes fois exprimée, de la Russie au déploiement d'un système de défense officiellement conçu pour parer à la menace iranienne mais que la Russie perçoit comme étant avant tout dirigé contre elle, le premier site de défense anti-missiles est inauguré en Roumanie en mai 2016.

Retour de la volonté de puissance russe contre unilatéralisme américain

Le retour de la volonté de puissance exprimée par les dirigeants russes et incarnée par Vladimir Poutine trouve son origine dans le tournant unilatéraliste de la politique extérieure américaine qui, s'il s'est affirmé de manière éclatante sous la présidence de George W. Bush (2000-2008), a été amorcé dès le lendemain de la chute de l'URSS. La « doctrine Wolfowitz » qui l'inspire a été posée dès 1992 dans un rapport signé par celui qui deviendra, sous George W. Bush, le principal architecte de l'intervention américaine en Iraq en 2003. Selon ce texte, les États-Unis devaient désormais tenir un rôle de *global leader* et adopter

une nouvelle doctrine militaire d'action préventive, l'interventionnisme démocratique, qui constitue un pilier de la « doctrine Bush ». L'unilatéralisme est assumé sans complexe.

En 2002, les États-Unis se retirent du traité ABM (Anti-Ballistic Missile) sur la limitation des armements stratégiques qui, depuis 1972, garantissait la dissuasion nucléaire en vertu de l'application de la doctrine de « destruction mutuelle assurée ». Il s'agit d'une rupture fondamentale, car c'est tout l'équilibre de la terreur de la guerre froide qui s'effondre. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les motifs du déploiement d'un bouclier anti-missiles ainsi que le répertoire de la réaction russe. Rompant avec la doctrine de la « destruction mutuelle assurée », censée maintenir une paix fondée sur la dissuasion à l'échelle globale, les États-Unis instaurent une nouvelle forme de dissuasion fondée sur une combinaison d'armes nucléaires, de capacités de projection et de défense anti-missiles. Ce tournant majeur, adopté sans la moindre concertation avec les grands partenaires stratégiques mondiaux dans le cadre du traité ABM, est justifié par la nécessité de lutter contre les risques de prolifération balistique et nucléaire et son pendant, le risque d'un chantage mené par un « État voyou » – selon l'expression utilisée par Washington – ayant éventuellement accédé à l'arme nucléaire. Quand bien même ils ont limité, sous l'impulsion de Barack Obama, le champ d'application de leur recours à la

première frappe nucléaire (*first strike*), les États-Unis rendent alors définitivement caduque toute possibilité de jamais revenir au système de dissuasion nucléaire de la guerre froide, dès lors qu'ils sont en mesure d'intercepter préventivement tout missile nucléaire lancé contre l'espace stratégique protégé par le bouclier. Ce dernier place donc *de facto* les États-Unis en situation de domination stratégique absolue sur une grande partie de l'hémisphère Nord.

Les dirigeants russes ne s'accommodent pas plus que leurs homologues chinois de l'hégémonie américaine en ce début de *xxi^e* siècle. La projection de puissance des États-Unis est désormais globale et multivectorielle. Elle combine les dimensions stratégique et militaire, économique et financière, culturelle et symbolique. Vue de Moscou, la dimension stratégique prime et domine l'analyse : Washington a révisé unilatéralement les équilibres du monde de la guerre froide pour asseoir un *imperium* global dont le principal point d'appui est la primauté militaire et nucléaire.

Le discours prononcé par Vladimir Poutine en 2007 à Munich constitue un des plus éloquents réquisitoires contre l'unilatéralisme américain, qui « méprise les principes fondamentaux du droit international » et induit un « emploi hypertrophié de la force militaire qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs » dont « le règlement politique devient impossible » (Vladimir Poutine, discours prononcé à la conférence

de Munich sur les questions de sécurité le 10 février 2007, traduit du russe par l'auteur <http://kremlin.ru>). Pour Moscou, l'élargissement de l'Otan jusqu'aux frontières de la Russie ne peut guère s'expliquer que comme un des volets de la mise en œuvre d'un grand dessein américain de poursuivre en Eurasie, contre la Russie et aussi contre la Chine, une politique de *containment* (ou d'endiguement) inscrite dans la continuité de celle définie par la « doctrine Truman » de 1947. Le commentaire politique russe privilégie les écrits exprimant de grandes visions géopolitiques, tels ceux de l'ancien conseiller présidentiel Zbigniew Brzezinski qui, dans *Le Grand Échiquier*, qualifie la Russie de « trou noir géopolitique ».

Les membres de la communauté stratégique russe éprouvent une réelle difficulté à évaluer au plus juste la portée des attendus de la politique transatlantique. Ils minimisent systématiquement les effets de la mutation engagée par l'Otan au cours de ces vingt dernières années. Jusqu'ici vouée à la mise en œuvre de la défense collective dans l'espace euro-atlantique, l'Alliance atlantique est désormais appelée à troquer le *containment* des grandes puissances rivales contre la guerre, globale, contre des menaces multiples et protéiformes, qu'il faut d'abord savoir identifier. « Nous sommes passés de la gestion de la menace à la gestion du risque. Il ne s'agit plus tant d'assurer la sécurité que de gérer l'insécurité. Dans un tel contexte, l'établissement des priorités est à la fois plus difficile

et plus sujet à des changements brusques, dictés par les urgences », écrit Christopher Coker, spécialiste des relations internationales. Par conséquent, « la prise de décision est beaucoup moins prévisible » dans les institutions transatlantiques, au point que « comprendre comment les décisions y sont prises exige presque qu'on y soit associé » (Christopher Coker, *Globalisation and Insecurity in the 21st Century : NATO and the Management of Risk*, 2007). C'était d'ailleurs, répéteront plusieurs secrétaires généraux successifs de l'Alliance atlantique, le rôle du Conseil Russie-Otan que d'associer la Russie à la construction de l'architecture sécuritaire européenne et globale...

En Russie, ces analyses sont considérées comme autant de rideaux de fumée destinés à masquer le seul objectif réellement visé : la domination globale des États-Unis et de leurs alliés. La grille de lecture de l'« impérialisme américain » demeure prégnante à Moscou, privant les dirigeants russes d'une vision du monde plus dynamique et plus nuancée qui intégrerait un facteur essentiel : le caractère problématique du lien transatlantique et les incertitudes qui planent sur l'architecture politique et sécuritaire occidentale (Otan et UE) de l'après-1945.

Le « westphalisme poutinien » : quel rapport à l'Occident ?

La doctrine militaire russe publiée en 2010 prend acte de l'élargissement de l'Otan et l'identifie comme une

menace pour la sécurité nationale. Toutefois, ce texte prend bien soin de ne pas désigner trop explicitement les États-Unis et l'Otan comme les ennemis principaux de la Russie, ce que critiquent vivement nombre d'officiers supérieurs russes qui s'expriment aujourd'hui en faveur de l'adoption d'une doctrine nucléaire de première frappe – où la Russie s'autoriserait à frapper la première – pour s'opposer efficacement au bouclier anti-missiles américain. Le texte de la doctrine militaire russe est plus modéré que le discours officiel, indice parmi d'autres de ce que la montée en puissance de ce que nous qualifions de « westphalisme poutinien » est avant tout une offensive d'ordre rhétorique. Il s'agit de démontrer la volonté du Kremlin de se démarquer de l'idéologie promue par les États-Unis et leurs alliés en affirmant l'attachement de la Russie à un ordre international fondé sur le droit international au sens classique, scrupuleusement respectueux de la souveraineté des États, tel qu'il est né des traités de Westphalie de 1648 qui mirent fin à la Guerre de Trente Ans. Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev, dans une continuité parfaite depuis le discours de Munich de 2007, marquent leur opposition au New World Order américain – supranationalité, ingérence démocratique et humanitaire, ouverture des marchés et globalisation financière (voir encadré p. 24) – qui détruit l'ordre mondial établi dans la filiation du *jus gentium* (traités de Westphalie) et du « Concert des nations » (congrès de Vienne, 1814-1815).

Dans un discours dit « de Sotchi », prononcé le 24 octobre 2014 en clôture de la XI^e session du Club de Valdaï, cénacle qui se présente comme le Davos russe, Vladimir Poutine a durci le ton. Il dénonce le chamboulement de l'ordre mondial établi par la Seconde Guerre mondiale – un système stable et solide qui « reposait sur [...] l'équilibre des forces [...] mais aussi sur le fait que les "pères fondateurs" de ce système se respectaient mutuellement » – par les États-Unis qui, « s'étant eux-mêmes déclarés vainqueurs de la guerre froide [...] ont jeté le système dans un déséquilibre marqué et profond ». Il poursuit, adoptant un ton exceptionnel pour un discours de chef d'État : « Pardonnez l'analogie, mais c'est la façon dont les nouveaux riches se comportent quand ils se retrouvent d'un coup avec une grosse fortune, dans ce cas sous la forme d'un *leadership* et d'une domination mondiale. Au lieu de gérer leur patrimoine intelligemment, pour leur propre bénéfice aussi bien sûr, je pense qu'ils ont commis beaucoup de folies », parmi lesquelles « l'ingérence dans les affaires intérieures et les appels à une sorte de légitimité "*supra-légale*" » justifiant que « Big Brother dépense des milliards de dollars pour tenir sous surveillance le monde entier, y compris ses propres alliés les plus proches » (Vladimir Poutine, discours prononcé lors de la réunion du Club Valdaï le 24 octobre 2014, retranscrit en russe <http://kremlin.ru>).

Les analyses occidentales tendent à replacer ce discours fort peu diplomatique dans le contexte de l'explosion, en 2014, d'une vague de propagande patriotique et triomphaliste dans les médias russes à la suite de l'annexion de la Crimée en mars 2014. Le slogan *Krymnach* (la Crimée est à nous !) fait florès sur tous les réseaux sociaux. Il faut y voir aussi, et surtout, la manifestation d'un esprit de revanche contre l'Occident, nourri par une colère profonde, fruit d'une désillusion devenue avec le temps une sourde amertume. Plus que le signe d'une évolution profonde de l'opinion publique russe, plus que la marque d'une soumission aveugle à un pouvoir de plus en plus autoritaire, le « moment *Krymnach* » résulte d'une conjonction favorable des événements historiques qui, pour la première fois depuis la guerre froide, a permis aux dirigeants russes d'ajuster leurs actes à leur discours. Le Kremlin a su opportunément tirer parti des contextes et des conjonctures et exploiter l'incapacité des dirigeants occidentaux actuels à définir des lignes politiques et à prendre des décisions suivies d'effet. Ainsi, la Russie a profité de la crise politique survenue à Kiev pour annexer la Crimée ; elle a joué du désarroi occidental pour renouer avec une politique ambitieuse en Syrie, engageant les troupes russes, à l'automne 2015, hors du périmètre postsoviétique, pour la première fois depuis l'Afghanistan, en 1979.

S'isoler ou être au centre

Sous l'effet conjugué des sanctions économiques prises par l'Occident et des contre-sanctions prises par Moscou, l'esprit public n'est plus, dans la Russie de 2016, au triomphalisme et à la liesse patriotique. Les effets de la crise économique et de la baisse du prix des hydrocarbures se font très durement sentir : hausse du chômage, baisse du taux de croissance, du niveau de vie et du pouvoir d'achat. Le discours prononcé par le Premier ministre Dmitri Medvedev à la conférence de Munich le 13 février 2016 ne recule pas devant certains effets de manche – « Sommes-nous en 2016 ou en 1962 ? » – et réaffirme les fondamentaux du westphalisme poutinien. Il regrette que l'Occident ait pu faire « obstacle à la construction d'une maison commune européenne » (reprenant ici la formule de Mikhaïl Gorbatchev) en ne renonçant pas à la « politique obsolète de l'endiguement » (Dmitri Medvedev, discours prononcé à la conférence de Munich sur les questions de sécurité le 13 février 2016, retranscrit en russe <http://government.ru>).

Toutefois, ce discours révèle, par plusieurs de ses inflexions, la volonté d'une partie de l'élite dirigeante russe de trouver une voie de sortie dans cette confrontation avec l'Occident. Dans le sillage de l'ancien ministre des Finances Alexeï Koudrine (2000-2011), des voix libérales, plus ou moins à distance du pouvoir mais en pleine capacité de peser sur le Kremlin, se font entendre dans la perspective d'un changement

de locataire à la Maison Blanche. Ces hauts fonctionnaires, banquiers ou experts, ont l'oreille de Dmitri Medvedev. Dans l'hypothèse d'une accession d'Hillary Clinton à la présidence des États-Unis, certains s'avancent en coulisses comme les futurs interlocuteurs indispensables du pouvoir russe avec une administration américaine moins favorable encore à la Russie.

Depuis 2000, la question du rapport à l'Occident est sans cesse débattue dans les cercles du pouvoir et certains échos traversent les murs. Gleb Pavlovski, figure intellectuelle et médiatique libérale du tout-Moscou, mais proche du pouvoir, avait avancé sa conception d'une Eurorussie (*Evrrossiia*), arguant que la Russie devait trouver un moyen de s'associer à l'Europe et à l'Occident afin de se protéger de la Chine. Depuis 2014, plusieurs tribunes ont été publiées dans les quotidiens *Vedomosti* ou *Moscow Times* pour critiquer la « doctrine Poutine » qui conduirait à isoler la Russie de l'Occident (et de l'Europe en particulier). Cet isolement serait préjudiciable : il mènerait à un suicide économique en coupant le pays des grands ensembles géopolitiques et géoéconomiques en formation (les traités de libre-échange transatlantique et trans-pacifique), il précipiterait la Russie dans les bras de la Chine qui n'est pas, en dépit des rapprochements récents opérés dans le cadre de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et du forum des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), un allié

envisageable sur le long terme. La Russie se braque contre l'Occident dont elle ne perçoit pas le désarroi et la faiblesse grandissants, écrit en substance un observateur libéral très informé du débat occidental, et en particulier américain, sur la Russie (Vladimir Ryzhkov, "The New Putin Doctrine", *The Moscow Times*, 3 avril 2014).

Le westphalisme poutinien débouchera-t-il sur un réel renforcement de la capacité de la Russie à peser face à l'Occident ? Et, si oui, pour quoi faire ? Ce volontarisme n'est-il pas vain dans la mesure où toute tentative de vouloir contrôler ce qui ne peut plus l'être reviendrait à se retrancher sur une « île Russie » coupée du reste du monde globalisé ? Va-t-il servir à construire un nouvel ordre mondial « désoccidentalisé », de concert avec les autres puissances périphériques émergentes (Russie, Chine, Brésil...), afin de circonscrire l'Occident, ce nouvel Empire romain d'Occident en fin de cycle historique ?

A contrario, le discours de Poutine, si tranchant, si revigorant aux oreilles des conservateurs européens et de tous ceux qui, en Occident, ne se satisfont pas du *New World Order*, n'a-t-il pas vocation à devenir le mot d'ordre d'un « grand Occident » (Europe, Russie et Amérique du Nord) réuni par son héritage plutôt qu'unifié par les « valeurs » du libéralisme ? Moscou ne porte-t-il pas une dynamique de puissance pour tout l'Occident ? Dernière hypothèse, beaucoup plus proche du réel : celle d'une certaine ivresse de la

Et si l'Occident avait aidé la Russie à regagner sa puissance...

Aux États-Unis, les erreurs commises depuis vingt-cinq ans dans la relation avec la Russie sont de plus en plus souvent évoquées, y compris chez des auteurs qualifiés de « faucons », tel Zbigniew Brzezinski. Dans un article important qui peut être considéré comme un véritable retournement de l'auteur par rapport à ses positions antérieures, ce dernier invitait la Russie à se réconcilier avec la Pologne et à prendre sa place dans un futur et nécessaire « Pan-Occident » dont l'adversaire principal serait devenu la Chine ("Balancing the East, Upgrading the West. U.S. Grand Strategy in an Age of Upheaval", *Foreign Affairs*, n° 1, janvier/février 2012). À Washington, on pointe du doigt les errements occidentaux à propos de la Russie de l'immédiat après-guerre froide, à laquelle furent imposées des réformes, en premier lieu économiques, sans l'aider à les réaliser. Il eût été préférable, exprimait un des participants à un forum d'un *think tank* néo-conservateur en 2014, que les choses soient dites, que la Russie fût déclarée vaincue, qu'on y menât une véritable épuration du communisme et que tous les moyens soient engagés pour redresser le pays, pour reconstruire une « nouvelle Russie » libérale et démocratique...

En d'autres termes, un consensus implicite semble exister au sein des élites dirigeantes américaines et occidentales : si nous avons aidé la Russie à regagner sa puissance, elle serait aujourd'hui un allié et non un partenaire amer muni d'une substantielle capacité de nuisance...

puissance retrouvée, tempérée par un pragmatisme machiavélien, formulée ici par Sergueï Karaganov, ancien président du Conseil pour la politique étrangère et de défense, qui traduit une vision du monde dont on peut légitimement penser qu'elle est proche de celle de Poutine : « L'URSS était dans une situation géopolitique atroce, bien pire que celle de la Russie d'aujourd'hui. D'un côté, un Occident qui faisait bloc contre nous ; d'un autre, l'ennemi chinois. Le monde n'était pas bipolaire, il était tripolaire : deux pôles contre un. Aujourd'hui la situation de la Russie est nettement meilleure. [...] Ce n'est plus une guerre, mais un jeu à trois : États-Unis, Russie et Chine. L'Europe n'existe pas en tant que telle et n'émergera pas en tant que joueur indépendant des États-Unis. Sur cet échiquier, les idéologies ne jouent plus aucun rôle, elles ne sont plus que des masques et des armes. [...] La position de la Russie n'a jamais été aussi bonne : nous devons observer et jouer dans un jeu ouvert où tous les coups sont permis et les alliances d'autant plus fluctuantes que tous les joueurs sont objectivement bien plus liés les uns aux autres qu'autrefois » (citation traduite du russe par l'auteur) (Sergueï Karaganov, « Mir nakhoditsia v predvoennom sostoïanii », *Novoe vremia*, n° 5 (396), 2016).

Chapitre 2

Le poutinisme, un modèle politique ?

Jean-Robert Raviot

La nouvelle guerre froide alimente, autant qu'elle s'en nourrit, une guerre de l'information et des images dont Vladimir Poutine est à la fois acteur et objet. Plus qu'aucun dirigeant du monde occidental, le président russe incarne l'État qu'il dirige depuis près de deux décennies. Le poutinisme désigne donc un système politique plébiscitaire où prime un exécutif fort contrôlant les principaux leviers du pouvoir. C'est également une idéologie politique populiste et conservatrice dont le rayonnement s'est sensiblement accru au fil des années et dont l'influence, limitée mais bien réelle, s'exerce aujourd'hui en Europe et en Amérique du Nord.

L'allégeance de la société pour fondation

Toutes les enquêtes d'opinion conduites depuis une dizaine d'années montrent que Vladimir Poutine, qu'il occupe la fonction de président (2000-2008 et depuis 2012) ou celle de Premier ministre (2008-2012, sous la présidence de Dmitri Medvedev), est un « leader national » (*lider natsii*). Dans certains sondages mesurant la confiance des Russes dans les institutions, « Poutine » figure en tant que tel au sommet, aux côtés de l'armée et de l'Église orthodoxe.

La primauté présidentielle est consacrée par la Constitution du 12 décembre 1993, qui institue une « monarchie élective ». Élu au suffrage universel tous les six ans (en 2010, la durée du mandat présidentiel

a été portée de quatre à six ans), le président est à la fois le pivot et la clef de voûte de l'exécutif constitutionnellement bicéphale. Dans la pratique, le caractère présidentieliste du régime n'a cessé de se renforcer depuis 1993 (Jean-Robert Raviot, *Démocratie à la russe : pouvoir et contre-pouvoirs en Russie*, 2008). Au-delà des dispositions constitutionnelles, la personnalisation du système politique a acquis, sous Vladimir Poutine, une dimension telle que seul le néologisme de « poutinisme » permet de le qualifier. Autoritarisme post-moderne empreint de populisme, vu d'Occident, le régime politique russe est dépeint, par ses promoteurs, comme une démocratie singulière, non-libérale, construite sur le fait majoritaire, une « démocratie souveraine » qui vise à unifier la société plutôt qu'à la représenter dans sa diversité, et à consolider l'État, une priorité dans le contexte de la globalisation qui fragilise les entités souveraines.

Le poutinisme repose sur un mécanisme d'allégeance de la société russe à une pyramide dont Vladimir Poutine constitue le sommet. Cette allégeance nourrit-elle une certaine fermeture de la société sur elle-même, dans un réflexe de défense d'une « Russie forteresse assiégée » hérité de l'histoire, en particulier de la période soviétique ? Ce repli découle-t-il de la perception d'une hostilité en provenance de l'Occident, alimentant le sentiment d'une menace extérieure et légitimant ce réflexe de fidélité au pouvoir qui freinerait la démocratisation politique ?

Svetlana Alexievitch écrit dans *La fin de l'homme rouge ou le temps du désenchantement* (2013) qu'en Russie post-soviétique, « il n'y a pas de frontière entre l'état de paix et l'état de guerre. Nous sommes toujours en guerre ». Pour le prix Nobel de littérature 2015, la société russe est maintenue dans un état de mobilisation par des rappels à un impératif de puissance au nom duquel les citoyens, dans la continuité de l'ère soviétique, sont sans cesse appelés à se sacrifier. La rhétorique officielle, quant à elle, présente toujours cet impératif comme intrinsèquement lié à un autre, celui de la survie de la Russie en tant qu'État. La culture politique postsoviétique est dominée par la référence omniprésente à la Victoire de 1945, en sorte que puissance, victoire et survie de la Russie sont devenues un tout indissociable qui fonde le récit dominant.

L'image d'un peuple mobilisé autour de ses dirigeants suprêmes contre un envahisseur extérieur dans des circonstances exceptionnelles et tragiques fonde les mythologies politiques opérant depuis 1945. Sous Brejnev (1964-1982), le slogan « Le parti et le peuple sont unis » (*Partiia i narod ediny*) avait été mis au frontispice de l'idéologie officielle. Sous Vladimir Poutine, la thématique de l'unité imprègne tout le discours officiel et donne son nom au parti pro-présidentiel ultra-majoritaire depuis 2000, Russie unie.

Le poutinisme : un populisme d'État

La forteresse (ou *kremlin*) de Moscou, espace clos par une muraille d'enceinte de plus de deux kilomètres hérissée de vingt tours, renferme le cœur du pouvoir temporel de la Russie depuis qu'elle existe en tant qu'État. Pendant un peu plus de deux siècles, les souverains russes, à la suite de Pierre le Grand (1672-1725), n'y résidaient plus, préférant Saint-Pétersbourg, mais continuaient de s'y faire couronner. Aujourd'hui, le Kremlin est le centre géographique aussi bien de la capitale de la Russie que du pouvoir, à l'intersection des institutions politiques et administratives, des grands groupes industriels et financiers et du pouvoir médiatique. Le système politique est « kremlinocentrique », tant le Kremlin semble investi d'une force centrifuge (Jean-Robert Raviot, *Qui dirige la Russie ?*, 2007). Cette force d'attraction est néanmoins paradoxale, on ne se rend guère spontanément dans une forteresse à moins d'y avoir été convié.

À l'heure où le chef du Kremlin est un président élu au suffrage universel, où il converse en ligne avec ses concitoyens et orchestre une fois par an un grand rendez-vous télévisé, baptisé Ligne directe (*Priamaïa Linïia*), retransmis sur tous les réseaux, la dimension démocratique du régime se manifeste d'abord par le plébiscite que constitue son élection. En 2000, 2004 et 2012, Vladimir Poutine a été élu dès le premier tour en réunissant toujours plus des deux tiers des électeurs sur son nom. Il dispose, ainsi, d'une forte

légitimité qui irrigue toute la pyramide du pouvoir. Cet agencement de la légitimité est fondé sur un ressort essentiel que l'on peut qualifier de populisme d'État : le chef de l'État se présente comme l'ultime recours – à la fois décideur final et arbitre supérieur des intérêts de l'État et du peuple qu'il a pour tâche de faire coïncider – fût-ce en s'opposant à la bureaucratie et aux élites. Ce mécanisme populiste – le peuple contre les élites – n'accompagne pas une stratégie électoraliste d'accession au pouvoir mais constitue un élément de la consolidation de la légitimité du chef du Kremlin une fois celui-ci élu. Ainsi, le populisme d'État en Russie, en dépit de convergences idéologiques avec des partis tels que le FN en France, UKIP au Royaume-Uni, AfD en Allemagne ou le FPÖ en Autriche, se distingue fondamentalement des populismes ouest-européens, portés par des politiciens charismatiques et tribunitiens.

L'ascension politique de Vladimir Poutine a été perçue comme l'invention d'un « culte sans personnalité » (Julie A. Cassiday, Emily D. Johnson, "A personality cult for the postmodern age : reading Vladimir Putin's public persona", in Helena Goscilo (ed.), *Putin as Celebrity and Cultural Icon*, 2013). En le cooptant au sommet de l'État – Poutine fut ainsi adoubé par les élites avant d'être élu au suffrage universel en mars 2000 –, les principaux responsables russes poursuivaient l'objectif de pérenniser l'ordre établi et l'héritage de Boris Eltsine. Vladimir Poutine n'a développé

son charisme que très progressivement, acquérant après quinze années au pouvoir une maîtrise de la communication politique qui lui faisait largement défaut à l'heure de son entrée au Kremlin, alors qu'il était totalement inconnu du grand public. Sa popularité s'est construite sur une trajectoire d'homme de l'ombre issu des rouages de l'État – ni politicien, ni oligarque – et sur un ascendant très paradoxal, celui de l'homme d'État sans grande expérience mais qui, mis à l'épreuve directe de l'exercice du pouvoir régalien, révèle sa capacité à prendre la bonne décision en situation d'urgence (voir encadré).

Le populisme d'État repose sur la démonstration par son chef de sa capacité à exercer tous les attributs le pouvoir régalien. Le poutinisme repose sur un socle de popularité qui, quelle que soit la perception (bonne ou mauvaise) de la situation socio-économique, reste stable. Depuis 2002, la confiance des Russes en Vladimir Poutine a oscillé entre 60 % et 80 %. Souvent interprétée comme étant le produit d'une croissance forte et ininterrompue du PIB du pays entre 2002 et 2008, sa cote de popularité – fait trop souvent ignoré par les analystes occidentaux – est indépendante de la situation socio-économique du pays. Ainsi, on a observé sa forte hausse après l'annexion de la Crimée au printemps 2014, alors que les indicateurs économiques n'avaient cessé de se dégrader depuis 2011 et que les effets de la crise se faisaient sentir dans la société russe...

Un leadership fondé sur la capacité à engager les armes

En septembre 1999, alors Premier ministre, Vladimir Poutine décidait d'une intervention armée contre les combattants indépendantistes tchéchènes à la suite d'attentats terroristes meurtriers à Moscou et dans le Nord-Caucase qui leur furent attribués. Ainsi se façonna la première image télévisée de celui qui allait devenir le successeur de Boris Eltsine à la tête de l'État : un homme jeune et sportif, en uniforme, montant prestement dans un avion de chasse pour prendre la mesure des opérations. Rompant avec l'image frappée d'impopularité d'un président vieillissant tout en se plaçant dans son sillage direct, Vladimir Poutine fondait son leadership sur sa capacité à engager les armes.

Quelques années auparavant, en 1991, lors de la tentative de putsch contre Mikhaïl Gorbatchev, Boris Eltsine, président tout juste élu, était lui aussi apparu devant les caméras de télévision du monde entier juché sur un char, un drapeau tricolore russe en arrière-plan. Renforçant son autorité en s'appuyant sur l'armée qui lui avait obéi à lui (et non pas aux injonctions des putschistes), Boris Eltsine, par la captation des ressorts du pouvoir régalien, faisait la démonstration, auprès des élites politiques, militaires et administratives russes d'un véritable savoir-faire dans le maniement des arcanes de l'État profond et conquérait, auprès d'une large majorité de Russes, une légitimité politique qu'il ne conserva pas très longtemps.

« Kremlin S. A. » ? *La korpokratura*

Corollaire indispensable du primat du régalién dans l'exercice du pouvoir présidentiel, le populisme d'État permet au chef du Kremlin de se dissocier de la politique du gouvernement et de se poser en rempart des intérêts du peuple contre les élites. Les campagnes anti-corruption lancées contre des responsables politiques (ou économiques) de premier plan renforcent la légitimité du pouvoir, conformément à un ressort que l'historien Marc Ferro, évoquant la paradoxale popularité de Joseph Staline dans l'URSS des années 1930 (lorsque le « Guide » présidait à des purges qui conduisirent dans les geôles ou les camps des millions de citoyens soviétiques ordinaires), avait baptisé l'« absolutisme populaire ». Cette dynamique permet également de centraliser le pouvoir et de contrôler la circulation des élites.

Selon une étude réalisée par le Crédit Suisse en 2013, 110 milliardaires détiennent 35 % de la richesse nationale russe. Mesurée par la Banque mondiale par le coefficient de Gini, l'inégalité de la distribution des revenus atteint, en Russie, le niveau des États-Unis et demeure très largement supérieure à celle constatée en Europe. En outre, le capitalisme russe se caractérise à la fois par une importante concentration des fortunes et par une forte présence de l'État dans les grands groupes industriels et financiers (Jean-Robert Raviot, "Russian post-Soviet oligarchy : patterns of historical evolution", in Bernd Zielinski et Jean-Robert Raviot

(dir.), *Les élites en question. Trajectoires, réseaux et enjeux de gouvernance : France, UE, Russie*, 2014). En conséquence, une élite du pouvoir s'est formée à l'intersection des strates supérieures de l'État, des secteurs énergétiques, industriels et financiers et des médias. Le poutinisme se caractérise par un renforcement substantiel du contrôle du Kremlin sur cette élite du pouvoir et la circulation entre les cercles qui la composent.

L'affaire Khodorkovski, homme d'affaires arrêté et jugé en 2003 (voir encadré), marque le point de départ de la mise en œuvre de cette nouvelle *korpokratura*, nouvelle *nomenklatura* à l'heure du capitalisme *corporate*. Elle a donné le signal de la transformation de l'oligarchie russe : à un petit groupe – les fameux « sept banquiers » – dominé par des magnats issus de la vague de privatisations des années 1990 ayant acquis une grande influence politique par l'intermédiaire de leur contrôle sur de grandes chaînes de télévision, s'est substituée une nouvelle oligarchie alignée sur le pouvoir, constituée à la fois d'anciens oligarques attentifs à conserver leur neutralité politique et de nouveaux venus issus de la bureaucratie de l'État fédéral. Cette transformation « par le haut » de la classe dirigeante démontre la vigueur du populisme d'État qui permet d'opérer une concentration du capitalisme russe autour du pouvoir régali en la justifiant de deux façons : tout d'abord, par une dénonciation – sélective – de l'enrichissement frauduleux de

certaines oligarques, très impopulaires dans un pays où l'opinion publique était au début des années 2000 largement favorable à la révision des privatisations des années 1990 ; ensuite, par le danger pour l'État que constitue une classe d'oligarques faisant prévaloir leurs intérêts privés sur l'intérêt national (Jean-Robert Raviot, *op. cit.*, 2014).

L'affaire Khodorkovski

Mikhaïl Khodorkovski, PDG du groupe pétrolier *loukos*, première fortune de Russie, a été arrêté de manière spectaculaire le 25 octobre 2003, à la veille d'une transaction de grande envergure qui devait aboutir à la création d'un nouveau géant pétrolier russe composé à 40 % de capitaux américains. Le magnat russe, accusé de fraude et d'évasion fiscales, entretenait les meilleures relations avec ses homologues américains, ainsi qu'avec les cercles dirigeants de Washington. Affichant l'ambition d'introduire une culture de la transparence dans le monde des affaires en Russie, il finançait la fondation Russie ouverte, ainsi que des partis d'opposition, et ne faisait pas mystère de ses convictions politiques et économiques libérales et pro-occidentales. Son arrestation et son procès – gracié par Vladimir Poutine et libéré le 20 décembre 2013, Khodorkovski a finalement subi un emprisonnement de dix ans – doivent être considérés comme une date marquante de l'histoire politique de la Russie postsoviétique, tant en politique intérieure que sur le plan de la relation avec l'Occident (voir chapitre 1).

Le « Poutine collectif » à la tête de la Russie

La nouvelle classe dirigeante russe a été baptisée « Kremlin S. A » (Kremlin Incorporated) par ses opposants, tant elle s'apparenterait à un clan contrôlant un vaste État-entreprise. La plupart des analystes s'accordent à considérer que la Russie de Poutine est gouvernée par une direction collégiale que certains ont surnommé le « Poutine collectif ». Le pouvoir russe est souvent dépeint comme un directoire centralisé et intégré, un *Politburo* postsoviétique très resserré et d'une grande stabilité (en place depuis plus de dix ans). Celui-ci contrôlerait les principaux leviers de commande (politiques, médiatiques, diplomatiques, militaires, financiers, énergétiques et industriels), ses membres étant unis par une identité professionnelle commune (Service fédéral de sécurité – FSB, armée, ministères dits « de force ») et un même dessein politique, la modernisation économique autoritaire inspirée de la « voie chinoise » (Olga Krychtanovskaïa, *Anatomiia rossiiskoi elity*, 2005).

Tous ceux, ou presque, qui composent ce directoire cumulent, ont cumulé ou circulent entre différentes fonctions au sein de l'exécutif et à la tête d'un grand groupe industriel et financier. Par exemple, Igor Setchine, président du géant pétrolier *Rosneft* depuis 2012, figure depuis 1999 aux côtés de Vladimir Poutine au sein de l'administration présidentielle, puis a été vice-Premier ministre (2008-2012). Sergueï Ivanov, ancien ministre de la Défense, chef de

l'administration présidentielle depuis décembre 2011, a longtemps cumulé des fonctions politiques avec celle de président du directoire du monopole aéronautique d'État OAK... Les exemples abondent.

La gestion de ce « Poutine collectif » – dont Vladimir Poutine est l'arbitre suprême indispensable – ne va naturellement pas sans heurts. Les conflits d'intérêts sont multiples et les dissensions entre ses membres ne sont pas moins nombreuses. Néanmoins, ces batailles se déroulent en coulisses et ne débouchent presque jamais dans l'arène politique, puisque les grands médias font partie intégrante de cet État corporatiste autoritaire post-moderne.

En 2016, la création de la Garde nationale de la Fédération de Russie (*Rosgvardiia*) renforce encore le dispositif du poutinisme, fondé sur la concentration au sommet de toutes les fonctions régaliennes. Ce corps militarisé, rattaché directement au président, se voit chargé de très larges fonctions définies de manière extensive : sécurité des frontières, lutte contre le terrorisme et le crime organisé, contrôle de la circulation des armes, protection de l'ordre public et de la sécurité des grands sites et infrastructures publiques – centrales nucléaires, ports, réseau ferré...

Plus que jamais, le Kremlin a réussi à centraliser les principales ressources – administratives, politiques, économiques, médiatiques et financières – du pays. Vladimir Poutine et son « directoire » s'imposent comme les seuls interlocuteurs, et ce dans tous les

domaines, vis-à-vis de tous les partenaires extérieurs. *Kremlin Inc.* contrôle ainsi tous les leviers, ou presque, que la Russie peut utiliser pour négocier sa place dans le monde globalisé.

Démocratie « à la russe »

La Russie est-elle une démocratie ? De manière explicite ou implicite, cette question sous-tend les commentaires et débats contemporains sur la place de la Russie sur la scène internationale, tant le lien est systématiquement opéré, par les faiseurs d'opinion occidentaux, entre la nature (démocratique, autoritaire, totalitaire) du régime d'un pays et sa légitimité à être intégré, ou non, à la « communauté internationale ». L'universel démocratique de notre temps est intimement lié aux rapports de force internationaux et la « question démocratique » est un enjeu majeur de la guerre de l'information.

En Russie, le « parti du pouvoir », pour employer la terminologie russe, n'a jamais perdu les élections au niveau national. Boris Eltsine s'est succédé à lui-même en 1996, puis Vladimir Poutine a été élu en 2000 et réélu en 2004. Après la présidence de Dmitri Medvedev (2008-2012), Vladimir Poutine est revenu au Kremlin en 2012. L'opposition n'a jamais pu jouer un rôle vraiment décisif dans ces opérations électorales qui semblent s'apparenter à des plébiscites.

La domination du « parti du pouvoir » confère à la démocratie russe son caractère de « démocratie administrée » (*oupravliaïemaïa demokratiïa*) au sein de laquelle les dirigeants des exécutifs (au niveau fédéral, régional et local) maîtrisent la « ressource administrative » et contrôlent étroitement les élections – des candidatures à la proclamation des résultats –, bloquant toute alternance au pouvoir, sauf dans quelques cas marginaux à l’occasion d’élections régionales ou locales. Dans ces conditions, si l’on s’en tient à la définition donnée par Adam Przeworski – « la démocratie est un système politique où les gouvernants acceptent de perdre les élections et de quitter le pouvoir » (*Democracy and the market : Political and economic reforms in Eastern Europe and Latin America*, 1991) –, la démocratie est un système fondé sur des majorités d’alternance et le système politique russe ne peut pas être considéré comme une démocratie. Depuis l’adoption de la Constitution de 1993, le « parti du pouvoir » sortant l’a toujours emporté à la présidentielle, s’appuyant sur un socle de 40 et 50 millions d’électeurs qui forment une majorité stable et constante. Dans les années 2000, avec Poutine, cette majorité d’allégeance a été institutionnalisée dans un parti politique, Russie unie, dont la fonction est de consolider une majorité électorale autour du « parti du pouvoir ». Vers le milieu des années 2000, Vladislav Sourkov, chef-adjoint de l’administration présidentielle, avait théorisé ce « modèle » russe de démocratie non-compétitive : la « démocratie

souveraine ». Cette formule n'a jamais été reprise officiellement, mais elle résumait bien l'esprit d'un système politique ayant pour objectif principal de consolider l'État, d'assurer la défense de l'intégrité et de l'unité territoriales de la Russie, confrontée à la menace terroriste et à la guerre sur son propre territoire (Tchéchénie) ou dans son voisinage immédiat.

Une opposition scindée en deux

Le système politique russe aboutit à scinder l'opposition en deux, affaiblissant son poids dans l'économie du système : d'une part, l'opposition dite constructive, représentée au Parlement (Parti communiste de la Fédération de Russie, Parti libéral-démocrate de Russie, Russie juste), d'autre part, l'opposition dite radicale, « extrémiste », maintenue hors des institutions. La vague de manifestations qui a précédé et suivi les élections législatives de décembre 2011 a permis l'expression d'une critique radicale du système politique, qui peut être résumée par la formule lancée par le blogueur d'opposition Alexeï Navalny pour qualifier Russie unie : « le parti des escrocs et des voleurs ». Cette formule a été le mot d'ordre dominant du dernier cycle électoral, au point qu'il fut également repris, pour être détourné, par les communicants du parti Russie Unie.

Les évolutions législatives intervenues en 2012 à la suite de ce mouvement (retour à l'élection des gouverneurs des régions au suffrage universel,

assouplissement de la législation sur les partis politiques conduisant à une ouverture du jeu politique) semblaient indiquer que les élections législatives de 2016 auraient pu permettre le retour au sein de la Douma d'une partie de l'opposition maintenue hors système et dont certaines personnalités et partis (tels labloko) avaient siégé au parlement russe avant 2004. Toutefois, une série d'événements plus récents semblent montrer qu'une telle évolution n'est pas en cours : ainsi, l'assassinat le 27 février 2015 de Boris Nemtsov, une des personnalités politiques libérales les plus populaires, et l'enlèvement de l'enquête judiciaire conduite sur cette affaire, les poursuites judiciaires engagées contre plusieurs blogueurs et activistes de l'opposition non parlementaire (parmi lesquels le très emblématique Alexeï Navalny), ainsi que l'adoption d'un arsenal législatif limitant la liberté d'expression dans les médias et l'espace public – notamment sur internet – ainsi que le financement des ONG et associations par des fondations étrangères (Françoise Daucé, *Être opposant dans la Russie de Vladimir Poutine*, 2016). La démocratie d'essence plébiscitaire, sans alternance, semble durablement en place en Russie.

Ceci d'autant plus si l'on en croit l'idée assez répandue dans les cercles des opposants hors système selon laquelle les citoyens russes seraient des « zombies ». Selon eux, les Russes qui continuent d'apporter leur voix à Vladimir Poutine seraient, dans leur majorité,

sous l'emprise du pouvoir par l'intermédiaire de la télévision, ce grand *zombifikator*. Outre qu'il illustre le mépris dans lequel une partie non négligeable de l'intelligentsia des grandes villes tient le reste de la population – ce mépris était déjà relevé par de grands écrivains russes du ^{xix}^e siècle tels Leskov ou Dostoïevski ou encore, plus récemment, par Soljenitsyne –, ce raccourci traduit l'ampleur du dépit de ceux qui, dans l'opposition hors système, se retrouvent aujourd'hui pris dans un jeu politique très polarisant.

Croyant apporter un soutien décisif à l'opposition dans la guerre de l'information contre la « Russie de Poutine », les médias occidentaux rangent trop souvent dans cette catégorie d'opposition hors système toute une série de mobilisations très diverses et qui ne bénéficient pas, loin de là, du même degré de soutien dans la population russe. Ainsi, les actions collectives écologistes sont amalgamées avec les mobilisations contre la violence policière, les grèves, les protestations sociales, ou encore les manifestations de rue de l'hiver 2011-2012, quand ce n'est pas avec le *happening* du groupe anarcho-féministe des Pussy Riot, en 2012, dans la cathédrale moscovite du Christ-Sauveur, qui a suscité le rejet quasi unanime de tous les Russes. Les expressions politiques les plus radicales et les plus outrancières des icônes très médiatisées de l'anti-poutinisme jettent le discrédit sur toute opposition civique raisonnée, la rendant absolument inaudible.

En effet, plus encore que sur l'administration politique et le quadrillage électoral, davantage que sur un phénomène d'adhésion majoritaire au « parti du pouvoir », le poutinisme repose sur l'abstention électorale d'une partie importante de la population – en particulier dans les grandes villes et parmi les classes moyennes supérieures – et sur un phénomène que nous avons qualifié d'allégeance (Jean-Robert Raviot, *op. cit.*, 2008). La sociologie de l'allégeance est caractérisée par une acceptation tacite de la part de la majorité de la société russe d'une domination politique qu'elle juge, faute de mieux, la moins inadéquate. L'allégeance s'appuie sur des ressorts essentiellement négatifs – suspicion, désillusion et peur du lendemain – et associe dans un même geste l'acceptation de l'ordre établi et la mise à distance critique, voire le rejet du pouvoir. Dans un même élan, on valorise la figure de Poutine et on rejette le gouvernement et ses grandes personnalités, largement perçues comme corrompues.

Cette allégeance est également nourrie par un patriotisme qui valorise les institutions les plus symboliques – le chef de l'État, l'armée et l'Église orthodoxe – et rejette le pouvoir « concret » et ses représentants les plus familiers (policiers, juges, députés, élus locaux...). L'immense succès populaire rencontré en 2015 et 2016 par l'organisation de marches des « régiments immortels » (*Bessmertnyi polk*) dans les villes de Russie à l'occasion du 9 mai – « jour de la Victoire »

commémorant la capitulation de l'Allemagne nazie signée la nuit du 8 mai 1945, le 9 mai selon l'heure de Moscou – prouve encore la puissance politique et civique du patriotisme et l'adéquation de la rhétorique officielle de l'unité à l'imaginaire politique de la société russe.

Néanmoins, à terme, l'équilibre du poutinisme n'est pas sans fragilité. L'allégeance, qui favorise la mécanique plébiscitaire et se nourrit du populisme d'État, exclut la représentation de la classe moyenne supérieure des grandes métropoles, c'est-à-dire des catégories les plus éduquées et les plus entreprenantes de la société russe, sur lesquelles reposent l'innovation et la croissance économique de demain. Pour l'instant, ces catégories se replient dans l'abstention électorale ou, pour une petite minorité, dans une opposition qui, par la radicalité de son discours et sa focalisation sur la figure de Vladimir Poutine, ne peut nullement être entendue du reste de la société.

Le poutinisme, un messianisme conservateur ?

À la fin 2013, le président du comité des Affaires étrangères de la Douma d'État, Alexeï Pouchkov, déclarait que « l'année 2013 a marqué l'entrée dans sa phase destructive de la révolution radicale libérale à l'œuvre en Occident dans le domaine des mœurs. Jusqu'ici, en Occident, les normes établies et les valeurs traditionnelles étaient simplement remises en cause. Désormais, cette révolution libérale est imposée à

d'autres pays comme le nouveau standard normatif. La Russie reconnaît le droit de tous les pays et de toutes les sociétés à vivre comme elles le souhaitent et refuse d'être le terrain de l'exportation agressive des soi-disant valeurs de la révolution libérale radicale » (« Liberalnaïa revolioutsïia na Zapade perechla v razrouchitel'nouïou fazou », *Izvestia*, 21 décembre 2013). Cette rhétorique, par son caractère offensif, signale-t-elle un nouveau tournant de la politique russe ?

Dans la continuité du messianisme slavophile du tournant des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, fondé sur la croyance en une mission spirituelle particulière de la Sainte Russie, les dirigeants russes ont-ils entrepris d'instaurer une nouvelle idéologie d'État avec pour objectif d'offrir une vitrine alternative au libéralisme, voire d'en proposer un contre-modèle politique ? De la même manière que l'avait fait l'URSS, s'agit-il de restaurer, cette fois-ci sur une ligne idéologique conservatrice et chrétienne, des « réseaux du Kremlin » en Europe, voire dans l'ensemble du monde occidental, afin de pouvoir disposer de leviers d'influence opérationnels sur les opinions publiques de l'« ennemi » ?

Le 26 janvier 2015, Leonid Kalachnikov, premier adjoint d'Alexeï Pouchkov, précisait que la Russie devait désormais mettre en œuvre, « sur le territoire de l'Union européenne, un réseau de parlementaires et d'hommes politiques catholiques, protestants et orthodoxes partageant les mêmes valeurs chrétiennes

européennes communes » (Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, *La Russie. Entre peurs et défis*, 2016, p. 138). Une Internationale conservatrice (Konservintern), à la manière de l'ancienne Internationale communiste (Komintern), va-t-elle naître, avec l'Église orthodoxe russe dans le rôle de centre de production idéologique ? Dans tous les débats sur les « valeurs » se déroulant dans les grands forums de discussion internationaux (Onu, OSCE) – la question du mariage homosexuel étant la plus clivante –, les représentants russes « bâtissent l'image d'une Russie à la pointe des valeurs traditionnelles » (Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, *op. cit.*). Ils reprennent le discours conservateur du Patriarcat de Moscou, votent de concert avec le Vatican et les pays africains et asiatiques qui défendent les valeurs traditionnelles et protestent contre l'idéologie des droits de l'homme considérée comme imposée par l'Occident, en premier lieu l'Union européenne.

Au-delà de sa dimension chrétienne, cette rhétorique conservatrice est aussi simplement la marque d'un anti-occidentalisme. Ainsi, l'écrivain Ilia Smirnov décrit dans *Liberastia* le monde occidental orwellien subjugué par une idéologie libérale-libertaire qu'il perçoit comme bien plus prégnante que ne l'a été l'idéologie marxiste-léniniste en URSS. La plupart des Occidentaux seraient puissamment endoctrinés par celle-ci au point de ne plus en discerner la singularité et le caractère non universel.

Les spéculations vont bon train sur le degré d'instrumentalisation par l'exécutif russe des circuits politiques et financiers qui viseraient à soutenir, voire à phagocyter et à prendre le contrôle de certains partis populistes de droite en Europe. À l'évidence, on observe, sur le terrain de la guerre de l'information, le développement d'un *soft power* russe (*miagkaïa sila*) orchestré par des organisations et des institutions tout à fait officielles et ouvertes (voir chapitre 6). Mais au-delà des rumeurs, nombreuses, et de certains faits établis – par exemple, le prêt accordé en 2014 par une banque russe au Front national en France –, il est, pour l'heure, impossible d'étayer l'existence d'une nouvelle stratégie d'influence politique déployée par le Kremlin en Occident.

Toutefois, il convient de prendre acte de l'effet, réel, du rayonnement du « modèle russe » qui exerce, sur une partie non négligeable des opinions publiques et des classes politiques occidentales, un attrait à la fois entretenu et instrumentalisé par les canaux du *soft power* russe, tels que la chaîne *Russia Today*, et repris en Occident par des médias qui se définissent comme en dehors du courant dominant. À première vue, ce rayonnement peut être étayé par une série de convergences idéologiques ou rhétoriques dans le rejet de la démocratie libérale, voire la promotion de modèles politiques plus plébiscitaires ou autoritaires. Ainsi, le discours du chef de l'exécutif hongrois Viktor Orbán se rapproche, dans sa formulation même – il plaide

explicitement pour une évolution de la démocratie vers un modèle alternatif non libéral – du « modèle russe » (il cite également la Turquie d’Erdoğan).

À Moscou, des *think tanks* proches du pouvoir ont entrepris de réhabiliter les sources intellectuelles du conservatisme russe (tels les écrits du philosophe russe Nicolas Berdiaïev, émigré en 1920 et mort en France) pour jeter des ponts avec le conservatisme européen (ou américain) et tenter de refonder le conservatisme russe en le replaçant au cœur du répertoire des idées de l’Occident contemporain. Dans cette logique, on cherche à définir conceptuellement le système politique actuel sans recourir aux idéologies particularistes ou impérialistes qui mettent l’accent sur une mission historique spécifique de la Russie, tel le néo-eurasisme (Marlène Laruelle, « Le néo-eurasisme russe : l’Empire après l’Empire », <http://monderusse.revues.org/>), souvent présenté – à tort – comme occupant la première place parmi les références intellectuelles de Vladimir Poutine. La démocratie plébiscitaire et non compétitive « à la russe » serait une « démocratie de la majorité », incarnant un possible renouvellement du modèle occidental de démocratie, miné par une crise de légitimité caractérisée par le primat systématique des minorités sur la majorité.

Néanmoins, bien que Vladimir Poutine ait, depuis 2012, sensiblement accentué la dimension conservatrice de son discours en faveur des « valeurs traditionnelles »,

il serait excessif de tenir le conservatisme pour la nouvelle idéologie officielle de la Russie.

Le rayonnement politique du « modèle russe » se manifeste certes par un certain nombre de convergences rhétoriques, très souvent relevées par les médias, entre le conservatisme russe et d'autres discours politiques conservateurs ou populistes en Europe. Mais au-delà de ces convergences relevant essentiellement du discours, l'influence réelle du poutinisme sur les grandes orientations stratégiques des États européens demeure limitée. En dépit de l'appréciation positive qu'il donnait du poutinisme dans son discours de Băile Tușnad du 26 juillet 2014, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán, qui exprime vivement son désaccord avec ses homologues de l'Union européenne à propos de la question des migrants extra-européens et plaide pour un respect plus strict de la souveraineté de son pays au sein de cette Union, n'a pas entrepris de faire sortir la Hongrie de l'UE. Il semble d'ailleurs qu'à l'heure du Brexit et d'une profonde crise de sens affectant les grandes institutions occidentales (Union européenne, mais également Otan), l'échiquier politique de l'Europe, y compris dans sa dimension transatlantique, soit davantage régi par les intérêts nationaux que par d'hypothétiques convergences idéologiques transnationales.

Chapitre 3

Post-Empire. La Russie au miroir de son voisinage

Jean-Robert Raviot, Sophie Lambroschini

À la chute de l'URSS en 1991, du jour au lendemain, les anciennes limites administratives internes de l'Union soviétique deviennent des frontières internationales. Ce découpage provoque des conflits dans des régions où des populations minoritaires revendiquent leur autonomie, voire leur indépendance, vis-à-vis des nouveaux États indépendants, faisant souvent appel à Moscou pour les appuyer. La Russie doit se réinventer en s'ajustant aux nouvelles dimensions géographiques de sa souveraineté. Au miroir de son voisinage, la Fédération de Russie apparaît comme un post-Empire : l'Empire – russe ou soviétique – a cessé d'exister juridiquement, mais il perdure dans les pratiques politiques et dans bien des têtes.

Le bouleversement de 1991

En 1991, la Russie, État successeur en titre de l'URSS, doit se redéfinir dans de nouvelles frontières qui correspondent peu ou prou à celles de l'Empire russe du milieu du ^{xvii}^e siècle. La chute de l'URSS a éloigné géographiquement la Russie de l'Europe : la Pologne – puissance moyenne influente – a recouvré toute sa souveraineté et l'Ukraine – État le plus vaste d'Europe par sa superficie, après la Russie – accède à l'indépendance.

Les anciennes frontières de la RSFSR (République socialiste fédérative soviétique de Russie) deviennent

les limites extérieures de la Fédération de Russie. Les nouveaux États indépendants se dotent de postes-frontières, instaurent des droits de douane, contrôlent les identités. La circulation des personnes sur le territoire de l'ancienne URSS ne va plus de soi. Du fait de ses conséquences directes sur plusieurs aspects du quotidien, la dislocation de l'URSS – quand ce ne sont pas les conflits armés ou les violences politiques qui l'ont précédée ou accompagnée – est très souvent ressentie comme une tragédie intime, personnelle et familiale par de nombreux Soviétiques. Ainsi, pour plus d'une dizaine de millions d'entre eux, elle occasionne une migration définitive. Le 25 avril 2005, Vladimir Poutine soulignait d'ailleurs le caractère tragique de ce bouleversement : « La chute de l'URSS fut la plus grande catastrophe géopolitique du xx^e siècle. Pour le peuple russe, elle fut un véritable *drame* » (adresse présidentielle devant l'Assemblée fédérale, version originale retranscrite par l'auteur : <http://kremlin.ru/>).

Après 1991, les citoyens de l'ex-URSS ont dû opter pour une nouvelle citoyenneté (*grajdanstvo*). Ils peinent alors à s'orienter dans le maquis des nouvelles lois et beaucoup se retrouvent confrontés à de vrais dilemmes. En 1992, on estime que 20 % des anciens Soviétiques font face à des conflits de loyauté : lorsqu'on a une mère ukrainienne, un père géorgien et qu'on réside à Moscou, est-on russe – sans aucune ascendance russe –, ukrainien – sans avoir jamais vécu en Ukraine –, ou géorgien – sans

parler le moindre mot de géorgien ? Chaque citoyen soviétique disposait aussi d'une nationalité (*natsional'nost'*) – appartenance ethnique juridiquement reconnue, le fameux « point cinq » (*piatyï pounkt*) du passeport (après les nom et prénoms, la date et le lieu de naissance). Par conséquent, le choix de se rattacher à un nouvel État ne relevait pas simplement du domaine du calcul et de l'intérêt, mais aussi de celui des passions et, plus précisément, de l'identité de la personne. L'éclatement de l'URSS a donc obligé les individus à faire des choix existentiels difficiles dans un contexte politique chaotique et imprévisible. En 1992, vingt-cinq millions de Russes (au sens ethnique) vivaient sur le territoire de l'ex-URSS, mais en dehors des limites de la Russie. Ils ont formé du jour au lendemain une diaspora, numériquement très importante au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan, et politiquement très déterminante en Estonie et en Lituanie (Marlène Laruelle, *La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006)*, Études du CERI, n° 126, 2006). À la fin de la décennie 2000, les deux tiers des Russes d'Asie centrale avaient émigré vers la Russie. En 2012, la diaspora russe (et au sens plus large russophone) était estimée à 25 millions d'individus dans le monde. Les plus importantes communautés vivent en Ukraine (8 millions) et au Kazakhstan (4 millions) et, hors de l'espace postsoviétique, aux États-Unis (3 millions), en Allemagne (1,3 million) et en Israël (1 million) (Dmitri Trenin, *Post-Imperium: A Eurasian story*, 2012).

Ni Empire, ni État-nation : la Russie, un post-Empire

Les Russes ethniques représentent aujourd'hui plus des trois quarts de la population de la Fédération de Russie. Pour autant, la Fédération de Russie n'est pas un État-nation. Le préambule de la Constitution russe s'ouvre d'ailleurs par cette formule : « Nous, peuple multiethnique (*mnogonatsional'nyi*) de la Fédération de Russie » (Constitution de la Fédération de Russie, texte original : <http://constitution.ru/index.htm>). C'est un État fédéral qui a conservé l'ancien découpage administratif interne de la RSFSR au sein duquel des républiques (anciennement autonomes) ont acquis, au cours des années 1990, de larges prérogatives. L'Empire russe appartient désormais au passé lointain et l'URSS à la mémoire en construction. La Russie postsoviétique n'en est pas moins comparable à des États-nations comme la France ou le Royaume-Uni : elle est le cœur géographique, le noyau historique et le vecteur culturel d'un ensemble devenu caduc. En ce sens, elle est un « post-Empire », une construction politique singulière, profondément marquée par sa trajectoire historique, et demeure toujours un point de référence pour ses voisins de l'espace postsoviétique. Il existe ainsi une hiérarchie implicite des identités nationales héritées de l'Empire russe et de l'URSS. Après la chute de l'URSS, il était inenvisageable pour un Russe (au sens ethnique) vivant au Kazakhstan ou en Ouzbékistan d'opter pour la nouvelle citoyenneté

de l'un de ces pays, même s'il y résidait et y avait grandi et que, *de jure*, il en devenait le citoyen. À l'opposé, les Russes (ethniques) vivant dans les États baltes ont, dans leur immense majorité, considéré leur mise à l'écart, lors de l'attribution de la nouvelle citoyenneté estonienne ou lettonne, comme une humiliation...

En Russie, la construction d'un État moderne a coïncidé avec celle de l'Empire, dont la prise du khanat de Kazan (1552) est la première des conquêtes territoriales successives menées depuis la grand-principauté de Moscou. Cette entreprise pluriséculaire d'agrégation progressive et continue de nouveaux territoires permet de constituer un ensemble politique aux dimensions continentales : l'Empire russe atteint ainsi sa taille maximale (24 millions de km²) en 1867, juste après la conquête de l'Asie centrale et avant la vente de l'Alaska aux États-Unis. Chaque campagne de conquête mobilise la noblesse et l'armée autour du pouvoir du Kremlin et consolide l'Empire « en faisant taire les revendications d'autonomie des différentes composantes en les mobilisant sans cesse dans des campagnes militaires contre les ennemis extérieurs » (Jean-Baptiste Duroselle, *Tout Empire périra. Théorie des relations internationales*, 1981), conformément à une dynamique observable dans l'Empire romain et d'autres Empires pré-modernes. Cependant, la construction impériale russe a ceci de particulier qu'elle combine modernité (étatique) et archaïsme

(impérial) dans une dynamique de « modernisation conservatrice », dont le démographe Anatoli Vichnievski a magistralement montré qu'elle caractérisait aussi l'entreprise soviétique de modernisation du pays (*La faucille et le rouble : la modernisation conservatrice en URSS*, 2000). De cet héritage impérial unique en Europe, deux caractéristiques majeures doivent être soulignées. Tout d'abord, la continuité territoriale entre la « métropole » russe et les diverses périphéries – contrairement aux Empires britannique ou français, au sein desquels étaient clairement distinguées métropole européenne et colonies ultramarines – a permis l'existence d'un certain flou autour des frontières délimitant les territoires relevant de l'une et de l'autre catégorie. Ensuite, en raison du lien entre consolidation de l'État et défense (ou maintien) de l'unité territoriale, l'impératif de cohésion des territoires autour du « centre » moscovite constitue un motif essentiel de légitimation politique pour le Kremlin. Il n'est donc guère surprenant qu'en ce début de ^{xxi}e siècle, le danger d'un éclatement de la Fédération de Russie – en écho à celui de l'URSS – constitue un thème récurrent des discours politiques et géopolitiques et soit pris très au sérieux par nombre de Russes, dont une proportion non négligeable est persuadée que la destruction de l'unité de la Russie est l'objectif réel des Occidentaux...

Frontières et confins : les trois cercles de l'espace russe

Après 1991, les frontières internes à l'URSS existant entre les républiques soviétiques deviennent celles, extérieures, délimitant les nouveaux États indépendants. Seule l'annexion de la Crimée (rattachée à l'Ukraine depuis 1954) en mars 2014 par la Russie a, pour l'heure, dérogé à ce principe. Plusieurs conflits ont porté, avant ou après la chute de l'URSS, sur ces tracés frontaliers que nombre de peuples et groupes ethniques ont considéré (et considèrent toujours) comme artificiels et illégitimes, d'autant plus qu'ils avaient été dessinés à des fins d'administration interne et non pour délimiter des territoires souverains. Du fait de l'héritage politique impérial, les frontières de la Russie demeurent entourées d'un certain flou – la notion de frontière pouvant être entendue diversement : au sens strict, il s'agit de la ligne de démarcation de la souveraineté d'un État (le trait sur la carte) ; dans un sens plus figuré, ce sont les limites de l'exercice du pouvoir ou de l'influence (politique, économique, culturelle, énergétique...) d'un État.

Les frontières de la Russie forment ainsi trois cercles. Le *premier cercle* circonscrit les limites de la souveraineté de la Fédération de Russie. Ce sont les frontières étatiques proprement dites. Le *deuxième cercle* trace les contours de l'espace au sein duquel la Russie exerce légitimement sa force (frontières stratégiques *stricto sensu*). Il englobe le territoire des dix pays du monde où stationnent aujourd'hui des forces russes (militaires ou gardes-frontières), de façon permanente ou temporaire : Abkhazie, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan,

Kirghizstan, Ossétie du Sud, Syrie, Tadjikistan, Transnistrie, Vietnam. Enfin, le *troisième cercle* délimite l'aire géographique sur laquelle la Russie déploie sa puissance et son influence (frontières stratégiques au sens large), par l'intermédiaire de vecteurs aussi variés que la maîtrise des flux d'hydrocarbures (oléoducs et gazoducs circulant vers l'Europe ou l'Asie orientale), les investissements et les prises de contrôle d'infrastructures ou de technologies, le rayonnement ou l'influence des nouvelles diasporas russes et russophones, le *soft power* ou la diffusion de la langue et de la culture russe par le biais de la création de réseaux de compatriotes (*sootetchestvenniki*) et la mise en avant du concept nouveau de monde russe (*rousskii mir*).

////////////////////////////////////

Jeux d'influence et guerres irrégulières dans les confins

Ce « flou » autour de la délimitation des frontières de la Fédération de Russie fait que la notion de « confins » est plus juste pour évoquer certains territoires sécessionnistes situés en bordure de son territoire où, dès le lendemain du démantèlement de l'URSS, Moscou a mis en œuvre des stratégies diverses – allant de l'influence à l'ingérence en passant par l'appui plus ou moins direct à de véritables guerres irrégulières contre les nouveaux États indépendants auxquels ces territoires sont rattachés –, sans toutefois remettre directement en question le tracé des frontières internationalement reconnu et opérer un transfert de

souveraineté. Le mot « confins » peut également désigner certaines régions et républiques de la Fédération de Russie – région du Nord-Caucase – où perdurent des conflits de basse intensité alimentés par des insurrections ou par des groupes djihadistes ou criminels (ou des deux conjugués).

Il existe ainsi un véritable arc de crise allant de la mer Noire au Caucase enveloppant tout le sud-ouest de la Russie. Cet espace est souvent décrit par les officiers militaires et de sécurité, ainsi que par de nombreux stratèges et responsables politiques russes, comme une zone éminemment belligène et porteuse de menaces directes contre la sécurité de la Russie.

Au sein de cet espace, une convergence des scénarios est observable en Transnistrie (enclave russophone entre la Moldavie et l'Ukraine) (voir encadré, p. 88), Abkhazie (qui a déclaré son indépendance de la Géorgie) et Ossétie du Sud (qui a fait sécession de la Géorgie). Dans ces territoires ressemblant à des « confettis d'Empire », l'indépendance de fait n'est reconnue que par l'allié russe. Des affrontements armés y ont éclaté dès la chute de l'URSS et se sont soldés par le maintien de conflits « gelés » – les hostilités ayant cessé mais aucun règlement n'étant encore intervenu – depuis plus de vingt ans.

Ainsi, dès la fin des années 1980, à la faveur de la montée d'un puissant sentiment national géorgien, un mouvement national abkhaze s'est constitué. Il revendique dès 1989, auprès du pouvoir central à

Moscou, le droit de se séparer de la République de Géorgie à laquelle l'Abkhazie avait été rattachée en 1938 en tant que région autonome. Au printemps 1991, la Géorgie proclame son indépendance et procède à l'élection d'un nouveau président, Zviad Gamsakhourdia, partisan d'un État unitaire géorgien et favorable à la suppression du statut d'autonomie pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. En juillet 1991, Soukhoumi, la capitale de l'Abkhazie, est le théâtre de violentes manifestations après que Tbilissi a annoncé la suppression du statut d'autonomie de l'Abkhazie. Celle-ci proclame son indépendance en tant que République le 23 juillet 1992. En réponse, les troupes géorgiennes envahissent Soukhoumi, chassant les dirigeants abkhazes, qui se réfugient dans une ville où stationne une importante base militaire russe. Les Abkhazes organisent une contre-offensive au cours de l'été et de l'automne 1993, avec l'appui décisif de l'aviation russe. Ils reconquièrent l'ensemble du territoire de la République abkhaze, occasionnant la fuite de la moitié de la population – une grande partie des Géorgiens a été expulsée – et la mort de plus de 20 000 civils et militaires (en majorité géorgiens). Après la violation du premier cessez-le-feu à l'été 1993, une force de maintien de la paix de l'Onu (Unomig) a été déployée. Le conflit a été gelé. L'Abkhazie est devenue un État indépendant de fait, ayant coupé toute liaison et toute relation avec la Géorgie. À partir de 2008, la Russie a pratiqué une politique

systématique de « passeportisation » (*pasportizatsiia*) – attribution simplifiée de la citoyenneté russe aux habitants de l'Abkhazie – qu'elle a par la suite étendu à la Transnistrie et à l'Ossétie du Sud. Cette pratique est un véritable instrument politique permettant de créer d'un trait de plume des centaines de milliers de nouveaux compatriotes expatriés, tout en justifiant ce geste par un argument humanitaire irréfutable : ressortissants d'États non reconnus, ces personnes se retrouvaient de fait en situation d'apatridie. En Abkhazie, comme en Ossétie du Sud et en Transnistrie, les dirigeants ont adressé des demandes officielles de rattachement à la Fédération de Russie, les réitérant après l'annexion de la Crimée en 2014. Ces suppliques demeurent pour l'instant sans réponse...

Le conflit en cours en Ukraine orientale entre l'armée ukrainienne et des milices indépendantistes pro-russes, dans les régions de Donetsk et de Lougansk, peut être analysé à la lumière de ces précédents, même s'il semble avoir dépassé, par son intensité, le nombre des victimes civiles qu'il a occasionnées, sa durée et ses modes opératoires, la mesure de toute comparaison possible avec eux. Néanmoins, vu de Kiev, de Chisinau ou de Tbilissi, la stratégie russe d'appui, voire de soutien militaire et économique, à des pouvoirs sécessionnistes gouvernant des territoires dont l'indépendance de fait n'est pas reconnue, ne vise qu'à fragiliser les États concernés. Ces « guerres irrégulières », menées depuis plus de vingt ans, ont

pour but de constituer, aux confins de la Russie, une zone-tampon d'alliés clients et à déstabiliser des États voisins affaiblis dont elle souhaite entraver la liberté de définition de leur propre politique étrangère et, en particulier, concernant le choix de rejoindre l'Otan ou l'Union européenne.

Au chapitre de ces « conflits des confins », le cas de la Crimée, ancienne région autonome de l'Ukraine, constitue à ce jour le seul et unique cas d'annexion par la Russie (mars 2014), d'un territoire sécessionniste post-soviétique. La prise de contrôle de la péninsule, dans le contexte du changement de pouvoir en Ukraine, a été suivie par une déclaration d'indépendance (11 mars), puis par un référendum ratifiant le rattachement du territoire à la Fédération de Russie (16 mars). Désormais sujet de la Fédération de Russie, la Crimée est placée sous administration russe, sans que cet état de fait soit officiellement reconnu au plan international.



La Transnistrie, une « exclave » russe aux portes de l'Union européenne ?

La Transnistrie, territoire sécessionniste en grande majorité russophone situé à l'Est de la Moldavie et frontalier de l'Ukraine, a proclamé son indépendance le 2 septembre 1990. Après l'accession de la Moldavie à l'indépendance en 1991, un conflit (mars-juillet 1992) a éclaté entre les forces armées moldaves et des milices locales de volontaires et de Cosaques, appuyées par l'ancienne XIV^e armée soviétique stationnée dans la

région. Pour la Moldavie, la perte de ce territoire la privait de 40 % de sa production industrielle. Un cessez-le-feu a été signé le 21 juillet 1992.

La Transnistrie (4 163 km², environ 500 000 habitants) est aujourd'hui un État indépendant *de facto*, non reconnu au plan international, mais soutenu par la Russie. À deux reprises (2006 et 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée), elle a demandé (sans obtenir satisfaction) son rattachement à la Fédération de Russie. À l'appui de cette demande, les dirigeants de Tiraspol (capitale de la Transnistrie) font désormais valoir le précédent de la Crimée et la situation géopolitique particulière de la région de Kaliningrad (ancienne Prusse orientale), en bordure de la mer Baltique. Seul sujet de la Fédération de Russie qui n'est pas rattaché au reste de son territoire, Kaliningrad est une « exclave » russe située à l'intérieur même de l'Union européenne (entre la Pologne et la Lituanie). Les dirigeants de Transnistrie se rêvent en maîtres d'une seconde « exclave russe », levier géopolitique indispensable de la Russie en Europe du Sud-Est.

////////////////////////////////////

L'Ukraine, « petit frère » devenu rival ?

Dans le voisinage de la Russie, l'Ukraine occupe une place à part. Second État issu de l'URSS par sa population et sa puissance économique, elle est considérée comme si proche (culturellement, mais aussi économiquement et politiquement) de la Russie qu'en 1991, au moment de la dislocation de l'URSS – ainsi que

le rappelle le président russe Boris Eltsine dans ses mémoires –, les responsables russes étaient persuadés du caractère inéluctable de la reconstitution, tôt ou tard, d'une communauté entre les trois États slaves : Ukraine, Biélorussie, Russie (Boris Eltsine, *Sur le fil du rasoir*, 1994). Pour Moscou, la création de la CEI (Communauté des États indépendants, voir encadré) permettait de jeter les bases d'une nouvelle Union à réinventer autour de la Russie, tandis que pour Kiev, elle permettait l'adoption d'un cadre rendant possible un divorce en douceur. On doit à Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter, cette formule lapidaire, au cœur de toutes les grilles de lecture de la géopolitique de l'Europe orientale aujourd'hui : « Privée de l'Ukraine, la Russie cesse d'être un Empire ». En 2016, cette formule semble extrêmement pertinente. La Russie et l'Ukraine ont été qualifiés de rivaux fraternels et leur intimité doublée d'antipathie réciproque a été soulignée à juste titre (Faith Hillis, "Intimacy and Antipathy: Ukrainian-Russian Relations in historical perspective", *Kritika*, vol. 16, n° 1, 2015). De 1991 à 2014, la relation Moscou-Kiev a été constante dans ses objets de contentieux et ses points d'achoppement. Ils portaient sur les formes et le degré d'intégration de l'Ukraine dans un espace régional nécessairement dominé par la Russie, en raison de la supériorité de ses ressources (industrielles, financières, militaires, démographiques,...) et de la dépendance (notamment énergétique) de l'Ukraine à

son égard. Jusqu'en 2014, la relation Russie-Ukraine a ainsi oscillé entre fraternité et rivalité. Elle est alors fondamentalement caractérisée par une profonde incompréhension mutuelle, renforcée par la certitude, de chacune des parties, de parfaitement connaître « l'autre »...



L'Ukraine entre l'Est et l'Ouest

L'Ukraine est, aux côtés de la Russie et de la Biélorussie, signataire des accords de Biélovièje qui mettent fin à l'existence de l'URSS (8 décembre 1991). Membre fondateur de la Communauté des États indépendants (CEI), elle quitte cet ensemble en 2014, à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie. Toutes les anciennes républiques soviétiques (républiques baltes exceptées) ont un temps fait partie de cette organisation internationale. Celle-ci comprend désormais un volet sécuritaire – l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), fondée en 2002 – et un volet économique – la Communauté économique eurasiatique, instituée en 2000 et remplacée en 2015 par l'Union économique eurasiatique. Aujourd'hui, l'Ukraine – ainsi que tous les autres États postsoviétiques d'Europe, Biélorussie et Arménie exceptées – n'est plus associée à la Russie au sein de ces organisations internationales qui, comme leur dénomination même l'indique, ont un caractère eurasiatique, unissant la Russie aux États d'Asie centrale. Le 1^{er} janvier 2016, l'accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) signé entre l'Ukraine et l'Union européenne entre en vigueur, prolongeant l'accord d'association, signé le 21 mars 2014. Le changement

de pouvoir intervenu en février 2014 à Kiev – qualifié de putsch par Moscou – a fait opérer un véritable virage à l'Ouest à la politique ukrainienne, avec en toile de fond la guerre opposant en Ukraine orientale ses forces armées aux milices pro-russes du Donbass et de Lougansk, considérées par Kiev comme, non seulement appuyées, mais dirigées par Moscou. Ce tournant marque une rupture avec la politique conduite par l'Ukraine depuis l'indépendance, proclamée le 24 août 1991, par ses présidents successifs – Leonid Kravtchouk, Leonid Koutchma, Viktor Iouchtchenko et Viktor Ianoukovitch. Celle-ci consistait en un jeu de balancier entre Est et Ouest faisant de l'Ukraine un pont entre les grandes puissances.



Avant le virage à l'Ouest opéré par l'Ukraine en 2014, son indépendance était majoritairement perçue, à Moscou, comme un phénomène transitoire. En effet, aux yeux de Moscou, le destin de l'Ukraine semblait avoir été scellé en 1654 par le « traité » de Pereïaslav, accord verbal par lequel le chef (*hetman*) cosaque Bogdan Khmelnitski prêtait allégeance au tsar de Russie, sortant les territoires de l'actuelle Ukraine de la sphère d'influence de l'État polono-lituanien. Ayant rejoint le grand frère russe de sa propre initiative – selon la formule consacrée –, l'Ukraine serait pour toujours le petit frère slave de la Russie. Vue d'Ukraine, la relation avec la Russie est conçue, depuis la déclaration de souveraineté de 1990, très différemment selon les orientations politiques et les

ancrages géographiques des élites. Ainsi les nationalistes ukrainiens (dont le foyer se trouve en Galicie, à l'Ouest du pays) expriment clairement leur volonté de rompre avec la Russie et de rejoindre l'Europe et l'Occident, tandis que les dirigeants des régions de l'Est limitrophes avec la Russie proclament leur attachement à un lien fort avec leur voisin. Les dirigeants de Kiev se sont, quant à eux, placés en arbitres. Dès les premiers temps de l'indépendance, le président Leonid Kravtchouk prônait une politique prudente et progressive d'autonomisation politique et stratégique vis-à-vis de Moscou. La question de la Crimée, peuplée aux trois quarts de Russes ethniques, était au cœur des dissensions russo-ukrainiennes, ainsi que les conditions du partage de la Flotte de la mer Noire, qui n'ont fait l'objet d'un accord qu'en 1997.

Au surlendemain du référendum (16 mars 2014) organisé pour légitimer le rattachement de la péninsule, Vladimir Poutine louait le « retour » de la Crimée à la Russie, le justifiant comme le seul moyen de protéger les intérêts de la population contre le nouveau pouvoir « des putschistes de Kiev » et de conforter les intérêts stratégiques de la Russie en mer Noire. Confrontée au risque d'adhésion à l'Otan de l'Ukraine, la Russie devait aussi « renforcer sa présence en Crimée pour garantir son accès souverain à la base navale de Sébastopol », siège de la flotte (russe) en mer Noire (Vladimir Poutine, adresse présidentielle devant l'Assemblée fédérale, traduction de l'auteur, <http://kremlin.ru>).

Tout au long de ce discours, Vladimir Poutine laissait entendre que, jusqu'ici, l'acceptation par Moscou du rattachement de la Crimée à l'Ukraine n'était qu'une tolérance, uniquement fondée sur la volonté de respecter scrupuleusement le principe d'intangibilité des frontières en Europe. En réalité, le rattachement de la Crimée à la république soviétique d'Ukraine – opéré le 19 février 1954 par un décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS à l'occasion du tricentenaire du traité de Pereïaslav – n'a jamais été considéré à Moscou comme un acte politique autre que purement symbolique et à usage interne. Ainsi, quelques mois après la chute de l'URSS, en mars 1992, le parlement russe adoptait une déclaration par laquelle il demandait le réexamen de la légalité de ce transfert. Le texte de cette déclaration – adoptée après que Moscou a échoué à mobiliser Washington pour arbitrer en sa faveur auprès de Kiev sur la question du partage de la flotte de la mer Noire – mentionne qu'il vise à obliger le monde entier à mieux respecter la Russie en tant que grande puissance.

Du « jeu de balancier » au « virage à l'Ouest » ukrainien

La politique dite multivectorielle de l'Ukraine – visant à devenir un pont entre l'Occident et la Russie – peut être analysée comme une série de positionnements tactiques destinés à consolider et à étendre l'indépendance stratégique du pays. Elle consiste à actionner

l'ensemble des leviers disponibles pour faire pression sur la Russie dans toutes les négociations, y compris en jouant d'un affichage pro-occidental (en particulier pro-américain) beaucoup plus démonstratif que véritablement inscrit dans la réalité de la politique ukrainienne. Dans le même temps, il s'agit de ne pas sacrifier ses intérêts vitaux par un conflit avec la Russie, dont le poids économique est déterminant. Les réseaux industriels et financiers unissant milieux d'affaires russes et ukrainiens sont étroitement imbriqués et exercent une influence dans les coulisses parlementaires et gouvernementales à Kiev. L'Ukraine dépend à 90 % de la Russie pour son approvisionnement en gaz naturel et, entre 1995 et 2008, les investissements russes en Ukraine ont quadruplé (Sophie Lambroschini, *Ukraine : la « colonisation économique » russe, mythe ou menace ?*, 2011).

Le président Leonid Koutchma (1994-2005), qui avait réussi à concentrer le pouvoir exécutif entre ses mains et s'était placé en arbitre des intérêts toujours conflictuels des clans oligarchiques rivaux de l'Ukraine, était passé maître dans ce jeu de balancier entre positions pro-russes et pro-occidentales. Il apparaissait tantôt comme l'homme de Moscou, en s'opposant à une adhésion de l'Ukraine à l'Otan, ou comme l'homme de l'Occident, en s'opposant au projet d'espace économique commun Russie-Ukraine-Biélorussie, au gré des intérêts poursuivis, des équilibres politiques internes, toujours très fragiles, et du cours tumultueux

des relations économiques russo-ukrainiennes. À l'automne 2003, un an avant l'élection présidentielle qui débouchera sur la révolution orange, Leonid Koutchma tient à se présenter en patriote ukrainien, publiant un livre intitulé *L'Ukraine n'est pas la Russie...* La révolution orange (2004-2005), qui s'est soldée par le renversement du pouvoir sortant et l'arrivée d'une coalition affichant des convictions politiques pro-occidentales, peut être analysée comme une défaite de l'application des méthodes de la démocratie administrée (voir chapitre 2) « à la russe » aux réalités ukrainiennes. Le pouvoir sortant à Kiev était devenu très impopulaire et considéré comme largement corrompu. Moscou n'avait pas pris la mesure de ce rejet. Le soutien apporté directement par Vladimir Poutine à Viktor Ianoukovitch, dauphin de Leonid Koutchma, n'a pas permis à ce dernier de maîtriser le processus électoral et de l'emporter.

Les dirigeants russes ont perçu cette transition non maîtrisée du pouvoir en Ukraine comme un échec de leur stratégie et, surtout, comme l'indice du caractère incontrôlable de ce « petit frère », dont on avait trop considéré jusqu'alors que tout y fonctionnait un peu comme en Russie... Si le Kremlin enregistre un échec retentissant dans sa capacité à influencer la politique intérieure de son plus important voisin, force est de constater, rétrospectivement, que le tournant politique de la « révolution orange » n'a pas fondamentalement bouleversé la stratégie multivectorielle de l'Ukraine,

entre Occident et Russie. Aussi le président Viktor Iouchtchenko (2005-2010), élu après cette révolution, héraut des valeurs libérales et démocratiques européennes, a-t-il laissé en place le système d'achat et de transport de gaz russe à des prix subventionnés, donnant à la Russie un pouvoir direct sur le fonctionnement de ce marché. Le jeu de balancier entre inclinations pro-russe et pro-occidentale s'est donc poursuivi.

Néanmoins, après la « révolution orange », la plupart des dirigeants occidentaux ont acquis la conviction que les élites de Kiev et les Ukrainiens dans leur majorité souhaitent rejoindre le camp euro-atlantique et étaient entravés par leur dépendance économique et énergétique à l'égard de Moscou. L'idée fait alors son chemin que le rattachement de l'Ukraine à l'ensemble européen est une priorité. Allant plus loin, des voix s'élèvent, à Washington et à Varsovie, pour pousser à un arrimage de l'Ukraine à l'Otan. Un expert américain en affaires russes et ukrainiennes, Sherman Garnett, affirme que l'Ukraine est « la clef de voûte de l'architecture sécuritaire transatlantique » de demain (*The Keystone in the Arch : Ukraine in the Emerging Security Environment of Central and Eastern Europe*, 2011). La Commission européenne à Bruxelles, soutenue par Washington d'une part, ainsi que Moscou d'autre part, poussent l'Ukraine à opter pour une allégeance exclusive (Union eurasiatique *versus* accord d'association avec l'UE). En conséquence, les tensions

politiques internes montent en puissance. C'est dans ce climat de crispation internationale qu'éclate, à l'automne 2013, une vague de protestation contre le pouvoir en place à Kiev, le mouvement Euromaïdan. Il débouche sur la « révolution de Maïdan », du nom de la place de l'Indépendance à Kiev (*Maïdan Nezalejnosti*) où toutes les manifestations convergent. L'événement déclencheur de ce mouvement est la décision du président Viktor Ianoukovitch de reporter la signature de l'accord d'association avec l'UE, prévue le 21 novembre 2013 lors du sommet de Vilnius. Les enchères continuent. Deux semaines plus tard, la Russie octroie à l'Ukraine une aide financière de 15 milliards de dollars *via* l'achat de titres de la dette ukrainienne.



Février-mars 2014 en Ukraine : de la violence politique à la guerre

Le 18 février 2014, après des mois de manifestations et d'occupation de la place de l'Indépendance au centre de la capitale ukrainienne, des heurts violents surviennent entre manifestants et policiers, entraînant la mort de 82 personnes (dont 13 policiers). Le lendemain, un état d'urgence *de facto* est instauré. La tension s'accroît entre les forces de l'ordre et certains groupes de manifestants, en particulier les militants armés des mouvances nationalistes ou de l'extrême droite ukrainienne. Le 20 février, Kiev connaît sa journée la plus violente depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Un bilan approximatif et débattu fait état d'au moins 90 morts (dont 13 policiers) du 18 au 20 février, tués

principalement par balles. Le 21 février, le président Viktor Ianoukovitch signe un compromis avec l'opposition. Il promet le retour à la constitution de 2004 (pouvoirs plus étendus pour le Parlement) qu'il avait suspendue en faveur d'un régime présidentiel, ainsi qu'une élection présidentielle anticipée en décembre 2014. Le compromis est également paraphé par les médiateurs européens (Allemagne, France, Pologne) mais ne l'est pas par le représentant de la Russie. En dépit de cet accord, les manifestants ne relâchent pas la pression et continuent de se réunir sur la place Maïdan, exigeant la démission immédiate du président, élu en février 2010 pour un mandat de cinq ans. Des groupes lourdement armés et cagoulés prennent le contrôle des lieux stratégiques du pouvoir à Kiev : le siège du gouvernement, le ministère de l'Intérieur et l'administration présidentielle. Ce même jour, le Parlement se prononce pour l'enclenchement d'une procédure de destitution du président. Le lendemain, 22 février 2014, les médias annoncent que Viktor Ianoukovitch, officiellement en visite à Kharkiv, a en fait quitté l'Ukraine. On apprendra quelques jours plus tard qu'il a trouvé refuge en Russie. Le Parlement vote alors à l'unanimité en faveur de sa destitution. Des élections présidentielles sont annoncées pour le 25 mai.

Dans les régions d'Ukraine orientale proches de la Russie, cette « révolution » est perçue comme un coup d'État dirigé en sous-main par les groupes nationalistes les plus radicaux de l'Ouest du pays. Les populations se méfient de gouvernants qui veulent renforcer la politique d'ukrainisation linguistique – en décembre 2013, une loi avait été votée, avant d'être rapportée, pour

supprimer au russe le statut de seconde langue dans les régions de l'Est de l'Ukraine – qui, pour elles, sous couvert de démocratie et d'européanisation, relève de ce qu'elles qualifient de « fascisme ».

Trois semaines plus tard, des forces armées russes (dépourvues d'insignes) sont déployées et prennent le contrôle de la Crimée. Celle-ci déclare son indépendance puis, après un référendum (16 mars 2014), devient un sujet de la Fédération de Russie (de même que la ville de Sébastopol). Cette annexion par Moscou soulève l'espoir d'une partie non négligeable de la population des régions de l'Est de l'Ukraine, où des mobilisations « anti-Maïdan » s'organisent au mois de mars. Ces manifestations débouchent, dès le début avril, sur une violence politique récurrente, qui suscite une réponse sécuritaire de plus en plus musclée contre les séparatistes russophones. Des milices paramilitaires se constituent et, au mois d'août 2014, le gouvernement de Kiev commence à déployer des troupes dans ces régions pour contrer ce qu'il dénonce comme une invasion russe dans l'Est de l'Ukraine, qui est niée par Moscou. Cette crise demeure, en août 2016, un conflit de basse intensité. Comme l'indique un rapport récent publié par la mission spéciale de l'OSCE pour l'Ukraine (<http://www.osce.org/ukraine-smm/256281>), le cessez-le-feu, conclu à Minsk le 5 septembre 2014 sous les auspices de l'OSCE par la Russie, l'Ukraine et les dirigeants des entités séparatistes du Donbass (république populaire de Donetsk) et de Lougansk (république populaire de Lougansk), renforcé par les accords de Minsk II (11 février 2015) avec l'Ukraine, la France, la Russie et l'Allemagne, fait toujours l'objet de nombreuses violations de part et d'autre.

////////////////////////////////////

En mai 2016, le très influent Conseil de politique étrangère et de défense, un *think tank* proche du pouvoir russe, publiait une substantielle note d'analyse prospective sur la politique étrangère russe (« Strateguïa dlia Rossii. Rossiïskaïa vnechniaïa politika konets 2010-x – natchalo 2020-x », <http://svop.ru/>). L'avenir de la Crimée et la question ukrainienne y sont traités dans des chapitres distincts. Si l'annexion de la Crimée est qualifiée de « succès de politique étrangère », la politique à l'égard de l'Ukraine est envisagée comme un échec, dans la mesure où elle a conduit à une forte détérioration des relations avec l'Europe. Le « conflit fratricide » en Ukraine et ses conséquences internationales sont analysés comme le fruit du manque de détermination de Moscou à limiter l'expansion de l'Otan. Toutefois, le mal est fait et les auteurs dénoncent le prix prohibitif des efforts fournis pour un retour de l'Ukraine dans le giron russe, écrivant en substance que la Russie ne doit pas gâcher ses précieuses ressources intellectuelles, économiques et politiques à tenter de démêler une situation qualifiée de « sans issue » et à porter assistance à un pays qualifié de « chaotique ». Si les auteurs dénoncent avec vigueur – sans les nommer – « les forces qui sont parvenues à détourner la Russie de ses objectifs », ils font le constat sans illusion que pour Moscou, le conflit avec l'Ukraine (depuis 2014) n'a que des conséquences négatives et qu'il convient de tourner la page : ni petit frère, ni rival géopolitique, « l'Ukraine doit devenir le meilleur voisin possible ».

Chapitre 4

Le grand retour de la Russie au Moyen-Orient

Taline Ter Minassian

Le début de l'intervention militaire russe sur le terrain de la guerre civile syrienne en septembre 2015 marque, après une éclipse de plus deux décennies, le grand retour de la Russie sur la scène moyen-orientale. Ces frappes aériennes sur le territoire d'un État non situé dans le « proche étranger » de la Russie postsoviétique témoignent à l'évidence de la volonté du Kremlin de rétablir la Russie dans son statut de grande puissance en incluant, comme par le passé, « l'Orient » dans sa sphère d'influence et d'action.

Au ^{xix}^e siècle, « l'Orient » fascinait l'intelligentsia slavophile en même temps qu'il représentait un enjeu essentiel pour la diplomatie tsariste depuis la fin du ^{xviii}^e siècle (Lorraine de Meaux, *La Russie et la tentation de l'Orient*, 2010). Du point de vue russe, cet Orient recouvre une réalité géographique assez floue : au cours des siècles, elle a varié en fonction de l'évolution des rivalités entre les puissances, désignant alternativement le théâtre des différents chapitres de la « Question d'Orient » (Balkans, Détroits, Lieux Saints) et l'Asie, mineure, centrale ou même orientale. Cet Orient-là, proche de la Russie (*Blijnii Vostok*), est historiquement lié à l'expansion pluriséculaire de l'influence de ce pays le long d'un arc s'étendant des Balkans, à l'ouest, à l'Afghanistan, à l'est. Ainsi, l'intérêt stratégique et diplomatique pour son Orient méridional est une constante de l'histoire de la politique extérieure de la Russie – que ce soit l'Empire russe, l'URSS, la Fédération de Russie.

De l'ancienne « Question d'Orient »...

Au ^{xix}^e siècle, l'Empire russe est intervenu au même titre que les puissances occidentales dans les différents épisodes de la « Question d'Orient », terme générique qui désigne l'ensemble des problèmes politiques, économiques, diplomatiques et religieux soulevés par le démantèlement de l'Empire ottoman. Les appétits occidentaux à l'égard de « l'homme malade » de l'Europe, selon les termes attribués au tsar Nicolas I^{er}, ont été tempérés par la crainte des ambitions russes. Dès le début de la querelle des Lieux Saints (1853), qui conduisit à la guerre de Crimée (1853-1856), l'action de la Russie a été portée par un discours volontiers messianique de soutien aux chrétiens vivant dans l'Empire ottoman : la reconquête de Tsargrad – c'est ainsi que les Russes nommaient Constantinople – nourrit une mythologie de la grandeur retrouvée que l'impératrice Catherine II (1762-1796) avait faite sienne et dont Dostoïevski s'est fait l'écho dans son *Journal d'un écrivain* : « Oui, Constantinople et la Corne-d'Or seront à nous, mais non par la violence. L'événement arrivera de lui-même, parce qu'il doit arriver ! ». Avec la guerre russo-turque de 1877-1878, les guerres balkaniques (1912-1913), à propos du sort des minorités grecques et arméniennes sur le territoire de l'Empire ottoman, la Russie s'est engagée dans un choc frontal avec Istanbul, soutenant de manière croissante les minorités chrétiennes et leurs revendications nationales (Michael A. Reynolds,

Shattering Empires : The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires 1908 – 1918, 2011 ; Anahide Ter Minassian, *L'échiquier arménien entre guerres et révolutions 1878-1920*, (2015).

Ainsi, la politique extérieure de l'URSS au Moyen-Orient hérite d'une expertise avérée en matière d'instrumentalisation des minorités... Néanmoins, au cours des premières années du régime soviétique, les nouveaux dirigeants s'adressent en priorité aux majorités musulmanes du Moyen-Orient, en faisant force usage du messianisme révolutionnaire. En septembre 1920, lors du Congrès des peuples de l'Orient réuni à Bakou, Grigori Zinoviev, alors président de l'Internationale communiste, appelle les masses musulmanes au *djihad* contre les puissances impérialistes et coloniales. Mais l'exportation de la révolution en Orient échoue. Cet échec n'empêche pas l'URSS de recourir à une tactique beaucoup plus classique d'instrumentalisation des minorités transfrontalières pour déstabiliser les États limitrophes du Proche et Moyen-Orient, en premier lieu l'Iran et la Turquie. Moscou préside à la constitution de réseaux d'espions et d'agents du Komintern, souvent recrutés dans les milieux minoritaires (Arméniens, Kurdes, Juifs, Turcomans...), qui circulent plus aisément à travers les frontières entre les nouveaux États dessinés après la Première Guerre mondiale (Syrie, Liban, Iraq, Iran, Turquie...). Ce n'est qu'à l'occasion de la crise iranienne de 1946 (voir encadré), véritable acte

inaugural de la guerre froide, que l'URSS remet au goût du jour la stratégie russe d'instrumentalisation des minorités sur l'échiquier moyen-oriental (Taline Ter Minassian, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, 1997). L'URSS soutient alors ouvertement l'irrédentisme des Azéris (république autonome d'Azerbaïdjan) et des Kurdes (république kurde de Mahabad) en Iran du nord. Au même moment, Staline, qui a donné son aval au retour massif des Arméniens dispersés en diaspora – c'est le grand *nerkaght* (rapatriement) de 1946-1947 –, fait également pression sur la Turquie en revendiquant, pour l'Arménie et la Géorgie soviétiques, le retour des *vilayets* de Kars et d'Ardahan.

Si l'URSS a, dès les années 1920-1930, construit le cadre de ses relations bilatérales avec l'Iran, la Turquie et l'Afghanistan, son rapprochement avec les États du monde arabe ne commence qu'après la Seconde Guerre mondiale, dans le contexte de l'émergence du baasisme (une doctrine politique combinant socialisme et nationalisme panarabe). De cette époque datent les grands projets d'aménagement et de coopération économique, technique et militaire avec l'Égypte nassérienne ou la Syrie baasiste. Ces coopérations formeront le socle d'alliances solides et durables, jusqu'à aujourd'hui, entre Moscou et la Syrie de Bachar El-Assad ou, dans une moindre mesure et continuité, l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi (Igor Delanoë, « Poutine-Al Sissi : l'alliance russo-égyptienne retrouvée ? », *Moyen-Orient*, n° 30, avril-juin 2016).

La crise iranienne de 1946 :

première étape de la guerre froide

En 1941, l'URSS et le Royaume-Uni occupent l'Iran afin d'ouvrir une voie d'acheminement des armes vers le front de l'Est. Un accord est signé en janvier 1942 entre Téhéran, Londres et Moscou pour un départ des troupes étrangères au plus tard six mois après la fin de la guerre. En septembre 1945, les cinq ministres des Affaires étrangères alliés conviennent, lors d'une rencontre à Londres, d'un retrait au plus tard le 2 mars 1946. Sur le terrain, il apparaît que l'URSS rechigne à retirer ses troupes. Elle tente sans doute de constituer sur son flanc sud un glacis comparable à celui qu'elle a réussi à imposer en Europe. En outre, Moscou cherche à protéger de toute incursion occidentale ses gisements pétroliers de Bakou, en Azerbaïdjan.

En décembre 1945, une révolte intervient à Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan iranien limitrophe de l'URSS. Une république autonome (de l'Azerbaïdjan iranien) est proclamée. Quelques semaines plus tard, la république autonome de Mahabad est instituée au Kurdistan iranien, frontalier de l'Iraq et de la Turquie... L'une et l'autre reçoivent l'appui de Moscou et sont contrôlées par des communistes. Londres annonce le retrait de ses propres forces et Churchill, dans un discours prononcé à l'université de Fulton le 5 mars 1946, dénonce « la pression exercée par le gouvernement de Moscou » sur la Turquie et la Perse. La tension monte. Des unités soviétiques font déjà mouvement vers Téhéran. Les États-Unis menacent de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies, instauré en 1945, si l'Iran ne le fait pas lui-même... La guerre froide est enclenchée. Staline finit par évacuer la totalité de ses troupes d'Iran en mai 1946.

... à la politique russe au Moyen-Orient après 1991

Après l'effondrement de l'URSS en 1991, la Russie a traversé une décennie parfois qualifiée par le pouvoir russe actuel de « nouveau Temps des troubles » – en référence aux années tourmentées qui précédèrent l'avènement des Romanov au début du ^{xviii}^e siècle –, dont la guerre d'Afghanistan (1979-1989) a été l'un des préludes. En retrait sur le plan international, la Russie des années Eltsine (président de 1991 à 1999) semblait avoir renoncé à jouer tout rôle significatif sur la scène moyen-orientale. Cependant, la nomination en 1996 de Evgueni Primakov – un orientaliste arabisant – au poste de ministre des Affaires étrangères a marqué un véritable tournant (voir chapitre 1).



Qui est Evgueni Primakov ?

Figure de proue de l'aristocratie soviétique des grands serviteurs de l'État, Evgueni Primakov est diplômé de l'Institut d'études orientales de Moscou. Né à Tbilissi en Géorgie, il connaît parfaitement l'arabe, le géorgien et l'anglais. Il débute, vers le milieu des années 1950, une carrière de journaliste et d'expert spécialiste du Moyen-Orient. Correspondant de la *Pravda* dans l'Égypte de Nasser, en Iraq et en Syrie, il gravit en parallèle les échelons de la hiérarchie du KGB où il a été probablement recruté dès l'université, ses activités journalistiques ayant constitué sa couverture. À la charnière des cercles académiques et bureaucratiques, Primakov a rejoint le prestigieux Institut moscovite de l'économie

mondiale et des relations internationales (IMEMO) en qualité de directeur adjoint (1970-1977) puis de directeur (1985-1989).

Tout au long de la *perestroïka*, Primakov a figuré parmi les conseillers les plus influents de Mikhaïl Gorbatchev pour le Moyen-Orient. Avant la guerre du Golfe (1990), il est chargé de tenter une négociation avec Saddam Hussein, dirigeant qu'il avait connu alors qu'il était en poste à Bagdad. Après l'échec du putsch d'août 1991, il est nommé chef du service d'espionnage (anciennement Première direction principale du KGB), puis premier vice-président du KGB dont il supervise le redéploiement en deux institutions : le FSB – Service fédéral de sécurité – et le SVR – Service du renseignement extérieur –, qu'il dirige jusqu'en janvier 1996, avant d'être nommé au poste de ministre des Affaires étrangères par Boris Eltsine.

////////////////////////////////////

En effet, Evgueni Primakov a fait de nouveau entendre la voix de la Russie dans les grands dossiers, tel celui du « processus de paix » israélo-palestinien, en effectuant plusieurs déplacements dans la région afin de marquer le soutien de principe de Moscou – dans la continuité de la diplomatie soviétique des années 1970-1980 – à la cause palestinienne. À la fin des années 1990, Primakov apparaît comme le promoteur d'une nouvelle politique étrangère russe au Moyen-Orient, visant à poser son pays en grande puissance alternative aux États-Unis. La « doctrine Primakov » appliquée au Moyen-Orient a consisté à faire entendre une voix dissonante de celle de l'Occident dans les

tentatives de règlement de la quasi-totalité des dossiers, allant du conflit israélo-palestinien à l'Iraq de Saddam Hussein, en passant par le nucléaire iranien. Cette position, peu appréciée des Américains et des Israéliens, constitue le socle de la politique russe au Moyen-Orient après 2000. Néanmoins, elle ne peut être réduite à une série de discordances systématiques avec les positions occidentales. La politique russe au Moyen-Orient doit être considérée dans son articulation complexe avec les affaires caucasiennes, en premier lieu en lien avec les guerres « intérieures » en Tchétchénie, éléments fondamentaux pour la légitimation politique de Vladimir Poutine. La Fédération de Russie comptant plus de vingt millions de musulmans sur son territoire, il est nécessaire de rappeler que chaque segment de la question musulmane dans ce pays – qu'il s'agisse par exemple de l'Islam officiel ou des djihadistes de l'Émirat du Caucase – possède une interface moyen-orientale.

La Russie face aux dangers du *Greater Middle-East* américain

Coïncidant avec le déclenchement en série des « révolutions de couleur » (Géorgie, Ukraine, Kirghizistan) entre 2003 et 2005 (voir chapitre 3), l'initiative américaine pour le « Grand Moyen-Orient » (voir encadré) – une zone incluant l'Iran, la Turquie, l'Afghanistan et le Pakistan – intervient en outre au moment de l'invasion américaine de l'Iraq. Tout ceci conforte

la perception russe selon laquelle ces événements participent de la réalisation d'un grand dessein des États-Unis visant à redessiner les contours politiques et stratégiques de cette région du monde. Du point de vue du Kremlin, les révolutions de couleur sont le produit de « l'intervention de forces extérieures manipulées par Washington, indirectement quand il s'agit d'ONG comme la fondation de George Soros ou directement avec l'implication systématique de diplomates et conseillers de diverses officines américaines ou européennes » (Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, *La Russie. Entre peurs et défis*, 2016).



La vision américaine du *Greater Middle-East*

Présentée le 26 février 2003, peu de temps avant l'invasion américaine de l'Iraq (20 mars 2003), devant un parterre de néo-conservateurs à l'American Enterprise Institute, la doctrine du *Greater Middle-East* repose sur une vision d'un Moyen-Orient, allant de la Mauritanie au Pakistan, à remodeler selon les principes d'une démocratisation à marche forcée. Cette conception est alors défendue par les néo-conservateurs, convaincus que le scénario de la « fin de l'histoire » (Francis Fukuyama) – qui était leur explication historique à l'effondrement du régime soviétique – était applicable au Moyen-Orient. Dans le contexte de la guerre contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001, il s'agissait avant tout de semer partout les germes, pour reprendre les propos du président Bush, « de la révolution démocratique [...] qui améliorera la vie de

millions de gens dans cette région du monde et supprimera à la source les conflits et la peur » (Discours du président George W. Bush à Londres, 19 novembre 2003, retranscription : <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/whitehall.htm>).

Cette doctrine a été vivement critiquée par Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, pourtant souvent dépeint comme un grand théoricien de l'hégémonie américaine. Selon lui, cette vision, fondée sur le scénario du relèvement de l'Europe après 1945, est erronée. « Restaurer une société est plus facile que de transformer une société. Les traditions islamiques, les convictions religieuses et les habitudes culturelles doivent être traitées avec un patient respect. C'est seulement à ce moment-là que les temps seront mûrs pour la démocratie au Moyen-Orient » ("The wrong way to sell democracy to the Arab world", *The New York Times*, 8 mars 2004, www.nytimes.com).

////////////////////////////////////

Très largement hostiles à l'initiative du Grand Moyen-Orient, la plupart des commentateurs russes – diplomates, experts ou journalistes – ne manquèrent pas de faire valoir qu'il s'agissait d'une entreprise purement américaine qui visait à se muer en ingérence, comme l'a souligné Vladimir Poutine, le 11 juin 2004, lors de la conférence de presse tenue à l'issue de la réunion du G8. En outre, on souligne volontiers, à Moscou, l'inexpérience des États-Unis dans la région, ainsi que leur méconnaissance du terrain et des spécificités culturelles et religieuses moyen-orientales.

Par la suite, la Russie, confrontée aux « printemps arabes » (2010-2012), établira une continuité d'analyse entre ces événements et les « révolutions de couleur » (voir chapitre 3) dans l'espace postsoviétique. Là où l'Occident perçoit des contestations populaires autonomes contre des régimes autoritaires et corrompus, le Kremlin tend à voir la réalisation d'un « programme » d'ingérence se déroulant conformément à un « agenda » dont l'existence ne fait pas de doute et dont la visée englobe un très vaste arc allant des Balkans à l'Afrique du Nord en passant par la mer Noire, le Caucase, l'Asie centrale (Afghanistan et Pakistan inclus) et le Moyen-Orient. Le 22 février 2011, le président Dmitri Medvedev mettait en cause de manière évidente, dans un discours tenu devant les responsables russes de l'anti-terrorisme, l'implication américaine dans les divers conflits du Caucase : « Affrontons la réalité. Ils ont préparé ce scénario pour nous et ils tentent maintenant de l'appliquer avec plus de force » (enregistrement du discours en ligne sur le site officiel du Kremlin, <http://kremlin.ru>). Et ce « programme » américain est vu, de Russie, comme déstabilisant. Ainsi, après la révolution égyptienne qui a emporté le président Moubarak, Moscou a tenté d'établir des contacts avec les Frères Musulmans et le nouvel exécutif dirigé par Mohamed Morsi. Mais c'est avec le régime du maréchal Abdel Fatah al-Sissi que l'alliance russo-égyptienne a pu être renouée et retrouver toute sa profondeur historique (Igor Delanoë, « Poutine-Al Sissi : l'alliance russo-égyptienne retrouvée ? », *op. cit.*).

La Russie dans l'arc des « contre-révolutions » : du nucléaire iranien...

À partir de 2014, la politique moyen-orientale de la Russie s'inscrit dans le contexte global d'un affrontement de plus en plus vif avec l'Occident, après la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée (voir chapitre 3), et la montée en puissance de l'État islamique dans un Iraq décomposé et une Syrie ravagée par la guerre civile depuis 2011. Sur un théâtre qui ressemble à un véritable chaos géostratégique, traversé de lignes de conflit multiples et complexes, la diplomatie russe, par la voix du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, a joué alternativement deux partitions – russo-turque et russo-iranienne – apparemment difficilement compatibles dans un paysage régional profondément marqué par le clivage entre sunnites et chiites.

Sergueï Lavrov, un héritier de la diplomatie soviétique

Chef de la diplomatie russe depuis 2004, Sergueï Lavrov s'est imposé comme un négociateur incontournable sur la scène moyen-orientale. Sophistiqué et polyglotte, maniant volontiers l'humour et l'ironie, Sergueï Lavrov, né en 1950 à Moscou dans une famille d'origine arménienne de Géorgie, a suivi la trajectoire classique et modèle des diplomates soviétiques dans la lignée des Gromyko et des Primakov.

Premier secrétaire de la représentation de l'URSS à l'Onu à New York (1981-1988), il a poursuivi sa carrière après la chute de l'URSS, au sein du ministère des Affaires étrangères dirigé par Andreï Kozyrev, avant d'être

nommé représentant permanent de la Fédération de Russie auprès du Conseil de sécurité de l'Onu. C'est à ce poste, observatoire privilégié s'il en est de la politique internationale, qu'il a suivi l'intervention de l'Otan contre la Serbie en 1999 et le déclenchement de la campagne américano-britannique en Iraq en 2003.

////////////////////////////////////

Dans un duo parfaitement huilé avec le chef du Kremlin, Sergueï Lavrov développe un discours « souverainiste » de défense des intérêts nationaux, pourfendant les ingérences de l'Occident en Syrie et en Libye, et s'opposant à la ligne occidentale la plus dure sur la question du nucléaire iranien, œuvrant sans relâche pour la levée des sanctions. Si l'accord signé à Vienne le 14 juillet 2015 sur le nucléaire « revêt pour Moscou autant d'inconvénients que d'avantages », il représente néanmoins, dans le contexte nouveau favorisé par l'élection du président iranien Hassan Rohani en 2013, un succès diplomatique de la méthode lavroviennne du *step by step* (Clément Therme, « Le commerce irano-russe : entre levée des sanctions et pressions externes », *Moyen-Orient*, n° 30, avril-juin 2016).

Les relations russo-turques sont, quant à elles, structurellement affectées par de nombreux points de tension, en dépit d'une certaine convergence entre les régimes politiques de ces deux pays caractérisés par la prégnance de mécanismes d'allégeance et dominés par les figures charismatiques et autoritaires de Recep Tayyip Erdogan et de Vladimir Poutine (voir

chapitre 2). Au-delà du pragmatisme imposé par les intérêts commerciaux et énergétiques, et en dépit du réchauffement observé à l'été 2016 entre les deux pays à la suite de la tentative de coup d'État contre Erdogan, ces relations sont toujours mises à l'épreuve par la question kurde. Dans la continuité de la politique de l'URSS dans ce domaine, Moscou ne reconnaît pas le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) comme groupe terroriste, contrairement aux États-Unis ou aux États de l'Union européenne. On observe, à la faveur de l'évolution du conflit syrien, une convergence inédite entre la Russie et l'Occident dans la relation avec la galaxie kurde. Ainsi, le 14 octobre 2015, à la suite de rencontres réitérées entre Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan en Iraq, et Serguei Lavrov, la Russie a décidé d'octroyer un soutien militaire aux Kurdes d'Iraq, ouvrant la voie à une coopération officielle avec le gouvernement régional kurde d'Iraq (KRG), véritable proto-État kurde établi dans le Nord de l'Iraq avec la bénédiction des Américains.

... à l'intervention en Syrie

Répondant officiellement à la demande d'aide formulée par le président syrien, l'intervention russe dans la guerre civile syrienne semble avoir pris les Occidentaux de court. Le président Vladimir Poutine s'est imposé comme le « maître du calendrier », annonçant souverainement l'échéancier des opérations, réglant le

ballet des Soukhoï retransmis en boucle sur toutes les chaînes télévisées russes. Cette décision d'intervenir militairement en Syrie s'inscrit dans la continuité d'une alliance historique russo-syrienne fondée sur le soutien aux Alaouites, minorité dominante à laquelle se rattachent la dynastie Assad et son *asabiyya* (clan élargi), qui forme un véritable glacis de protection du régime (Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, 2006). Ainsi, l'entrée en lice de la Russie sur l'échiquier syrien ne peut pas être considérée comme un « coup de poker », mais comme une réponse longuement préparée à une situation bien plus complexe que ne le laisse entendre le récit simplifié des médias occidentaux mettant en scène la lutte des « rebelles modérés » contre un « régime » allié de la Russie. S'il est naturellement impossible de lire le compte rendu des conversations entre les dirigeants russes et syriens, il apparaît à l'évidence que les tractations furent nombreuses avant une intervention russe qui ne visait pas simplement à consolider la position de la famille Assad au pouvoir.

Faute d'opposants crédibles, Moscou soutient donc militairement le régime de Bachar Al-Assad contre la menace très réelle que font peser sur l'intégrité territoriale syrienne l'État islamique et les divers groupes « rebelles modérés » dont l'ASL (Armée syrienne libre), équipés de missiles Stinger – arme fétiche des *moudjahidin* afghans dans les années 1980 dans le *djihad* anti-soviétique – et de missiles anti-aériens livrés par

le Qatar. Le conflit syrien s'est transformé en une véritable mêlée générale dans laquelle les monarchies du Golfe interviennent directement ou indirectement pour contrer les forces de l'« arc chiite » qui, présentes sur le territoire syrien (le Hezbollah libanais, la force Al-Qods, formée par l'élite des *pasdarans* iraniens), sont devenues les alliés objectifs de la Russie. La situation sur le terrain est particulièrement complexe et les alliances (et contre-alliances) assez inextricables. La Turquie, hantée par le cauchemar d'un « grand Kurdistan » en voie de constitution, bombarde, contre l'avis de son allié américain, les positions du PYD (Parti de l'Union démocratique du Kurdistan) et de ses milices déployées au Rojava (Kurdistan occidental). Ce territoire des districts kurdes du nord de la Syrie, situés le long de la frontière turco-syrienne, est devenu *de facto* autonome et ses *peshmergas* combattent en première ligne contre l'État islamique. Néanmoins, on peut très objectivement conclure que l'intervention russe a permis de sauver le régime d'Al-Assad, acculé en 2015 à son réduit alaouite face à l'ASL et à l'État islamique, en permettant le rétablissement de l'axe vital Damas-Homs. « Sous peine de voir son seul allié stratégique régional tomber, Moscou ne pouvait tolérer la perte de la "Syrie utile", rassemblant 60 % de la population syrienne sur 30 % du territoire » (« Retrait partiel des forces russes de Syrie : un succès militaire et diplomatique ? », *Infoveilles*, n° 41, 2 mai 2016).

Tartous, point d'appui naval russe en Syrie

Le port de Tartous, deuxième port syrien après Lattaquié, est l'unique point d'appui naval russe situé hors de Russie, un héritage soviétique. Tartous, « point d'appui matériel et technique n° 720 » selon son appellation officielle, est en passe de devenir un « point de déploiement » et sans doute, à l'horizon 2020, une véritable base navale, symbole de la coopération militaire et technique entre Moscou et Damas. En attendant, cette base est en réalité toujours réduite à un simple quai situé dans la zone portuaire, hautement sécurisée, au nord de la ville. Invisibles dans les rues, les Russes sont cantonnés dans leurs casernes, par crainte d'être attaqués. Les attentats-suicides perpétrés le 23 mai 2016 à Tartous et à Jableh (184 morts, au moins 300 blessés selon un communiqué de l'OSDH, le 26 mai 2016) ont été les premiers lancés par l'État islamique contre les villes du littoral au cœur de la région alaouite et du pouvoir syrien.

S'il est difficile de se prononcer et de tirer des conclusions sur un conflit en cours, force est de constater que l'intervention russe s'est accompagnée d'un indéniable succès diplomatique et qu'elle a permis de remporter rapidement, sur le terrain syrien, des victoires contre l'État islamique. Dépasant la logique de guerre froide pourtant à l'œuvre sur bien d'autres théâtres d'Europe orientale, les Russes combattent de concert avec les Occidentaux – la nature et le degré de la concertation russo-occidentale dans cette guerre

sont pour l'heure impossibles à déterminer – tout en sauvant le régime baasiste d'une dislocation territoriale dont le scénario a pu être médité depuis longtemps, à titre théorique, par plusieurs voisins hostiles, comme la Turquie ou Israël. Il convient d'observer que les Russes, à l'instar de ce qu'ils ont fait en Ukraine, avancent un projet de « fédéralisation » de la Syrie (Sergueï Lavrov, « Istoritcheskaïa perspektiva vnechnei politiki Rossii », 2016, sur le site de la revue *Rossiia v globalnoi politike*, www.globalaffairs.ru).

Malgré la poursuite du conflit syrien, Vladimir Poutine fait passer à grand renfort de propagande le message d'une « mission accomplie ». Le 5 mai 2016, la vidéo-conférence du président de la Fédération de Russie était retransmise sur grand écran dans l'amphithéâtre de Palmyre, récemment reconquise, en prélude à un concert symphonique dirigé par le célèbre chef Valeri Guerguiev. Dans l'amphithéâtre antique où, quelques mois plus tôt, l'État islamique avait démonstrativement décapité l'ancien directeur des Antiquités, Khaled Al-Assad, les accents du discours de Vladimir Poutine avaient un objectif d'abord symbolique, placer la Russie au premier rang des puissances extérieures au Moyen-Orient combattant l'État islamique : « Grâce à la Russie, l'antique cité de Palmyre a donc été libérée du joug des barbares de l'organisation dite "État islamique". Un pas important dans la lutte générale contre l'État islamique a été accompli, à plus d'un titre » (discours de Vladimir Poutine à Palmyre, 5 mai

2016, www.youtube.com). Une déclaration que vient compléter celle du patriarche Cyrille, chef de l'Église orthodoxe russe, appelant à l'unité des forces dans la lutte contre le terrorisme, une lutte qu'il n'hésite pas à qualifier de « guerre sainte ».

Chapitre 5

Le cyberespace, nouveau lieu d'affirmation de la puissance russe

Kevin Limonier

Au cours de la dernière décennie, la Russie est devenue un acteur incontournable du cyberspace. Au milieu des années 2000, elle est en effet passée du stade de pays assez peu connecté à celui de puissance cybernétique majeure, dotée d'une solide économie numérique. La Russie s'est également engagée dans une stratégie d'investissement et de capitalisation du cyberspace, devenu à la fois territoire d'action diplomatique, caisse de résonance de ses stratégies d'influence et espace où se prolongent ses activités offensives.

Une forte présence russe dans le cyberspace

En 2000 seuls 2 % des Russes avaient accès à Internet (contre 14 % des Français); en 2016, 71 % y sont connectés. La Russie a développé au cours de la dernière décennie d'importantes capacités offensives dans le cyberspace. En 2007, des *hackers* proches du pouvoir provoquaient la première cyberattaque d'envergure contre les infrastructures d'un État tiers, l'Estonie. Cette offensive avait pour origine une polémique provoquée par la décision des pouvoirs publics estoniens de déplacer un monument de l'Armée Rouge du centre de la capitale, Tallinn, vers la banlieue. Ceci avait déclenché la première grande crise diplomatique de l'histoire imputable à une activité cybernétique. Depuis, les opérations offensives russes dans le cyberspace se sont multipliées, en lien avec

des conflits politico-militaires : pendant la guerre russo-géorgienne de 2008, après la révolution de Maïdan en Ukraine en 2014 et au moment de l'annexion de la Crimée. Alors qu'au printemps 2014 les troupes russes prenaient possession de la péninsule, à la suite du renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovitch, l'une des premières actions effectuées par les commandos fut de couper les câbles qui reliaient la Crimée au continent, provoquant un black-out numérique qui dura plusieurs jours.

Les offensives visant à porter atteinte à l'intégrité des réseaux informatiques ne sont pas les seuls marqueurs forts de l'activité russe dans ce domaine. À cet égard, le sommet de décembre 2012 organisé par l'Union internationale des télécoms à Dubaï a constitué un tournant. Lors de cette rencontre, la Russie a souhaité que l'Onu puisse jouer un rôle plus actif dans la régulation du Net. Soutenue par des pays tels que l'Iran ou l'Ouzbékistan, cette proposition avait suscité une réaction d'opposition des États-Unis et de leurs alliés pour lesquels toute réglementation, même encadrée par l'Onu, serait contraire à l'esprit du réseau, fondé sur l'idée d'une abolition des frontières voire, dans une certaine mesure, de toute autorité politique nationale. Les Américains avaient avancé qu'une telle réforme permettrait à certains États de censurer le Net, tandis que les Russes soulignaient que les grandes agences de régulation d'Internet – telle l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names

and Numbers, société de droit californien qui gère au niveau mondial les noms de domaine de premier niveau : .com, .fr, .ru... etc.) sont *de facto* soumises au droit américain et se trouvent « sous influence » des États-Unis.

Cette rivalité, qui opposa schématiquement souveraineté et liberté comme principes de la régulation, a de nouveau resurgi lors de l'affaire Edward Snowden. Cet ancien consultant de la National Security Agency (NSA), qui s'est illustré en tant que lanceur d'alerte en 2013, révélant toute l'étendue du vaste système d'écoutes mis en place par les États-Unis, a obtenu l'asile politique en Russie (Antoine Lefébure, *L'affaire Snowden : comment les États-Unis espionnent le monde*, 2014). L'octroi de ce statut par la Russie est venu à point nommé renforcer l'argumentation politique du gouvernement russe, qui multiplie les initiatives contre ce que plusieurs de ses responsables qualifient de véritable hégémonie occidentale sur Internet. D'ici la fin de l'année 2016, la Russie devrait se doter d'une doctrine de sécurité informatique qui mettra l'accent sur les « cybermenaces conventionnelles » (attaques informatiques, espionnage...), ainsi que sur le danger de la propagation d'idées séditeuses et inconvenantes provenant de l'extérieur, en particulier de l'Occident (Elena Tchernenko, « Zadatchi gossoudarstvennoï kibervajnosti », *Kommersant*, 9 octobre 2015).

La Russie s'est donc engagée, depuis une dizaine d'années, dans une stratégie d'investissement et de capitalisation du cyberspace, devenu une caisse de résonance de son action diplomatique et le prolongement de ses activités offensives.

Qu'est-ce que le cyberspace ?

Le mot « cyberspace » est apparu en 1984 sous la plume de l'auteur américain de science-fiction William Gibson. Dans son roman *Neuromancien*, le cyberspace est défini comme « une hallucination consensuelle vécue quotidiennement en toute légalité par des dizaines de millions d'opérateurs ». Bien vite, les stratèges et les militaires américains s'approprient ce terme pour désigner une nouvelle réalité stratégique, politique, économique et culturelle induite par la mise en réseau des machines dans un nombre grandissant de secteurs de l'activité humaine. Aussi regroupe-t-on sous ce générique des dimensions fort variées, allant de l'organisation physique des câbles qui relient les ordinateurs connectés du monde entier jusqu'aux protocoles utilisés par les machines pour communiquer entre elles.

Pour notre propos, le cyberspace désigne l'ensemble des réseaux numériques existants, Internet (le plus important) mais aussi tous ceux permettant d'échanger des données *via* des machines : réseaux bancaires, communications gouvernementales ou militaires, protocoles *peer to peer*, Deep Web... Le « web profond », non indexé par les moteurs de recherche, est constitué de données privées (courriers électroniques, fichiers...)

et de réseaux dits « sombres » (*dark*), espace de trafics mais aussi lieu de dissidence politique dans des pays où Internet est sévèrement contrôlé. L'architecture de ce réseau le rend particulièrement propice à la circulation de fichiers piratés. Toutes ces architectures étant potentiellement reliées entre elles, leur vulnérabilité en est accrue.

////////////////////////////////////

Des conceptions différentes de la sécurité du cyberspace

L'Otan et la plupart des armées euro-atlantiques considèrent que le cyberspace constitue une cinquième dimension stratégique – aux côtés de la terre, de l'air, de la mer et de l'espace extra-atmosphérique – et qu'il convient d'en assurer la sécurité grâce à des moyens politiques et militaires spécialement conçus.

Les conceptions occidentale et russe de sécurité du cyberspace diffèrent sensiblement. À Moscou, on préfère parler d'espace informationnel (Giles Keir, "Russia's Public Stance on Cyberspace Public Issues", in C. Czosseck, R. Ottis, K. Ziolkowski (eds.), *2012 4th International Conference on Cyber Conflict*, 2012). Cette divergence de terminologie n'est pas simplement rhétorique : elle marque des visions radicalement différentes du monde numérique. En effet, la notion d'espace informationnel (*informatsionnoe prostranstvo*) désigne une réalité bien plus vaste que celle de cyberspace : elle englobe les réseaux numériques,

mais aussi tous les supports et les moyens de diffusion de l'information (presse écrite, télévision, radio...). Contrairement à la position américaine, la pensée stratégique russe ne reconnaît pas l'existence propre d'un cyberspace distinct qui nécessiterait l'adoption de règles de gouvernance et la reconnaissance de modes d'action spécifiques. Dans son acception russe, le cyberspace n'est pas un champ d'action en soi, mais le prolongement des divers terrains d'action politiques, économiques ou militaires de l'État ; c'est une simple caisse de résonance. Dans ce contexte, les cyberattaques contre l'Estonie, la Géorgie puis l'Ukraine sont liées à une logique d'action qui dépasse les seuls réseaux informatiques. De même, pour la Russie, toute réforme de la gouvernance du Net ne peut être qu'un rouage au service d'une politique plus vaste : celle de l'affirmation de la souveraineté comme valeur cardinale de la vie internationale, mot d'ordre de la diplomatie russe depuis le début des années 2000 (voir chapitres 1 et 2).

Le Runet : l'exception numérique russe

Ce prolongement de la doctrine russe de politique étrangère se fonde également sur une spécificité postsoviétique quant à la structure du segment russophone de l'Internet, le Runet. Objectivement, le Runet est constitué de tous les sites Internet, serveurs et adresses électroniques qui emploient le russe comme langue véhiculaire. Aujourd'hui, le russe est la

deuxième langue la plus utilisée sur le réseau (6,4 % du trafic mondial en 2015, https://w3techs.com/technologies/overview/content_language/all) après l'anglais (53,2 %), à quasi-égalité avec le français. Mais notons qu'à la différence du Runet – le fait qu'un terme propre à l'Internet russophone existe est déjà en soi un marqueur fort – aucun terme spécifique ne désigne l'Internet francophone. Il existe à cela une raison d'ordre non linguistique et non politique : le Runet correspond également à une partie de l'Internet où se sont développés des pratiques et des modèles économiques alternatifs. Par exemple, alors que les utilisateurs francophones privilégient des outils américains très répandus tels que Facebook, Google, Youtube ou Amazon, les russophones leur préfèrent des plateformes équivalentes développées par et pour des Russes (Yandex, Vkontakte, Rutube, Ozon). Le Runet se distingue donc non seulement par la langue, mais aussi par un choix de services différents, de sorte que les entreprises occidentales ont toujours des difficultés à pénétrer ce marché.

Loin d'être de pâles copies de leurs concurrents de l'Ouest, les outils du Runet, qui exercent une très grande influence sur la pratique que les Russes et leur gouvernement font du réseau, doivent être vus comme le fruit de l'histoire singulière du développement du Net dans l'ex-URSS (voir encadré). Après 1991, pendant plus d'une décennie, la Russie continua en effet d'être victime de l'isolement que les autorités

soviétiques avaient entretenu. Certes, on tenta de résoudre le problème par la reconversion massive d'antennes satellites du complexe militaro-industriel soviétique en relais de connexion. Cependant, pour des raisons techniques, cela ne compensait que faiblement un besoin croissant en câbles internationaux de haute capacité. Ajoutons à ce manque chronique de connectivité, le climat d'incertitude politique et la crise économique qui, tout au long des années 1990, dissuadèrent les investisseurs étrangers de tenter l'aventure du marché russe.



Le développement d'internet en URSS

En 1991, l'URSS disposait sur son territoire de réseaux d'échange de données qui, à la différence du World Wide Web – qui s'était développé en Occident depuis la fin des années 1970 – n'étaient ni reliés entre eux, ni structurés par des protocoles standardisés. Chaque administration soviétique pouvait disposer d'un réseau autonome, la plupart du temps automatisé, qui avait ses propres infrastructures physiques (Yves Logé, *URSS : le défi technologique. La révolution inachevée*, 1991). Malgré cette atomisation résultant d'ailleurs paradoxalement d'une planification centralisée qui cloisonnait les différentes branches de l'économie, le premier fournisseur d'accès Internet soviétique vit le jour en 1989. À l'époque, une entreprise privée, Demos, utilisa le réseau téléphonique pour assurer la liaison entre ses quelques utilisateurs, pour la plupart des administrations ou des centres de recherche.

Si l'échange de données fonctionnait relativement bien à l'intérieur de l'URSS, la communication avec le monde extérieur était, quant à elle, très contrôlée. De plus, elle s'effectuait exclusivement par l'intermédiaire d'un câble. Baptisée non sans humour « Fenêtre sur l'Europe », en référence au surnom prétendument attribué à Saint-Petersbourg par le tsar Pierre le Grand (1672-1725), cette connexion reliait Leningrad et Helsinki, d'où le signal était redistribué dans le monde entier via le réseau EUnet (réseau de communication Internet pour la communauté des chercheurs scientifiques fondé à la fin des années 1980) (Sergueï Kouznetsov, *Ochtchoupyvaïa slona. Zametki po istorii rousskogo Interneta*, Moscou, 2004).

////////////////////////////////////

Or, c'est à cette époque que les pays occidentaux connaissent la « première révolution Internet ». Marquée par l'explosion du nombre d'internautes grâce à l'émergence de systèmes d'exploitation (Windows 95, puis Windows 98) et de services grand public, cette « révolution », qui débouche sur la fameuse explosion de la bulle Internet du début des années 2000, ne toucha presque pas la Russie. Néanmoins, le marché russe ne fut pas insensible aux évolutions techniques que cette dernière a induites. Les systèmes d'exploitation innovants se sont propagés en Russie, où le niveau moyen de connaissance en informatique était excellent et où des besoins ont très rapidement émergé.

De fait, le désintérêt des grands investisseurs étrangers pour la Russie ouvrit la voie à des entrepreneurs et

ingénieurs russes qui créèrent leurs propres solutions, souvent sur la base d'une expérience acquise au sein des laboratoires soviétiques. Ainsi, le moteur de recherche russe Yandex, aujourd'hui plus populaire que Google dans l'espace russophone, a été développé sous l'impulsion d'Arkadi Voloj, ingénieur ayant collaboré avec Demos à l'époque soviétique. Yandex a connu un succès rapide dans la mesure où, à la différence des grands moteurs de recherche globaux de l'époque (Yahoo, Lycos...), son algorithme de recherche incluait certaines spécificités liées à la langue russe, telles que les déclinaisons.

En 2005-2006, l'isolement numérique de la Russie a brusquement pris fin avec l'inauguration d'une importante dorsale en fibre optique (Trans-Europe-Asie, ou TEA), réseau longue distance à très haut débit, qui relie l'Europe à l'Asie en suivant un tracé similaire à celui du Transsibérien. Grâce à ce « transsibérien numérique », la Russie se retrouva donc subitement dans une position centrale qui lui garantit l'une des meilleures connectivités du monde. Or, à ce moment, elle disposait déjà d'un solide écosystème de services et d'innovation numériques. La concurrence occidentale ne put alors se déployer dans un pays qui utilisait déjà ses propres outils et continua à en développer de nouveaux, tel le réseau social Vkontakte.

Le numérique comme outil d'influence géopolitique

Aujourd'hui, la Russie est l'une des seules grandes puissances économiques mondiales à échapper à la mainmise du GAFA, acronyme par lequel la littérature anglo-saxonne désigne les plus grandes entreprises du secteur numérique : Google, Amazon, Facebook et Apple. La position russe en faveur d'une gouvernance du Net, qui ferait la part belle au contrôle souverain des États, se fonde largement sur cette situation particulière qui, d'ailleurs, la légitime.

Tout d'abord, cette dernière lui permet de promouvoir un discours d'affirmation de la souveraineté russe contre ce qui est perçu comme une hégémonie américaine sur Internet. Ainsi, les géants numériques que sont Yandex, Vkontakte ou Ozon peuvent se targuer d'une certaine indépendance vis-à-vis des systèmes d'écoutes américains. Par ailleurs, la Russie dispose de son propre programme d'écoutes, notamment *via* la technologie SORM (Système d'activité des enquêtes opérationnelles). Ce système de surveillance d'Internet capture le trafic numérique et téléphonique *via* des boîtiers le plus souvent installés directement sur les serveurs des fournisseurs d'accès Internet.

Cette « exception numérique » permet également d'appuyer un discours officiel d'affirmation de la Russie comme grande puissance technologique. En raison de la place des sciences et des techniques dans le dispositif idéologique et identitaire soviétique,

cette relative autonomie du Net russe et le succès de ses grandes compagnies numériques ont une forte charge symbolique. S'il ne peut pas être inscrit au chapitre du patrimoine soviétique, le numérique est néanmoins l'un des cinq secteurs, avec l'espace, le nucléaire, l'énergie et les biotechnologies, mis en avant par l'exécutif pour garantir la « souveraineté technologique » du pays tout en pérennisant, pour reprendre le vocabulaire officiel, l'« héritage intellectuel et scientifique de l'URSS ».

Avec une économie étroitement dépendante des exportations d'hydrocarbures, le principal objectif de cette politique de relance technologique est de créer de nouveaux vecteurs de croissance dite « durable », tout en présentant la Russie sous les traits d'un pays développé qui ne serait pas qu'un « vaste émirat pétrolier », pour reprendre l'expression de Guerman Gref, ancien ministre du Développement économique et du Commerce (2000-2007).

Au-delà de ses dimensions politiques et économiques, l'autonomie du Runet constitue également un levier d'ordre géopolitique. En effet, la mainmise des grandes plateformes numériques russes dépasse les frontières de la Fédération de Russie pour investir la quasi-totalité de l'ancienne URSS, à l'exception notable des pays baltes, de la Géorgie, et plus récemment, de l'Ukraine. Cette situation s'explique par la géographie des câbles : Moscou, Saint-Pétersbourg, Ekaterinbourg et Novossibirsk sont les points nodaux

d'une épine dorsale numérique qui traverse l'ancienne URSS de part en part. Elle se subdivise en branches qui alimentent en données numériques le Caucase et l'Asie centrale (Kevin Limonier, « La Russie dans le cyberspace : représentations et enjeux », *Hérodote*, n° 152-153, 2014). Les temps de latence (temps de réponse entre un serveur et un ordinateur) entre ces pays et les grands centres économiques russes sont ainsi réduits, ce qui signifie que l'information circule plus rapidement, avec des bandes passantes plus élevées. Le temps de latence étant à la géographie du cyberspace ce que l'échelle kilométrique est à la cartographie classique, cela signifie que les grandes villes du Caucase (à l'exception de Tbilissi, capitale de la Géorgie) et de l'Asie centrale sont plus proches de Moscou que de toute autre métropole occidentale. Les entreprises de ces régions et, dans une moindre mesure, celles d'Ukraine et de Biélorussie, ont donc tout intérêt à choisir des services numériques (hébergement de données, serveurs...) basés en Russie plutôt qu'en Europe, aux États-Unis ou en Chine, en raison d'un ratio coût-vitesse plus compétitif des solutions russes.

Moscou dispose ainsi d'une capacité d'écoute et de contrôle sur les espaces numériques de pays dont les services sont « branchés » sur le réseau russe. Plus qu'un simple segment linguistique de l'Internet mondial, le Runet peut être considéré comme le « levier

numérique » qui renforce encore l'influence culturelle et linguistique russe dans « l'étranger proche ».

Le *hacking* russe : une guerre irrégulière ?

À l'échelle de l'espace postsoviétique, la position numérique dominante de la Russie, tant au niveau des infrastructures qu'à celui des services, lui permet de jouer un rôle central. Il en est tout autrement lorsque l'on se place dans un contexte plus global, à l'échelle du monde. La stratégie russe dans le domaine des opérations cybernétiques offensives est remarquable parce qu'elle brise les codes de la guerre numérique développés par les stratégies occidentaux. L'Otan éprouve ainsi de grandes difficultés à anticiper l'action russe dans ce domaine (Kenneth Geers (ed.), *Cyber War in Perspective : Russian Aggression against Ukraine*, 2015).

La Russie use de ses atouts techniques pour mener une véritable « guérilla cybernétique » dirigée contre certains pays et organisations clairement désignés comme des adversaires, au premier rang desquels l'Otan et l'Ukraine. La cyberattaque contre l'Estonie en 2007 a ouvert une ère d'incertitude quant à la prévention des menaces pesant sur la sécurité des infrastructures gouvernementales. Si les dégâts provoqués par ce déni de service – ou *DDos*, consistant à saturer les serveurs de l'adversaire en multipliant le nombre de requêtes – contre un pays membre de l'Otan ayant fait du numérique le principal pilier de

son économie ont été réels, la culpabilité de la Russie n'a jamais pu être établie. L'attaque semble avoir été perpétrée par des *hackers* politisés, proches des Nachi – un mouvement de jeunesse patriotique de soutien au président Poutine – mais les ressources qu'elle nécessitait ne pouvaient guère provenir que d'une organisation disposant de moyens plus importants, voire d'un État.

La cyberattaque menée contre l'Estonie ne constitue pas un cas isolé. Dans le contexte du conflit ukrainien, les experts (occidentaux) en cybersécurité éprouvent la même difficulté à identifier les attaquants, même si ces derniers ont laissé des traces qui permettent de soupçonner leur origine russe, tout en étant insuffisantes pour pouvoir mettre en cause les services de l'État russe. Ainsi, le groupe The Dukes a commis de nombreux piratages contre des réseaux gouvernementaux ukrainiens. Ces *hackers* ne sont actifs qu'aux heures ouvrées du fuseau-horaire de Moscou, sauf les week-ends et jours fériés... De même, certains des *scripts* (langages de programmation) qu'ils utilisent pour conduire leurs attaques comportent des encryptages en cyrillique. Compte tenu du savoir-faire dont The Dukes font montre, il est légitime de penser que ces indices – élémentaires – sont la marque d'une signature (russe) qu'ils ont voulue parfaitement identifiable. Toutefois, cette incertitude qui plane sur leur identité – ou plutôt l'impossibilité de les identifier formellement – joue en faveur de la Russie qui mène,

dans le cyberspace aussi, une guerre irrégulière en faveur des intérêts gouvernementaux (voir chapitre 3).

Dans ces conditions, la question se pose de la structure de ces forces supplétives, de leur statut ainsi que de la nature de leur motivation. Pendant une longue période, la représentation du *hacker* dans les doctrines européenne et américaine de cybersécurité a été réduite à celle d'un individu ou d'un groupe se livrant à des activités criminelles : vols de données bancaires, chantages, *phishing* (ou hameçonnage : technique utilisée par des fraudeurs pour obtenir des renseignements personnels dans le but de perpétrer une usurpation d'identité)... L'hypothèse d'une attaque menée par un État, qui plus est contre un autre État, semblait aussi improbable qu'une intervention militaire classique, l'une comme l'autre relevant des mêmes logiques d'engagement direct et pouvant tomber sous le coup du chapitre VIII de la Charte des Nations unies relatif aux accords régionaux.

L'engagement de *hackers* dans une cause politique a marqué un véritable tournant. Les pirates se sont fait corsaires ou, plus exactement, « miliciens », pour reprendre la vieille définition russe de l'*opol'tchenie*. Ce terme, que l'on retrouve aussi bien dans le « Dit de la campagne d'Igor », poème épique du ^{xii}^e siècle, que dans l'hagiographie de la Seconde Guerre mondiale, désigne un mode de participation au combat des populations dicté par un engagement patriotique ou idéologique. On rencontre ce type de combattants

supplétifs et politiquement engagés dans de nombreuses zones de conflit de l'espace postsoviétique.

C'est bien à ce genre de combattants irréguliers que l'Estonie a été confrontée en 2007. On les retrouve ensuite sur le théâtre ukrainien, que ce soit sur le terrain ou dans le cyberspace. Ainsi, lors de la « révolution de Maïdan », des *cyberberkut* – par référence aux *Berkut*, forces anti-émeutes ukrainiennes dissoutes après le départ de Viktor Ianoukovitch – se sont constituées. Des groupes tels que The Dukes s'étaient d'ailleurs déjà créés lors de la seconde guerre de Tchétchénie (1999-2000).

Tromper l'humain plutôt que la machine

L'apparition de « milices » du cyberspace a plongé les ingénieurs occidentaux dans une profonde perplexité. Par exemple, fin 2015, un groupe de *hackers* russes sabotait le réseau électrique de la région d'Ivano-Frankivsk, dans l'ouest de l'Ukraine, cette panne affectant des millions d'Ukrainiens. Lors de cette opération, les pirates se seraient introduits dans le réseau informatique de la gestion d'électricité au moyen d'un « cheval de Troie », logiciel en apparence inoffensif mais contenant des parasites (virus, logiciel espion). Comme dans *L'Iliade*, le succès d'une opération menée grâce à un « cheval de Troie » repose sur la qualité du stratagème déployé par l'attaquant pour tromper l'ennemi et pénétrer le réseau cible sans éveiller de soupçons. Baptisé BlackEnergy, le logiciel malveillant

(*malware*) a été introduit dans le réseau grâce à un courriel censé provenir du Parlement ukrainien (la Rada). Ce message faisait état de la prétendue adoption par ce dernier d'une nouvelle grille tarifaire pour la vente d'électricité aux particuliers. Le signataire du courriel se faisait passer pour un responsable du service de la communication du Parlement et invitait son correspondant à ouvrir un fichier joint contenant les nouveaux tarifs. Un opérateur du réseau d'Ivano-Frankivsk effectua l'opération à partir d'un ordinateur connecté à la centrale électrique, libérant le *malware* (Robert Lipovsky, "BlackEnergy Trojan Strikes Again", 7 janvier 2016, <http://www.welivesecurity.com/>).

Dans le milieu des *hackers*, les Russes ont acquis la réputation de maîtriser un mode opératoire qui consiste à bien cibler la personne visée en recueillant au préalable des informations très précises et très détaillées sur elle. Ainsi, en 2015, un autre virus baptisé *Snake* avait envahi les réseaux informatiques de plusieurs ministères de la Défense des anciens pays d'Europe de l'Est après la réception par des responsables de courriels infectés les invitant à répondre à des interviews pour de grands médias. Le niveau de personnalisation des messages envoyés les rendait hautement crédibles : les pirates, qui se faisaient passer pour des journalistes, étaient allés jusqu'à citer des personnes bien précises, les recommandant personnellement auprès des cibles, et qui étaient parfaitement connues d'elles à titre individuel (Artturi Lehtiö,

“The Dukes : 7 years of Russian Cyber-Espionage”, 17 septembre 2015, <https://labsblog.f-secure.com>).

Qualifiée « d’ingénierie sociale » par les ingénieurs en cybersécurité, cette tactique a l’avantage de ne pas nécessiter de moyens technologiques trop importants. En revanche, elle suppose de bénéficier d’un soutien en termes de renseignement afin de bien calibrer les messages en fonction des cibles. En analysant le « cheval de Troie » qui a paralysé le réseau électrique de la région d’Ivano-Frankivsk, des experts en sécurité de la société texane *Isight Partners* ont constaté avec surprise que BlackEnergy reposait sur une architecture très élémentaire. En revanche, le degré de précision du renseignement, dont il a été fait usage conduit à penser que des services de renseignement de l’État étaient impliqués.

L’impact psychologique comme objectif premier

Les stratégies cybernétiques occidentaux ont longtemps considéré les cybermenaces d’un point de vue étroitement et exclusivement technique. Or, la stratégie russe – que l’on pourrait résumer par ce raccourci : tromper l’humain plutôt que la machine, en prenant de préférence pour cible des objectifs symboliques – oblige à reconsidérer ces actions dans le contexte des menaces au sens large. Si le piratage du réseau électrique d’Ivano-Frankivsk n’a duré que quelques heures, il fut le premier de ce type et ses

répercussions psychologiques et symboliques ont été d'autant plus importantes que le mode d'infiltration était déconcertant de simplicité.

Dans la guerre cybernétique qui ne fait que commencer, semble s'esquisser une stratégie russe qui privilégie le caractère spectaculaire des attaques – sans faire porter l'effort sur le niveau de destruction qu'elles produisent – et qui a pour objectif premier l'impact psychologique du coup porté sur les populations visées et la déstabilisation de leurs gouvernants. La guerre cybernétique est-elle analysée à Moscou comme la continuation de la guerre psychologique avec ses opérations de subversion et autres « mesures actives » sur le terrain numérique (Christopher Andrew, Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive : The KGB in Europe and the West*, 2000) ?

La Russie est également capable de déployer des armes cybernétiques bien plus lourdes, ce qu'elle a démontré lors de la guerre russo-géorgienne de l'été 2008 en organisant, un mois avant le déclenchement des opérations militaires sur le terrain, des cyberattaques contre des sites officiels géorgiens, et en particulier contre celui du président, Mikheïl Saakachvili. Toutefois, le recours à des interventions symboliques est une pratique de plus en plus courante, qui n'est pas sans rappeler l'action russe dans d'autres domaines stratégiques et militaires. Ainsi, lorsque l'aviation russe effectue des survols à la limite des espaces aériens britannique, français ou japonais, l'objectif

est à l'évidence d'entretenir dans les médias des pays visés la réalité d'une certaine menace, du moins d'une capacité de nuisance de la Russie – venant en appui de stratégies politiques et diplomatiques, même s'il s'agit aussi de mettre à l'épreuve les capacités de réaction de ces États. Il en va de même avec la plupart des opérations cybernétiques « symboliques » : si elles ne provoquent pas de dégâts durables, elles permettent de frapper les esprits et d'observer les stratégies de réaction et de redéploiement de l'adversaire.

*

* *

Devenue une puissance majeure du cyberspace, la Russie a opté pour une stratégie qui se distingue très nettement de celle des pays occidentaux. Qu'il s'agisse de gouvernance du Web, de protocoles d'écoute ou d'offensives cybernétiques, l'exécutif russe considère le cyberspace comme un nouveau terrain d'action, sur lequel on prolonge et on adapte certains modes d'action classiques de la politique internationale et du renseignement extérieur. En insistant sur le message politique de ses actions offensives, la Russie oblige les Occidentaux à considérer le cyberspace de manière plus politique : il devient un nouveau terrain de rivalité et de guerre, une guerre irrégulière mêlant des acteurs non étatiques, mais aussi des États et des supplétifs. Contrairement à la doctrine jusqu'ici établie par les stratèges occidentaux, cette guerre dans le cyberspace ne peut se borner à une

série d'opérations de police visant à enrayer une conflictualité de basse intensité engendrée par des groupes mafieux disposant de virus perfectionnés et qui, à ce titre, devrait être essentiellement combattue en améliorant constamment les moyens techniques. La Russie, par ses modes d'action dans cette nouvelle dimension de l'activité humaine, contribue à faire du cyberspace un véritable objet politique et géopolitique.

Chapitre 6

Un *soft power* d'État russe : la *miagkaïa sila*

Maxime Audinet

Amorcée sous le deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008) et la présidence de Dmitri Medvedev (2008-2012), l'appropriation du concept de soft power par les autorités, suivie de son officialisation tardive en 2013, a succédé à la création d'institutions, dès le milieu des années 2000, visant à diversifier et « adoucir » les canaux d'influence internationale de la Russie. Le soft power russe s'apparente à une politique d'influence d'État, protéiforme et multi-scalaire, inscrite dans une logique de riposte et de fidélisation. Quel est le cadre théorique de la miagkaïa sila et quels sont ses instruments ?

Développer l'influence internationale de la Russie

La politique d'influence de la Russie connaît vers le milieu des années 2000 un tournant décisif. Dans la foulée des « révolutions de couleur », en particulier après la « révolution orange » de 2004 en Ukraine (voir chapitre 3), le pouvoir prend conscience de la nécessité de reconsidérer la politique étrangère du pays. Deux visions antagonistes des événements émergent des discours politiques et médiatiques. Les partisans de ces révolutions les assimilent à des mouvements d'émancipation nationale et d'affranchissement de la tutelle post-impériale qu'exercerait la Russie. Moscou, de son côté, y voit une tentative de déstabilisation et d'ingérence de l'Occident dans sa zone d'influence

traditionnelle. Il considère la *NGO diplomacy* américaine – à savoir l'utilisation d'organisations non gouvernementales (ONG) et de fondations à des fins de politique étrangère – comme l'un des principaux moyens utilisés dans ce but par le département d'État et l'agence USAID (Agence des États-Unis pour le développement international). De même, quoique de manière moins forte, le *transformative power* de l'Union européenne (UE) – la capacité de l'Union à apparaître comme un puissant référentiel normatif de son voisinage est-européen – est également dénoncé par les autorités russes.

Dans ce contexte, l'idée s'impose alors, parmi les cercles dirigeants, de l'impérieuse nécessité, pour la Russie, de développer ses propres technologies politiques en matière d'influence internationale. Il s'agit ainsi, d'une part, de riposter contre les offensives de *soft power* des pays occidentaux dans l'espace postsoviétique; d'autre part, de mieux intégrer la Russie dans la globalisation en remodelant son image – considérée comme caricaturée et systématiquement biaisée – afin de conforter son influence dans « l'étranger proche » (États de l'ex-URSS) et « l'étranger lointain ». La priorité est donnée à la fidélisation des membres de la diaspora, les « compatriotes de l'étranger », estimés à trente millions d'individus. L'essentiel du dispositif du *soft power* russe – ou *miagkaïa sila*, littéralement force douce – est mis en place au cours du deuxième mandat de Vladimir Poutine (2004-2008) et au début

de la présidence de Dmitri Medvedev (2008-2012), à commencer par la création, en 2004, du Club Valdai, un forum international de discussion sur la place de la Russie dans le monde.

Deux caractéristiques doivent être soulignées d'emblée : premièrement, la *miagkaïa sila* s'apparente à un *soft power* d'État, dans la mesure où la grande majorité de ces instruments – culturels, humanitaires et communicationnels – dépendent directement ou indirectement de la puissance publique ; deuxièmement, les ressources que ses acteurs mobilisent sont projetées à l'international dans une dynamique concurrentielle à l'égard de l'Occident et dans une logique de ralliement des publics étrangers aux positions et aux valeurs défendues par l'État russe.

Du *soft power* à la *miagkaïa sila*

Le concept de *soft power* (voir encadré), initialement façonné pour perfectionner la politique étrangère américaine, est longtemps resté porteur, en Russie, d'une connotation négative. Dans son manifeste de campagne de février 2012, Vladimir Poutine dénonçait implicitement les « instruments illicites de *soft power* » des pays occidentaux, qui s'appuient sur l'ingérence et la manipulation de « pseudo-ONG » (« Rossiia i meniaïouchtchiisia mir », *Moskovskie Novosti*, 27 février 2012). Au mieux, l'interprétation ressortant des discours officiels apparaît comme sélective, insistant principalement sur la nécessité pour le

Qu'est-ce que le *soft power* ?

Développé en 1990, dans son ouvrage *Bound to Lead*, par Joseph Nye, théoricien américain des relations internationales, ancien sous-secrétaire d'État du président Jimmy Carter et ancien secrétaire adjoint à la Défense sous le mandat de Bill Clinton, le concept de *soft power* renvoie, dans son interprétation la plus récente, à « la capacité d'influencer autrui par des moyens incitatifs, par exemple en conditionnant son agenda, en le persuadant ou en suscitant chez lui une attraction positive afin d'obtenir les résultats escomptés » (Joseph S. Jr. Nye, *The Future of Power*, 2011). Il s'oppose en cela à des méthodes rétributives ou coercitives – sur le modèle de la carotte et du bâton –, schématiquement associées au *hard power*.

Le *soft power* repose selon Joseph Nye sur trois ressources principales : la culture, les valeurs politiques et la politique étrangère, qu'un pays exploite dans le but d'améliorer sa réputation et son image, de renforcer son attractivité ou son influence. Par métonymie, il désigne la combinaison de pratiques et d'outils qualifiés de *soft* en tant que leur mobilisation doit permettre la réalisation de ces objectifs de manière moins dommageable que par des moyens *hard*.

Le *soft power* se présente enfin comme un jeu à somme non nulle, qui garantit aux parties en présence un gain mutuel, et sera d'autant plus efficace qu'il sera produit par des acteurs non étatiques (ONG, société civile), au sein d'un cadre décisionnel horizontal.

corps diplomatique de mieux communiquer sur les succès matériels ou l'héritage civilisationnel de la Russie, de valoriser son potentiel « humanitaire » (en russe, *goumanitarnii* renvoie à la culture, la science et l'éducation).

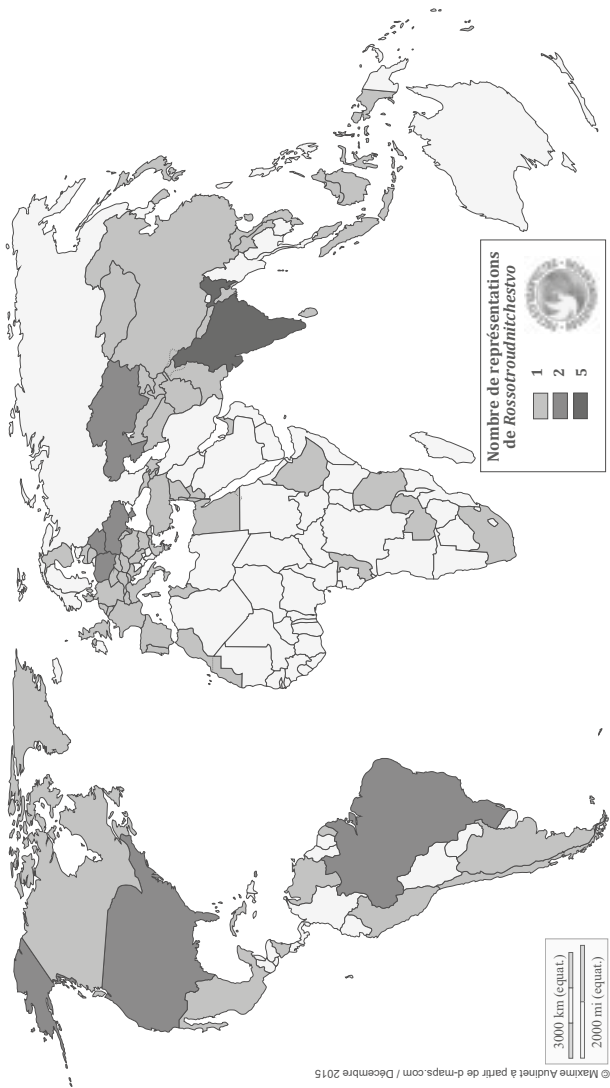
Du reste, la *miagkaïa sila* ne fait pas l'unanimité : plusieurs chercheurs continuent à proposer des traductions alternatives au concept du spécialiste américain des relations internationales, Joseph Nye, parmi lesquelles « pouvoir doux », ou « puissance ne reposant pas sur la force » (Pavel Parshin, "Two Understandings of Soft Power : Prerequisites, Correlates and Consequences", *Russian International Studies*, vol. 1, n° 1, 2016). Au concept de *soft power* est généralement préférée la notion de diplomatie publique (en russe, *obchtchestvennaïa diplomatiia*), qui désigne une forme de diplomatie indirecte court-circuitant les canaux traditionnels, afin de conditionner l'opinion publique d'un État étranger et de façon à avoir un impact détourné sur l'agenda politique de son gouvernement. Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie de 2008, document rassemblant les différentes orientations en matière de politique étrangère, dispose ainsi « qu'en matière de diplomatie publique, la Russie va chercher à donner une image objective d'elle-même dans le monde, à développer ses propres moyens d'influence informationnelle vis-à-vis de l'opinion internationale ».

Il faut attendre le 12 février 2013 pour que la notion de *miagkaïa sila* soit enfin institutionnalisée dans un nouveau Concept de politique étrangère. Le texte, rédigé par le ministère des Affaires étrangères (MID) et ratifié par le Kremlin, reconnaît que le *soft power*, est un outil « s'appuyant sur les capacités de la société civile, les méthodes et technologies de l'information et de la communication, les méthodes et technologies humanitaires, et d'autres méthodes et technologies alternatives à la diplomatie classique » et qu'elle « devient une partie intégrante de la politique internationale contemporaine » (paragraphe 20 du Concept de 2013). Un des objectifs principaux de la politique étrangère russe selon ce texte est « la diffusion de la langue russe et le renforcement de ses positions dans le monde, la promotion des succès culturels des peuples de la Russie, la consolidation de la diaspora russe à l'étranger » (paragraphe 4, point h, du Concept de 2013). Il est significatif que le terme d'attractivité (*privlekatelnost*), pourtant déterminant dans la théorie de Joseph Nye, n'apparaisse pas dans les textes officiels russes consacrés au *soft power*. Certes, la présidence de Dmitri Medvedev est marquée par une politique intense d'amélioration de la perception du pays à l'étranger, grâce au concours d'agences de relations publiques et du *nation branding* visant à forger l'image d'une Russie moderne et innovante. Mais l'objectif général assigné à la politique de puissance douce réside aujourd'hui plus

précisément dans le maintien et l'accentuation de l'influence de la Russie.

Les instruments institutionnels du *soft power* russe se subdivisent en trois catégories. Premièrement, ceux liés à la « coopération humanitaire » sont chargés de la promotion de la langue et de la culture russes, des échanges scientifiques, éducatifs et universitaires et du renforcement des liens avec la diaspora. Deuxièmement, plusieurs organisations à but non lucratif – fondations, *think tanks*, ONG – ont été mises en place pour défendre les positions de l'État russe à l'étranger ou soutenir la politique étrangère de la Russie et son intégration sur la scène internationale. Troisièmement, les technologies de communication, d'information et de propagande ont vocation à diffuser une image positive du pays, sa vision des événements internationaux et, plus généralement, un discours alternatif à celui véhiculé majoritairement dans le monde occidental. Les structures de ce secteur jouissent pour la plupart de subventions publiques importantes et sont devenues des instruments stratégiques dans la guerre de l'information à laquelle la Russie prend part depuis le conflit russo-géorgien de 2008, et à plus forte raison depuis le début de la crise ukrainienne en 2013.

Carte 1. – Présence de Rossotroudritchestvo dans le monde en 2015



La « coopération humanitaire » : de Rossotroudnitchestvo...

Lancée en octobre 2008, l'Agence fédérale chargée de la CEI – Communauté des États indépendants –, des compatriotes de l'étranger et de la coopération humanitaire internationale, Rossotroudnitchestvo, est le principal organisme public de coordination du *soft power* humanitaire russe. L'agence est l'héritière des deux organes d'État de la diplomatie culturelle soviétique : le VOKS (Société pour les relations culturelles avec l'étranger, 1925-1956) et le SSOD (Union des sociétés d'amitiés soviétiques, 1956-1992). Dépendant directement du MID, *Rossotroudnitchestvo* est financé par une subvention annuelle de l'État oscillant entre 2,2 et 2,6 milliards de roubles depuis 2013 (29 à 35 millions d'euros), qui représentent 3,3 % du budget total accordé à ce ministère pour ses activités de politique étrangère. Pour la période 2016-2020, le gouvernement a en outre mis en œuvre un programme de renforcement de la place de la langue russe dans le monde à hauteur de 7,6 milliards de roubles (100 millions d'euros), dont plus d'un quart est destiné à Rossotroudnitchestvo (Gossoudarstvennaïa programma Rossiïskoï Federatsii : Vnechnepolititicheskaïa deïatel'nost, décret du gouvernement de la Fédération de Russie n° 325-10, 2014. Kontseptsïia federalnoï tselevoï programmy « Rousskïi iazyk » na 2016-2020, décret du gouvernement de la Fédération de Russie n° 2647-p., 2014).

Rossotroudritchestvo s'appuie sur l'important réseau constitué par ses 58 centres russes pour la science et la culture (CRSC) et ses 27 représentations en ambassades pour réaliser sa tâche principale, celle de la diffusion de la culture, de la science et de la langue russe (carte 1). Présentes dans 74 pays, ces filiales organisent des manifestations diverses, en mobilisant essentiellement la « haute culture » russe et ses grands noms, les événements mémorables de l'histoire de la Russie et ses traditions et célébrations nationales. Les CRSC dispensent, en outre, des cours de langue à environ 20 000 personnes par an. Lancé en 2011, l'ambitieux programme Novoïe pokolenie (Nouvelle génération) organise de courts séjours en Russie pour un millier d'étrangers âgés de 25 à 35 ans, issus des sphères politique, scientifique, médiatique ou associative, afin de les présenter à leurs homologues russes et d'ainsi favoriser l'émergence de plateformes de coopération future. En lien avec le MID et le ministère du Développement économique, Rossotroudritchestvo est également en charge de la gestion des programmes russes de soutien au développement international, majoritairement destinés aux États post-soviétiques voisins de la Russie et membres de la CEI.

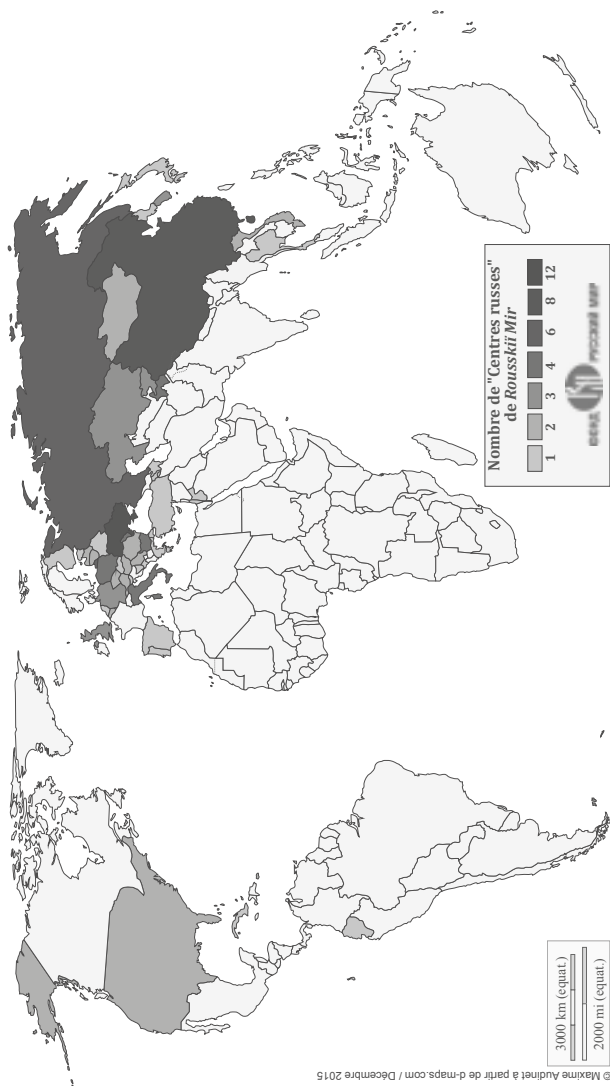
Enfin, la coopération humanitaire promue par l'agence consiste également en l'assistance apportée aux compatriotes résidant à l'étranger : soutien aux écoles russes dans le monde ; par des avantages donnés aux jeunes Russes résidant à l'étranger et désirant faire leurs études en Russie ; organisation d'événements culturels

et sportifs spécifiquement destinés à la diaspora. Il s'agit là de resserrer les liens avec la « patrie historique » des émigrés russes ou des anciens citoyens soviétiques résidant hors de la république de Russie (RSFSR) en 1991, et d'en faire les principaux médiateurs de la diplomatie publique russe à l'étranger. Les multiples démonstrations de rapprochement entre Rossotroudnitchestvo et le patriarcat de Moscou témoignent de cette volonté de fidéliser « l'étranger russe » (*Rousskoïe zaroubejie*), cette fois-ci par le biais de l'orthodoxie. Réaffirmée par Lioubov Glebova, nouvelle directrice de l'agence depuis mars 2015, la politique des compatriotes constitue aux yeux de la Russie un enjeu crucial de sa politique étrangère dans un contexte de crise au sein de l'espace postsoviétique et de défiance à son égard, ravivée avec le mouvement Euromaïdan en Ukraine à partir de la fin de l'année 2013.

...à Rousskii Mir

Mise en place conjointement par le ministère de l'Éducation et le MID en 2007 et enregistrée comme organisation à but non lucratif, la fondation Rousskii Mir (Monde russe) dispose d'une subvention publique annuelle de 500 millions de roubles (6,7 millions d'euros) mais tire l'essentiel de ses revenus de donations privées. Elle est administrée par un tandem politico-académique nommé par le Kremlin : Viatcheslav Nikonov, député de Russie unie, rompu à l'arène parlementaire et doyen de la faculté d'administration

Carte 2. – Présence de la fondation Rousskii Mir dans le monde en 2015



publique de l'Université d'État de Moscou, préside le conseil d'administration ; Lioudmila Verbitskaïa, ancienne rectrice de l'Université d'État de Saint-Pétersbourg et de l'Académie russe de l'enseignement, est à la tête du conseil de surveillance.

La fondation se donne pour mission sinon de rehausser, du moins de stabiliser la place de la langue russe dans le monde, par le biais de 106 centres russes présents dans 45 pays et majoritairement implantés sur des campus universitaires, à l'image des Instituts Confucius chinois (carte 2), mais aussi de 140 antennes (*kabinety*) du Monde russe hébergées par des associations, des écoles ou des bibliothèques.

Ses activités sont multiples, allant de l'organisation de cours de langue à la fourniture de matériel pédagogique en passant par la mise à disposition d'ouvrages littéraires, scientifiques ou politiques, et rencontrent des succès très inégaux selon les centres. Rousskiï Mir dit agir au nom de « l'idéologie du monde russe », définie comme un projet global prompt à façonner une nouvelle identité pour la Russie et à faciliter sa coopération avec le reste du monde. Conçue comme une entité civilisationnelle, la fondation Monde russe inclut non seulement les citoyens de la Fédération et les membres de la diaspora, mais aussi tous ceux qui s'intéressent intimement à la Russie. La fondation est enfin une « organisation parapluie », qui octroie des subventions à un important réseau d'ONG engagées dans son projet, devenu un répertoire central de

la politique de *soft power* menée par la Russie. Le concept lui permet en effet de justifier son droit de regard sur l'évolution de ses voisins, de la relier aux compatriotes et de ranimer son rôle de puissance civilisationnelle et messianique (Marlène Laruelle, "The 'Russian World': Russia's Soft Power and Geopolitical Imagination", sur le site de Center on Global Interests, 2015, <http://globalinterests.org>).

Les organisations paragouvernementales de diplomatie publique et de lobbying

Créée en 2010, la fondation Gortchakov, dont le budget est essentiellement alimenté par des dons privés, est la seule organisation entièrement dédiée au développement de la diplomatie publique russe. Elle tire son nom du ministre libéral des Affaires étrangères d'Alexandre II, considéré comme l'un des diplomates européens les plus influents de la deuxième moitié du XIX^e siècle. La fondation a vocation à apporter un soutien financier, logistique et technique aux ONG et médias russes de l'étranger qui cherchent à créer un climat politique et économique favorable à la Russie. Bien qu'étant non gouvernementale, la fondation dit agir « aux côtés de l'État » pour défendre les intérêts de la Russie.

Établi par un décret du président Dmitri Medvedev pris le 2 février 2010, le Conseil russe pour les affaires internationales (à ne pas confondre avec le Conseil pour la politique étrangère et de défense – SVOP –, organisme para-étatique d'expertise) est un *think*

tank dont le but premier est de favoriser l'ancrage de la Russie dans la mondialisation et d'encourager la participation de ses experts à la communauté scientifique internationale.

Il est nécessaire de souligner la très forte présence des élites issues des cercles diplomatiques et de la haute fonction publique au sein des conseils de surveillance (directoires) de ces organisations (voir tableau). Considérées comme non gouvernementales, ces agences sont en réalité étroitement liées à l'administration.

Enfin, de nombreuses structures plus restreintes, à la croisée de la diplomatie publique et du lobbying, ont été créées avec l'aval du gouvernement pour diffuser auprès des publics européens les positions politiques devenues majoritaires parmi les élites russes (conservatisme, souverainisme, multipolarité). Installé à Paris et dirigé par Natalia Narotchnitskaïa, figure centrale du national-patriotisme russe, l'Institut de la démocratie et de la coopération organise, depuis 2007, des conférences aux thématiques diverses – géopolitiques, historiques, économiques – mais d'orientation nettement anti-libérale et souverainiste. On peut citer également le centre d'analyse Rethinking Russia, créé en juin 2015 et présent à Moscou et à Bruxelles, qui s'adresse aux « sympathisants de la Russie et aux observateurs objectifs ». Il entend créer une communauté de spécialistes russo-occidentale et fournir une expertise sur la Russie dégagée de l'approche actuellement dominante dans la capitale européenne.

Présence de hauts fonctionnaires au sein des conseils de surveillance des organisations paraguayennes				
Conseils de surveillance Personnalités et fonction(s)	Fondation Rousskii Mir	Fondation Gortchakov	Conseil russe pour les aff. int.	
S. Lavrov (ministre des Affaires étrangères)	✓	✓	✓	
I. Ivanov (ex-ministre des Affaires étrangères, président du Conseil russe pour les affaires internationales)		✓		
L. Dratchevskii (président de la Fondation Gortchakov)			✓	
K. Kossatchev (ex-président de Rossotroudnitchestvo, président de la Commission pour les AE au Conseil de la Fédération)	✓	✓	✓	
A. Foursenko (conseiller de V. Poutine pour l'éducation)	✓		✓	
N. Narotchnitskaia (ex-députée du parti Rodina, présidente de l'Institut pour la démocratie et la coopération)	✓			

Conseils de surveillance Personnalités et fonction(s)	Fondation Rousskii Mir	Fondation Gortchakov	Conseil russe pour les aff. int.
A. Torkounov (recteur du MGIMO*)		✓	✓
V. Yakoumine (homme d'affaires, ex-président de la RJD*)	✓	✓	✓
A. Dzasokhov (ex-président de la république d'Ossétie)	✓		✓
S. Prikhodko (vice-président du gouvernement russe)		✓	✓
V. Medinskii (ministre de la Culture)	✓		
D. Livanov (ministre de l'Éducation et de la Science)	✓		
G. Gref (ex-ministre de l'Économie, président de Sberbank)			✓
O. Dobrodeev (directeur du groupe médiatique public VGTRK*)	✓		

* MGIMO : Institut d'État des relations internationales de Moscou. RJD : Compagnie des chemins de fer russes. VGTRK : Compagnie d'État par russe de télévision et de radiodiffusion.

Les agences d'information, les médias et canaux de propagande

Lancé en décembre 2005 à l'initiative de l'ancien ministre de la Communication Mikhaïl Lessine, le groupe public RT – qui, jusqu'en 2009, s'appelait Russia Today – s'est imposé depuis la guerre russo-géorgienne de 2008 comme le principal instrument de la puissance de frappe médiatique de la Russie à l'international. C'est également l'un des médias les plus subventionnés par l'État, avec un budget de 19 milliards de roubles en 2016 (250 millions d'euros), qui représente un quart des fonds alloués aux médias publics (Ekaterina Bryzgalova, « Telekanal RT i agentstvo TASS poloutchat menche deneg iz bioudjeta tchem v prochlom godou », *Vedomosti*, 8 octobre 2015, www.vedomosti.ru).

RT est dirigé par Margarita Simonian, âgée de 25 ans lors de sa nomination en 2005 et ancienne journaliste accréditée par la chaîne publique Rossiïa 1 auprès du « pool » du Kremlin. Le conglomerat RT se divise en plusieurs branches multilingues et dispose d'une vingtaine de bureaux dans le monde. Il détient trois chaînes de télévision internationales, dont les sièges sont à Moscou : RT International, la chaîne pionnière anglophone ; RT Arabic, concurrente des chaînes qatari Al Jazeera et américaine Al Hurrah dans le monde arabe ; et RT en Español, très active en Amérique latine. Ses deux chaînes locales, RT America et RT UK, émettent de Washington et de Londres depuis 2010 et

2014. Les plateformes numériques RT Deutsch – dont les bureaux sont à Berlin – et RT France – à Paris et Moscou – ont été créées en 2014. Installée dans la capitale allemande et spécialisée dans la couverture de conflits et de mouvements sociaux, son agence de vidéos à la demande, Ruptly, fournit du matériel audiovisuel à plus de 600 organismes médiatiques dans 45 pays.

RT se présente généralement comme un média international alternatif aux supports de communication existants dans les États où il est implanté et entend, plus précisément, « briser le monopole des médias anglo-saxons dans le flux mondial de l'information », pour reprendre les propos de Vladimir Poutine (interview à la chaîne RT en juin 2013, www.kremlin.ru). Loin de revendiquer une couverture objective des événements – selon elle illusoire –, la rédaction tente davantage de s'imposer sur le marché de l'information en assumant un positionnement engagé et relativiste, à l'image de sa devise : « *Question more* ». Ses différentes chaînes mettent en cause systématiquement la politique étrangère des pays occidentaux et leur engagement atlantiste, mais cherchent également à développer une critique de leurs politiques intérieures. La chaîne s'appuie, là encore, sur un corpus de valeurs compatibles avec les intérêts de Moscou. Elle valorise les courants souverainistes et eurosceptiques en Europe et offre une couverture médiatique favorable aux candidats « hors système » aux États-Unis (Donald

Trump et Bernie Sanders). Elle communique sur les liens unissant la Russie aux autres pays membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Elle offre une tribune à des personnalités « dissidentes », anti-libérales et/ou anti-atlantistes en Occident, du cybermilitant Julian Assange à l'économiste Jacques Sapir en passant par le président vénézuélien Nicolas Maduro ou le président syrien Bachar el-Assad.

Dans le cadre de la couverture d'événements de première importance pour les intérêts stratégiques russes, tels que les crises ukrainienne et syrienne, RT se transforme en une véritable arme de propagande dans la guerre de l'information que se livrent la Russie, l'Union européenne et les États-Unis. Elle s'ajoute en cela aux nombreux médias russophones présents dans la Communauté des États indépendants – en premier lieu la chaîne publique Pervyi Kanal – qui véhiculent le récit officiel pour mieux conditionner l'opinion vis-à-vis de la Russie (Joanna Szostek, "Russia and the News Media in Ukraine: A Case of 'Soft power'?", *East European Politics and Societies*, vol. 28, n° 3, 2014). RT s'efforce toutefois de contrer les accusations de « mégaphone de propagande » du Kremlin dont il fait l'objet, pour citer le secrétaire d'État américain John Kerry : d'une part, par un travail réflexif, en déconstruisant les articles à charge parus à son sujet ; d'autre part, en engageant des journalistes locaux parfois célèbres, sans lien direct

avec la Russie, comme Larry King, Abby Martin ou Ed Schultz chez RT America.

L'agence Rossiïa Segodnia et son service international radiophonique et numérique Sputnik constituent le deuxième pan de l'offensive informationnelle internationale lancée par l'État russe, dont ils ont reçu 6,7 milliards de roubles en 2016 (90 millions d'euros). Ils sont issus d'une fusion, organisée en 2013, de la radio La Voix de la Russie et de l'agence de presse RIA Novosti, dictée par des raisons d'optimisation budgétaire. Héritier des bureaux et des 2 300 employés des deux organisations, mais suivant davantage la ligne « dure » de La Voix de la Russie, Sputnik est entièrement orienté vers un public étranger et présent dans une trentaine de pays. Rossiïa Segodnia est dirigée par le journaliste et polémiste Dmitri Kisselev, dont la nomination inopinée a été soutenue par Sergueï Ivanov, chef de l'administration présidentielle. Margarita Simonian en est également la rédactrice en chef, bien que son influence y soit moins importante que chez RT.

Comme en témoigne sa devise, « *Tell the untold* », l'agence Sputnik s'inscrit également dans une logique alternative. Son site indique vouloir montrer « la voie d'un monde multipolaire qui respecte les intérêts nationaux, la culture, l'histoire et les traditions de chaque pays », reprenant en cela le leitmotiv central de la politique étrangère russe qu'est

la promotion d'une architecture polycentrique des relations internationales.

Parrainé et financé par le quotidien gouvernemental *Rossiiskaïa Gazeta* depuis 2007, le mensuel *Russia Beyond the Headlines* (RBTH) se présente, quant à lui, comme une ressource numérique et un supplément papier distribué à 37 organismes de presse étrangers, parmi lesquels *The Washington Post*, *The New York Times*, *The Daily Telegraph*, *Le Figaro*, *El País* ou *La Repubblica*. Contrairement à RT et Sputnik, RBTH se focalise exclusivement sur l'image de la Russie à l'étranger et se place dans une perspective de diplomatie publique plutôt que dans une confrontation informationnelle. Il s'agit de traduire en dix-sept langues des articles de qualité issus de la presse russe pour mieux faire connaître – sous un angle positif – la culture, la société, la vie politique et le contexte économique en Russie. Branche de RBTH, le projet Russia Direct suit la même logique, avec des articles rédigés par des experts russes et polarisés sur les relations russo-américaines.

Sanctuariser l'influence mondiale de la Russie

Par la nature de son dispositif, l'orientation de ses discours et la place qu'y occupent les élites politiques et administratives, la *miagkaïa sila* constitue le versant « doux » de la politique d'affirmation de puissance (*derjavnost'*) de l'État russe. Elle repose, conformément aux théories de Joseph Nye et souvent en miroir des

modèles occidentaux (Marcel H. Van Herpen, *Putin's Propaganda Machine: Soft Power and Russian Foreign Policy*, 2015), sur un ensemble structuré d'organisations et de ressources : héritage culturel, potentiel scientifique, propre répertoire de valeurs, objectifs de politique étrangère prédéfinis, etc.

Néanmoins, la politique de *soft power* russe s'attache davantage, *a fortiori* depuis le début du troisième mandat de Vladimir Poutine, à sanctuariser l'influence régionale et mondiale de la Russie qu'à optimiser son potentiel d'attraction. Elle suit pour cela une double dynamique de riposte et de fidélisation, ajustée à sa stratégie de ciblage régionale, continentale et globale. L'avenir dira si ces instruments forgés à l'heure de la nouvelle guerre froide sauront s'adapter au vraisemblable « dégel » des relations entre la Russie et l'Occident.

Conclusion

*« Si l'Union soviétique venait à être engloutie demain dans les profondeurs des océans, le complexe militaro-industriel américain resterait en place, inchangé en substance, jusqu'à ce qu'un autre adversaire puisse être inventé. Aucune autre solution ne serait acceptable pour l'économie américaine », (phrase prononcée en 1987 par George F. Kennan, citée dans son ouvrage *A Century's Ending: Reflections 1982-1995*, 1996, p. 118, traduction de l'auteur).*

Selon la célèbre phrase prêtée au prince de Talleyrand, « tout ce qui est excessif est insignifiant ». Or, la nouvelle guerre froide, par les excès verbaux auxquels elle donne lieu, relève davantage du domaine de la rhétorique que d'une véritable confrontation militaire et politique. Les discours et les symboles, par les perceptions qu'ils engendrent dans les guerres de l'information, sont désormais aussi déterminants que les réalités objectives. Depuis 2008 (sommet de l'Otan à Bucarest, guerre russo-géorgienne), le ton ne cesse de monter entre l'Occident et la Russie. À partir de 2014 (annexion de la Crimée par la Russie, guerre en Ukraine orientale), la « menace russe » est évoquée comme une évidence par les responsables politiques et militaires de l'Alliance atlantique.

À la veille du sommet de l'Otan qui s'est réuni à Varsovie les 8 et 9 juillet 2016, le propos s'amplifie encore. Le 20 juin 2016, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, affirme que, si « la guerre froide

appartient à l'histoire, [...] une défense forte, une dissuasion forte et une cohésion forte [de l'Alliance atlantique] sont la meilleure façon de prévenir un conflit » face à une Russie qui a prouvé qu'elle était une menace pour l'Europe, après avoir « illégalement annexé la Crimée et déstabilisé l'Ukraine par la force militaire » (*Süddeutsche Zeitung*, 20 juin 2016, dans la traduction de l'auteur). Quelques heures avant la publication de cet entretien, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Russie, Maria Zakharova, invitait les Occidentaux à « appeler les choses par leurs noms », suggérant qu'ils avaient « inventé eux-mêmes [cette] menace russe afin de justifier le renforcement de leurs capacités militaires aux frontières mêmes de la Russie » (*Izvestia*, 20 juin 2016, traduction de l'auteur). « Menace russe » contre ses voisins (baltes et est-européens) *versus* « encerclement » de la Russie par l'Occident et mise à l'écart du concert européen : tels sont les deux grands récits – l'un occidental, et l'autre russe – qui s'affrontent par communiqués, discours politiques et médias interposés.

À quoi sert cette nouvelle guerre froide, qui est donc d'abord et avant tout une guerre des mots et des images ? En dépit des discours de propagande et des « coups » politico-médiatiques liés aux échéances électorales à venir (élection présidentielle de novembre 2016 aux États-Unis, en tout premier lieu), il relève existe un consensus occidental implicite selon lequel,

d'une part, la « menace russe » n'existe guère, sinon dans les zones de conflit (ouvert, gelé ou de basse intensité) situées dans le voisinage proche de la Russie et que, d'autre part, l'annexion de la Crimée – contraire au droit international – ne porte préjudice à aucun intérêt majeur des puissances euro-atlantiques et ne constitue pas un *modus operandi* que Moscou s'apprête à réitérer. Pourtant, c'est bien contre cette « menace russe » que l'Otan se prépare. En juin 2016, l'opération Anakonda (AN16) au cours de laquelle « 31 000 hommes issus de 24 pays de l'Otan [ont mené] sous commandement américain des exercices coordonnés sur le territoire de la Pologne » (<http://www.eur.army.mil/anakonda/>) – les plus grandes manœuvres militaires conjointes depuis la fin de la guerre froide – démontrent que l'Alliance ne s'en tient pas au discours et que les États-Unis ont décidé de renforcer de manière démonstrative les moyens de l'Otan à l'Est, dans les pays de la « nouvelle Europe » chère à l'ancien président George W. Bush.

Faut-il reconnaître à George F. Kennan, le diplomate américain auteur de la doctrine de l'endiguement (1946), des qualités exceptionnelles d'anticipation politique ? Quatre ans avant la dislocation de l'URSS, il affirmait que la guerre froide ne pouvait guère cesser, car elle était devenue indispensable au maintien du complexe militaro-industriel américain – voire à l'économie américaine ? (cf. citation en exergue). En 2016, un groupe de *hackers* dévoilait la correspondance

électronique du général américain Philip Breedlove, commandant-en-chef des forces armées de l'Otan en Europe (mai 2013-mai 2016), révélant que ce dernier aurait désinformé le président Obama et son administration sur la situation militaire en Ukraine orientale afin de pousser l'exécutif américain à une escalade avec la Russie (<http://theintercept.com/2016/07/01/nato-general-emails/>). Si ces informations étaient confirmées, elles témoigneraient de la prégnance de la nostalgie de l'ennemi soviétique dans certains cercles militaro-stratégiques et militaro-intellectuels américains et occidentaux.

En Russie, l'heure est à la « guerre hybride », une combinaison de *hard power* et de *soft power*, pour répliquer à ce qui est perçu comme une offensive occidentale. Nombreux sont ceux qui, dans l'opinion publique, continuent de raisonner en termes de guerre froide et de voir la « main de Washington » derrière chaque mouvement de protestation surgissant en Russie ou dans les anciennes républiques soviétiques. Périodiquement, la Russie, elle aussi, « rejoue sa guerre froide » en violant l'espace aérien ou maritime des États membres de l'Otan ou de leurs proches alliés. Nombreux aussi sont les analystes qui pourraient souscrire aux propos d'Alexandre Loukine décrivant le monde occidental comme une nouvelle « idéocratie » de type soviétique, où les dirigeants sont prisonniers d'une idéologie qu'ils érigent en norme universelle. « La guerre froide est finie et dans la nouvelle guerre

froide, l'Ouest est passé à l'Est », écrit-il, ajoutant que, dans ce nouveau schéma, « l'Occident se retrouve, sans l'avoir compris, opposé au reste du monde » (« Novaïa mejdounarodnaïa ideokratiïa i Rossiïa », *Sravnitelnaïa politika*, n° 7, 2016).

En faisant de la Russie son principal ennemi – le djihadisme est à peine mentionné dans le communiqué final du sommet de Varsovie de juillet 2016 –, en s'obstinant à conserver une vision de l'Europe calquée sur celle de la guerre froide, l'Otan ne reconstruit-elle pas une sorte de « ligne Maginot » ? En 2014, le vice-président américain soulignait, dans un discours aux accents évoquant le « bon vieux temps » de la guerre froide, que les partenaires européens de l'Organisation devaient sans cesse « être rappelés [par Washington] à leurs obligations transatlantiques », au sein de l'Alliance atlantique comme à propos de la conclusion du traité de libre-échange transatlantique (TTIP) ou, encore l'imposition de sanctions économiques à la Russie (discours de Joe Biden, Kennedy School of Government, université de Harvard, 3 octobre 2014, <http://www.whitehouse.gov>).

Bien des stratégies occidentales le déplorent et invitent les dirigeants – en premier lieu américains – à réajuster leur vision du monde à la réalité des rapports de force. Zbigniew Brzezinski appelait récemment les États-Unis à redéfinir de fond en comble leur leadership global. Selon lui, la Russie traverse la « phase ultime de la décolonisation de son Empire » et devient « pour la

première fois de son histoire [...] un État-nation » (“Toward a Global Realignment”, *The American Interest*, n° 6, 2016). L’ancien conseiller à la sécurité nationale du président Carter développe désormais des idées très éloignées de celles qu’il émettait dans les années 1990, lorsqu’il qualifiait la Russie de « trou noir géopolitique ». Il invite aujourd’hui les États-Unis à soutenir la Russie dans sa transformation historique et à l’intégrer dans un partenariat tripartite avec la Chine (*ibid.*).

Comment la Russie va-t-elle s’adapter à ces évolutions ? S’enfermera-t-elle dans une forteresse assiégée ? Construira-t-elle un nouveau bloc autour de l’Union eurasiatique, voire en renforçant son alliance avec la Chine dans le cadre de l’Organisation de Shanghai ? Poursuivra-t-elle patiemment, en dépit des obstacles euro-atlantiques, un partenariat avec l’Europe en combinant diplomatie, partenariat stratégique (notamment énergétique) et poursuite de son soutien aux guerres irrégulières dans son proche voisinage, ne serait-ce que pour démontrer toute la vigueur de sa capacité de nuisance ?

À quelques mois de l’élection de novembre 2016 qui portera un nouveau président à la Maison-Blanche, Moscou et le reste du monde sont suspendus au résultat qui sortira des urnes, ce qui illustre la réalité du leadership global des États-Unis, au mouvement duquel s’ajusteront les autres grandes puissances, parmi lesquelles la Russie.

Bibliographie et sitothèque

- **Christopher Coker,**
Future War, Polity Press, 2015.
- **Pierre Conesa,**
La fabrication de l'ennemi ou Comment tuer avec sa conscience pour soi, Robert Laffont, 2011.
- **Alexandre V. Loukine,**
« Novaïa mejdounarodnaïa ideokratiïa i Rossiïa », *Sravnitelnaïa politika*, n° 7, 2016, p. 41-57.
- **Fiodor A. Loukianov,**
Rossiïa v globalnoi politike : novye pravila, igry bez pravil, Eksmo, 2015.
- **Jean Radvanyi et Marlène Laruelle,**
La Russie. Entre peurs et défis, Armand Colin, 2016.
- **Jean-Robert Raviot,**
Démocratie à la russe. Pouvoir et contre-pouvoir en Russie, Ellipses, 2008.
« Moscou et la question démocratique : mythes et réalités de la "nouvelle guerre froide" », *Hérodote*, n° 6, 2008, p. 193-209.
- **Bettina Renz,**
"Russian and 'hybrid warfare'", *Contemporary Politics*, n° 7, 2016, p. 283-300.
- **Richard Sakwa,**
Frontline Ukraine: Crisis in the Borderlands, I. B. Tauris, 2015.
- **Angela E. Stent,**
The Limits of Partnership: US-Russian Relations in the Twenty-First Century, Princeton University Press, 2014.
- **Michael Swanson,**
The War State: The Cold War Origins of the Military-Industrial Complex and the Power Elite, 1945-1963, Independent Publishing Platform, 2013.

► **Dmitri V. Trenin,**

The End of Eurasia: Russia on the Border between Geopolitics and Globalization, Carnegie Endowment for International Peace, 2002.

Post-Imperium: A Eurasian story, Carnegie Endowment for International Peace, 2012.

► **Andrei A. Tsygankov,**

Russophobia: Anti-Russian Lobby and American Foreign Policy, Palgrave Macmillan, 2009.

"Globalization: A Russian Perspective", in Arlene B. Tickner, David L. Blaney (eds), *Thinking International Relations Differently*, Routledge, 2012.

► **Vladislav M. Zubok,**

A Failed Empire: The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev, University of North Carolina Press, 2003.

► **Center for Security Studies**

Site de l'ETH (École polytechnique fédérale) de Zürich
<http://www.css.ethz.ch/en/>

► **Eurasian Geopolitics**

Cartes géopolitiques de l'Europe et de l'Eurasie par Edward W. Walker, UC Berkeley.

<https://eurasiangeopolitics.com/geopolitical-maps>

► **Russia Beyond the Headlines**

<http://rbth.com>

► **Russia in global affairs (site russe en anglais)**

<http://eng.globalaffairs.ru/>

► **Strategic Culture Foundation (Moscou)**

<http://www.strategic-culture.org/>

Collection Doc' en poche

SÉRIE « ENTREZ DANS L'ACTU »

1. Parlons nucléaire en 30 questions (2^e édition septembre 2015)
de Paul Reuss

2. Parlons impôts en 30 questions (2^e édition mars 2013)
de Jean-Marie Monnier

3. Parlons immigration en 30 questions (2^e édition mars 2016)
de François Héran

4. France 2012, les données clés du débat présidentiel
des rédacteurs de la Documentation française

5. Le président de la République en 30 questions
d'Isabelle Flahault et Philippe Tronquoy

6. Parlons sécurité en 30 questions
d'Éric Heilmann

7. Parlons mondialisation en 30 questions
d'Eddy Fougier

8. Parlons école en 30 questions
de Georges Felouzis

9. L'Assemblée nationale en 30 questions
de Bernard Accoyer

10. Parlons Europe en 30 questions (2^e édition octobre 2014)
de David Siritzky

13. Parlons dette en 30 questions
de Jean-Marie Monnier

14. Parlons jeunesse en 30 questions
d'Olivier Galland

21. Parlons justice en 30 questions
d'Agnès Martinet et Romain Victor

22. France 2014, les données clés
des rédacteurs de la Documentation française

25. Parlons gaz de schiste en 30 questions
de Pierre-René Bauquis

26. Parlons banque en 30 questions
de Jézabel Couppey-Soubeyran et Christophe Nijdam

30. France 2015, les données clés
des rédacteurs de la Documentation française

35. Parlons prison en 30 questions
de Sarah Dindo

40. Parlons climat en 30 questions
de Christophe Cassou et Valérie Masson-Delmotte

42. France 2016, les données clés
des rédacteurs de la Documentation française

SÉRIE « PLACE AU DÉBAT »

11. Retraites : quelle nouvelle réforme ?

d'Antoine Rémond

12. La France, bonne élève du développement durable ?

de Robin Degron

15. L'industrie française décroche-t-elle ?

de Pierre-Noël Giraud et Thierry Weil

16. Tous en classes moyennes ?

de Serge Bosc

23. Crise ou changement de modèle ?

d'Élie Cohen

24. Réinventer la famille ?

de Stéphanie Gargoulaud et Bénédicte Vassallo

27. Parents-enfants : vers une nouvelle filiation ?

de Claire Neirinck et Martine Gross

28. Vers la fin des librairies ?

de Vincent Chabault

31. Des pays toujours émergents ?

de Pierre Salama

32. La santé pour tous ?

de Dominique Polton

38. Faut-il suivre le modèle allemand ?

de Christophe Blot, Odile Chagny et Sabine Le Bayon

39. Politique culturelle, fin de partie ou nouvelle saison ?

de Françoise Benhamou

43. Revenir au service public ?

de Gilles Jeannot et Olivier Coutard

44. Une justice toujours spécialisée pour les mineurs ?

de Dominique Youf

48. Faut-il attendre la croissance ?

de Florence Jany-Catrice et Dominique Méda

50. La mort est-elle un droit ?

de Véronique Fournier

51. Le robot est-il l'avenir de l'homme ?

de Rodolphe Gelin et Olivier Guilhem

54. Russie : vers une nouvelle guerre froide ?

sous la direction de Jean-Robert Raviot

SÉRIE « REGARD D'EXPERT »

18. Les politiques de l'éducation en France

d'Antoine Prost et Lydie Heurdiere

19. La face cachée de Harvard

de Stéphanie Grousset-Charrière

20. La criminalité en France

de Christophe Souleze

29. La guerre au xx^e siècle

*de Stéphane Audoin-Rouzeau, Raphaëlle Branche, Anne Duménil,
Pierre Grosser et Sylvie Thénault*

33. Quelle politique pour la culture ? Florilège des débats

sous la direction de Philippe Poirrier

34. Une jeunesse différente ?

sous la direction d'Olivier Galland et Bernard Roudet

36. La République territoriale

de Pierre Sadran

37. Les monothéismes d'hier à aujourd'hui

*de Régine Azria, Dominique Borne, Pascal Buresi, Sonia Fellous
et Anna Van den Kerchove*

41. Environnement et inégalités sociales

sous la direction de Floran Augagneur et Jeanne Fagnani

45. Les grands textes internationaux des droits de l'homme

de Emmanuel Decaux et Noémie Bienvenu

46. Regards sur les États-Unis

de Cynthia Ghorra-Gobin, Guillaume Poirer, Jacques Portes, Marie-Jeanne Rossignol

47. Les politiques de la culture en France

de Philippe Poirrier

55. La cour d'assises

sous la direction de Denis Salas

